

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

# **CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU NORD EST**

*Société coopérative à capital et personnel variables régie par les dispositions du Livre V du Code monétaire  
et financier au capital de 196 984 470,00 euros  
Siège social : 25, rue Libergier 51100 REIMS  
394 157 085 R.C.S REIMS*

## **COMPTES INDIVIDUELS AU 31/12/2023**

**Arrêtés par le Conseil d'administration de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est  
en date du 5 février 2024 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale mixte en date  
du 28 mars 2024**

**BILAN INDIVIDUEL AU 31 DECEMBRE 2023****ACTIF**

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2023	31/12/2022
<b>OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES</b>		<b>397 099</b>	<b>511 310</b>
Caisse, banques centrales		82 478	84 489
Effets publics et valeurs assimilées	5	67 652	67 328
Créances sur les établissements de crédit	3	246 969	359 493
<b>OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE</b>	<b>3</b>	<b>3 800 152</b>	<b>5 025 877</b>
<b>OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b>	<b>4</b>	<b>17 581 604</b>	<b>16 996 877</b>
<b>OPERATIONS SUR TITRES</b>		<b>299 220</b>	<b>566 531</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	294 215	566 531
Actions et autres titres à revenu variable	5	5 005	-
<b>VALEURS IMMOBILISEES</b>		<b>2 007 316</b>	<b>1 947 476</b>
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7	1 615 389	1 581 009
Parts dans les entreprises liées	6-7	323 315	296 683
Immobilisations incorporelles	7	638	638
Immobilisations corporelles	7	67 974	69 146
<b>CAPITAL SOUSCRIT NON VERSE</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>ACTIONS PROPRES</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS</b>		<b>360 338</b>	<b>411 725</b>
Autres actifs	8	182 522	186 446
Comptes de régularisation	8	177 816	225 279
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>24 445 729</b>	<b>25 459 796</b>

**PASSIF**

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2023	31/12/2022
<b>OPERATIONS INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES</b>		<b>48 127</b>	<b>251 117</b>
Banques centrales		-	-
Dettes envers les établissements de crédit	10	48 127	251 117
<b>OPERATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE</b>	<b>10</b>	<b>11 403 088</b>	<b>11 574 068</b>
<b>COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE</b>	<b>11</b>	<b>8 780 565</b>	<b>9 107 805</b>
<b>DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE</b>	<b>12</b>	<b>325 364</b>	<b>724 381</b>
<b>COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS</b>		<b>421 370</b>	<b>417 696</b>
Autres passifs	13	217 790	171 444
Comptes de régularisation	13	203 580	246 252
<b>PROVISIONS ET DETTES SUBORDONNEES</b>		<b>521 783</b>	<b>541 379</b>
Provisions	14-15-16	183 456	189 877
Dettes subordonnées	17	338 327	351 502
<b>FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX (FRBG)</b>		<b>184 000</b>	<b>174 000</b>
<b>CAPITAUX PROPRES HORS FRBG</b>	<b>18</b>	<b>2 761 432</b>	<b>2 669 350</b>
Capital souscrit		196 984	196 984
Primes d'émission		348 124	348 124
Réserves		2 107 817	2 014 869
Ecarts de réévaluation		-	-
Provisions réglementées et subventions d'investissement		-	-
Report à nouveau		-	-
Résultat de l'exercice		108 507	109 373
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>24 445 729</b>	<b>25 459 796</b>

**HORS-BILAN INDIVIDUEL AU 31 DECEMBRE 2023**

<i>(En milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2023	31/12/2022
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		<b>2 605 703</b>	<b>2 905 371</b>
Engagements de financement	26	2 206 720	2 498 685
Engagements de garantie	26	397 923	404 006
Engagements sur titres	26	1 060	2 680
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		<b>5 431 309</b>	<b>5 156 401</b>
Engagements de financement	26	8 960	9 086
Engagements de garantie	26	5 421 289	5 144 635
Engagements sur titres	26	1 060	2 680

Les opérations de change hors-bilan et les opérations sur instruments financiers à terme sont présentées respectivement en Notes 23 et 24.

**COMPTE DE RESULTAT INDIVIDUEL AU 31 DECEMBRE 2023**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>Notes</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
Intérêts et produits assimilés	31	585 540	349 918
Intérêts et charges assimilées	31	-474 930	-164 786
Revenus des titres à revenu variable	32	90 610	67 848
Commissions (Produits)	33	241 901	232 769
Commissions (Charges)	33	-47 143	-48 319
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	34	765	810
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	35	179	67
Autres produits d'exploitation bancaire	36	9 263	5 440
Autres charges d'exploitation bancaire	36	-3 003	-2 412
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>403 182</b>	<b>441 335</b>
Charges générales d'exploitation	37	-263 522	-262 631
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations		-8 918	-8 201
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>130 742</b>	<b>170 503</b>
Coût du risque	38	6 648	-25 126
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>137 390</b>	<b>145 377</b>
Résultat net sur actifs immobilisés	39	5 933	423
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>		<b>143 323</b>	<b>145 800</b>
Résultat exceptionnel	40	-	-
Impôts sur les bénéfices	41	-24 816	-26 427
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-10 000	-10 000
<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</b>		<b>108 507</b>	<b>109 373</b>

## **Note 1**      **CADRE JURIDIQUE ET FINANCIER ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE**

### **Note 1.1**      **Cadre juridique et financier**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est est une société coopérative à capital variable régie par les articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées à la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est, 67 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est est agréée, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Au 31 décembre 2023, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L. 511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même, 59,69 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée depuis le 14 décembre 2001, Crédit Agricole S.A. est à ce jour cotée sur Euronext Paris compartiment A.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 40,31 %.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

### **Note 1.2**      **Relations internes au Crédit Agricole**

#### **❖ Mécanismes financiers internes**

L'appartenance de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

#### **Comptes ordinaires des Caisses régionales**

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre

les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe.

#### Comptes d'épargne à régime spécial

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

#### Comptes et avances à terme

Les ressources d'épargne non réglementées (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50 % des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

#### Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB – cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

#### Opérations en devises

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

#### Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

#### Mécanisme TLTRO III

Crédit Agricole S.A. a souscrit à des emprunts TLTRO III auprès de la BCE. Compte tenu des mécanismes de

refinancement interne, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est se finance auprès de Crédit Agricole S.A. et bénéficie ainsi de ces bonifications.

Au 31 décembre 2023, l'encours résiduel des emprunts TLTRO III auprès de la BCE est de 871 millions d'euros contre 1 234 millions d'euros au 31 décembre 2022 pour la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est.

#### ❖ **Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire**

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conduit en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite Bank Recovery and Resolution Directive « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par l'ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« extended SPE ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du Groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existants au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elles considèrent que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour



atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, C.C.I. et C.C.A.) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le Code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le Groupe Crédit Agricole, elles procèderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, C.C.I. et C.C.A.), instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2<sup>(1)</sup>. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette<sup>(2)</sup>, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le Groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, C.C.I. et C.C.A. et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau, de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe, quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont, pour l'essentiel, la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

<sup>(1)</sup> Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF. - <sup>(2)</sup> Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au Groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

### **Note 1.3      Événements significatifs relatifs à l'exercice 2023**

#### **❖ Risque de crédit**

Le calcul du montant des pertes attendues doit s'effectuer en prenant en considération les circonstances spécifiques et les mesures de soutien mises en œuvre par les pouvoirs publics.

Sur les encours de crédits sains (Stages 1 et 2 – cf. Note 2.1), l'année 2023 a été marquée par une révision du scénario macro-économique Groupe (« forward looking central ») pour tenir compte du contexte macro-économique global avec la hausse des taux et la guerre Ukraine-Russie. Une prise en compte anticipée d'une révision à venir des modèles relatifs à la prise en compte de l'inflation a également été intégrée.

L'impact de ces évolutions, et de l'évolution du portefeuille, est une baisse limitée des provisions de « forward looking central » d'environ 2 millions d'euros.

Parallèlement, dans le cadre de son « forward looking local », la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a ajusté ses modèles sur la Clientèle Professionnelle afin de prendre en compte l'évolution des Stages 2 sur ce segment. La dotation sur ce segment a été compensée par l'évolution du « forward looking local », à paramètres inchangés, sur les autres segments (notamment « Agri-Viti »).

Sur l'ensemble des encours de crédits sains (Stages 1 et 2), le coût du risque 2023 est globalement nul (cf. Note 38 sur le Coût du risque).

Concernant les risques avérés (Stage 3), il ressort un impact positif sur le compte de résultat de 7 millions d'euros (produit), réparti de manière diffuse sur l'ensemble des marchés.

#### **❖ Impacts liés aux opérations militaires en Ukraine**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est est exposée au risque -pays, c'est-à-dire au risque que les conditions économiques, financières, politiques ou sociales d'un pays dans lequel elle exerce ses activités, affectent ses intérêts financiers. Un changement significatif de l'environnement politique ou macro-économique pourrait la contraindre à enregistrer des charges additionnelles ou à subir des pertes plus importantes que les montants déjà inscrits dans ses états financiers.

Pour la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est, compte-tenu de ses activités clientèle et financière, les risques directs liés aux opérations militaires en Ukraine ne sont pas significatifs. Aucun impact indirect significatif n'a, à date, été identifié.

**❖ FCT Crédit Agricole Habitat**

Au cours de l'exercice 2023, sont intervenus les démontages des « FCT Crédit Agricole Habitat 2018 » et « FCT Crédit Agricole Habitat 2019 ». Le démantèlement de ces RMBS, émis en France par le Groupe et nés d'opérations de titrisation réalisées par les Caisses régionales, s'est traduit par une cession de crédits à l'habitat originés par les Caisses régionales aux FCT pour un montant de :

- 1,15 milliard d'euros concernant le « FCT Crédit Agricole Habitat 2018 », soit un montant de 25,2 millions d'euros pour la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est. Le débouclage du FCT a donné lieu au rachat des crédits par les Caisses régionales le 20 avril 2023 et au remboursement des titres le 27 avril 2023 ;

- 15 milliards d'euros concernant le « FCT Crédit Agricole Habitat 2019 », soit un montant de 259,7 millions d'euros pour la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est. Le débouclage du FCT a donné lieu au rachat des crédits par les Caisses régionales le 19 octobre 2023 et au remboursement des titres le 25 octobre 2023.

**❖ SAS Rue La Boétie**

Dans le cadre du programme d'achat d'actions de Crédit Agricole S.A. par la SAS Rue La Boétie initié en 2022, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a capitalisé, en juin 2023, l'avance faite en 2022 de 39,7 millions d'euros.

Au cours de l'exercice 2023, la SAS Rue La Boétie a décidé d'autoriser un nouveau programme d'achat d'actions de Crédit Agricole S.A. pour un montant maximal de 1 milliard d'euros, conformément à l'autorisation donnée en mai 2023 par l'Assemblée générale. Compte tenu de l'absence de trésorerie disponible, le financement de l'opération requiert des avances en comptes courants d'associés des Caisses régionales qui ont vocation à être capitalisées.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a participé à cette opération et procédé à une avance en compte courant à hauteur de 39,6 millions d'euros en septembre 2023.

**Note 1.4 Événements postérieurs à l'exercice 2023**

Aucun événement significatif postérieur à la date de clôture n'est survenu pendant la période subséquente.

**Note 2 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**

Les états financiers de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du Groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Parmi la liste des règlements ANC publiés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, aucun d'entre eux n'est applicable à la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est.

## **Note 2.1      Créances et engagements par signature**

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du Groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, opérations internes au Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après. L'utilisation des systèmes de notation externes et / ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux.

### **Créances saines**

Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées ; elles demeurent dans leur poste d'origine.

- Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur les 12 mois à venir (expositions

qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

- La notion de perte de crédit attendue « Expected Credit Loss » ou « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de dépréciation des encours.

Le Groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

L'estimation des ECL intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Son appréciation s'appuie largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« Loss Given Default » ou « LGD »).

Les modalités de détermination de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie et représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les 12 mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (Taux d'Intérêt Effectif) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La prise en

compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le Groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima annuellement.

Les données macro-économiques prospectives (« Forward Looking ») sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking (dit central) dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est applique des paramètres complémentaires pour le Forward Looking (dit local) sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagements de financement sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et / ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

- Dégradation significative du risque de crédit

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le Forward Looking local pour lesquels les éléments conjoncturels et / ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

## 1. Critère relatif

Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en Stage 2, si le ratio entre la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe.

Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

A titre d'exemple, le seuil multiplicatif sur les crédits immobiliers résidentiels français varie en fonction du portefeuille entre 1,5 et 2,5. Celui sur les crédits à la grande clientèle (hors banque d'investissement) varie entre 2 et 2,6.

En complément à ce seuil, un instrument financier peut être classé en Stage 2 :

- si, d'une part, la probabilité de défaut (à un an) de l'instrument en date de clôture est supérieure à un seuil absolu défini par le Groupe (supérieur à 0,3 %) ;
- et si, d'autre part, la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture est supérieure à un coefficient multiplicateur de la probabilité de défaut initiale (3 fois).

## 2. Critère absolu

Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du Groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à un an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12 % pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en Stage 2.

Le Groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à trente jours comme seuil de dégradation significative et de classement en Stage 2.

L'instrument financier est classé en Stage 2 en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le Groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à trente jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Stage 1). Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'encours ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;

- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;
- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, etc.

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, etc.).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base collective peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque du crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en « Coût du risque ».

### **Créances douteuses**

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- l'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteur(s) à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteur(s) n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.



Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse.

Parmi les encours douteux, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses non compromises

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

- Créances douteuses compromises

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

- Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan.

En principe, ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

En 2023, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a adapté son dispositif de dépréciation des défauts vifs des créances de la Banque de détail (particuliers, agriculteurs, ACPL, associations). Ainsi, les dépréciations de ces créances sont dorénavant mesurées en distinguant celles supérieures ou égales à 200 milliers d'euros de celles inférieures à 200 milliers d'euros.

Si les premières font l'objet d'une « individualisation » des dépréciations (cf. supra) comme dans le dispositif antérieur (à l'instar du marché Corporate), les secondes font dorénavant l'objet d'une dépréciation « statistique » et prospective mesurée de manière prudente en 2023 au regard des « plus fortes pertes historiques » constatées sur la période 2011-2023 par nature de créances (DAV, Habitat, Consommation, MLT professionnel et court terme). A noter que cette nouvelle méthode s'applique pour les encours Corporate lors de la période transitoire de réalisation de « l'individualisation » dans les 60 jours qui suivent l'entrée des encours en défaut vif. Cette approche traduit les anticipations de la Caisse régionale et la prise en compte du contexte actuel particulièrement incertain (résurgence tendancielle des risques, etc.). Elle fera l'objet de travaux de suivi et d'affinement en 2024 pour s'assurer de sa robustesse dans le temps.

Par ailleurs, pendant la période d'observation, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est déprécie les contreparties en défaut en tenant compte du risque de retour en défaut vif. La dépréciation repose sur un modèle multicritère de risque de dégradation de la situation (exemple : allers-retours entre le défaut vif

et le défaut d'observation).

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

- **Traitement comptable des dépréciations**

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en « Coût du risque ».

Conformément au règlement ANC 2014-07, le Groupe a fait le choix d'enregistrer en « Coût du risque » les effets de désactualisations des dépréciations.

### **Passage en perte**

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts (service Contentieux, Direction des Risques), la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est le déterminant en fonction de sa connaissance et analyse des situations au cas par cas.

Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

### **Créances restructurées**

Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de problèmes d'insolvabilité ou de difficultés financières. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur nominale du prêt ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en « Coût du risque ».

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période d'observation a minima de deux ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de trois ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

## **Note 2.2      Portefeuille Titres**

Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

### **Titres de placement**

Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres.

Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

#### **Obligations et autres titres à revenu fixe**

Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

#### **Actions et autres titres à revenu variable**

Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus.

Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de Placements Collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en « Coût du risque », sont constituées sur cette catégorie de titres :

- s'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;
- s'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (cf. Note 2.1 Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

### **Titres d'investissement**

Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir

conformément au règlement ANC 2014-07.

### **Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme**

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable ;
- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle ;
- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

### **Prix de marché**

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent ;
- si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

### **Dates d'enregistrement**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est enregistre les titres classés en titres d'investissement

à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

### **Pensions livrées**

Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

### **Reclassement de titres**

Conformément au règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance ;
- du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est n'a pas opéré, en 2023, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

## **Note 2.3      Immobilisations**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des

dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Le mali technique de fusion est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières, etc. ». Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est, à la suite de l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composants	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 ans
Second œuvre	20 ans (dégressif ou linéaire)
Installations techniques	10 ans (dégressif ou linéaire)
Agencements	10 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel informatique	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	3 à 5 ans (dégressif ou linéaire)

Enfin, les éléments dont dispose la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

#### **Note 2.4     Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle**

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ;
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des Dépôts et Consignations).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

## **Note 2.5**      **Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dettes, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers perçues par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est sont comptabilisées en produits dans la rubrique « Commissions (produits) ».

## **Note 2.6**      **Provisions**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques-pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques-pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-



logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période ;
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07.

## **Note 2.7      Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.)**

Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

Au 31 décembre 2023, les fonds pour risques bancaires généraux de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est, dont la destination est la couverture de risques potentiels non avérés, s'établissent à 184 millions d'euros avec une dotation de 10 millions d'euros sur l'exercice.

## **Note 2.8      Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels**

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

### **Opérations de couverture**

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A. (catégorie « c » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

**Opérations de marché**

Les opérations de marché regroupent :

- les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) ;
- la gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- en position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- en position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

**Risque de contrepartie sur les dérivés**

Conformément au règlement ANC 2014-07, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories « a » et « d » de l'article 2522-1 du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs (CVA - Credit Valuation Adjustment).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS (Credit Default Swap) nominatifs cotés (ou CDS Single Name S/N) ou les CDS indiciels ;
- en l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

**Note 2.9      Opérations en devises**

A chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation - Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-07, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

**Note 2.10      Engagements hors-bilan**

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

**Note 2.11      Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement**

La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord du 17 juin 2021 pour les exercices 2021, 2022 et 2023.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

**Note 2.12      Avantages au personnel postérieurs à l'emploi****Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des Normes Comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations

définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- soit la date de prise de service du membre du personnel ;
- soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.

En application de ce règlement, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Depuis 2021, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a fait le choix de reconnaître les écarts actuariels à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime (méthode du corridor), par conséquent le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement ;
- majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles) restant à étaler ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Les engagements de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est, relevant de la catégorie des régimes à prestations définies, sont les suivants :

- indemnités de retraite complémentaire dite « chapeau » pour les cadres de direction et pour les administrateurs ;
- indemnités de fin de carrière pour l'ensemble du personnel ;
- indemnités de fin de carrière pour les cadres de direction.

Ces engagements sont couverts par des polices d'assurance.

**Plans de retraite – régimes à cotisations définies**

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

Par conséquent, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

**Note 2.13    Souscription d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise**

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise, avec une décote de 20 %, ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevées d'une période d'incessibilité de cinq ans. Ces souscriptions d'actions sont comptabilisées conformément aux dispositions relatives aux augmentations de capital.

**Note 2.14    Charges et produits exceptionnels**

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est.

**Note 2.15    Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)**

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

### Note 3 CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(En milliers d'euros)	31/12/2023							31/12/2022
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
<b>Établissements de crédit</b>								
Comptes et prêts :								
à vue	154 386	-	-	-	154 386	1 214	155 600	235 966
à terme	35	-	-	39 968	40 003	42	40 045	62 852
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	50 000	-	50 000	454	50 454	59 805
Prêts subordonnés	-	-	-	870	870	-	870	870
<b>Total</b>	<b>154 421</b>	-	<b>50 000</b>	<b>40 838</b>	<b>245 259</b>	<b>1 710</b>	<b>246 969</b>	<b>359 493</b>
<b>Dépréciations</b>							-	-
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>							<b>246 969</b>	<b>359 493</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>								
Comptes ordinaires	1 140 170	-	-	-	1 140 170	-	1 140 170	1 957 494
Comptes et avances à terme	473 737	8 852	2 138 946	22 351	2 643 886	16 096	2 659 982	3 068 383
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>1 613 907</b>	<b>8 852</b>	<b>2 138 946</b>	<b>22 351</b>	<b>3 784 056</b>	<b>16 096</b>	<b>3 800 152</b>	<b>5 025 877</b>
<b>Dépréciations</b>							-	-
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>							<b>3 800 152</b>	<b>5 025 877</b>
<b>TOTAL</b>							<b>4 047 121</b>	<b>5 385 370</b>

Les prêts subordonnés et participatifs consentis aux établissements de crédit s'élèvent à 870 milliers d'euros. Parmi les créances sur les établissements de crédit, aucune créance n'est éligible au refinancement de la banque centrale.

Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

### Note 4 OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

Au 31 décembre 2023, dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la COVID-19, le montant des encours de prêts garantis par l'Etat (PGE) accordés par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est s'élève à 148 774 milliers d'euros contre 222 376 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

#### Note 4.1 Opérations avec la clientèle - analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31/12/2023							31/12/2022
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	1 124	-	-	-	1 124	-	1 124	870
Autres concours à la clientèle	1 174 181	2 115 998	6 810 545	7 509 914	17 610 638	49 142	17 659 780	17 122 460
Valeurs reçues en pension livrée	-	-	-	-	-	-	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	52 729	-	-	-	52 729	981	53 710	38 007
<b>Dépréciations</b>							-133 010	-164 460
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>							<b>17 581 604</b>	<b>16 996 877</b>

Les prêts subordonnés et participatifs consentis à la clientèle s'élèvent à 842 milliers d'euros.

Parmi les créances sur la clientèle, 3 492 465 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2023 contre 5 664 727 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève à 75 628 milliers d'euros au 31 décembre 2023 d'euros contre 79 943 milliers d'euros au 31 décembre 2022. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

#### Note 4.2 Opérations avec la clientèle - Analyse par zone géographique

(En milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
France (y compris DOM-TOM)	17 210 248	16 779 083
Autres pays de l'U.E.	391 188	291 188
Autres pays d'Europe	27 899	33 201
Amérique du Nord	21 609	4 087
Amérique Centrale et du Sud	695	764
Afrique et Moyen-Orient	7 018	6 783
Asie et Océanie (hors Japon)	5 352	5 614
Japon	482	515
Non ventilés et organismes internationaux	-	-
<b>Total en principal</b>	<b>17 664 491</b>	<b>17 121 235</b>
Créances rattachées	50 123	40 102
Dépréciations	-133 010	-164 460
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>17 581 604</b>	<b>16 996 877</b>

#### Note 4.3 Opérations avec la clientèle - Analyse par agent économique

(En milliers d'euros)	31/12/2023					31/12/2022				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
Particuliers	7 006 223	67 524	16 054	-40 246	-10 473	6 770 593	75 018	18 660	-50 931	-14 392
Agriculteurs	4 070 119	84 868	31 390	-53 825	-23 215	3 969 208	103 747	33 700	-62 210	-27 163
Autres professionnels	1 705 518	31 532	11 886	-15 277	-6 646	1 707 366	28 104	8 011	-15 761	-6 148
Clientèle financière	471 803	11 287	466	-4 265	-424	387 773	11 372	569	-3 830	-569
Entreprises	3 859 854	59 881	13 613	-19 155	-6 597	3 672 729	76 583	13 165	-31 641	-7 709
Collectivités publiques	542 386	210	131	-	-	593 752	354	199	-5	-4
Autres agents économiques	58 711	1 392	97	-242	-50	59 916	92	52	-82	-52
<b>TOTAL</b>	<b>17 714 614</b>	<b>256 694</b>	<b>73 637</b>	<b>-133 010</b>	<b>-47 405</b>	<b>17 161 337</b>	<b>295 270</b>	<b>74 356</b>	<b>-164 460</b>	<b>-56 037</b>

## Note 5 TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D'INVESTISSEMENT ET TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE

	31/12/2023					31/12/2022
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Effets publics et valeurs assimilées :				67 404	67 404	67 140
dont surcote restant à amortir				2 275	2 275	2 492
dont décote restant à amortir				-4 872	-4 872	-5 413
Créances rattachées				248	248	188
Dépréciations				-	-	-
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>				<b>67 652</b>	<b>67 652</b>	<b>67 328</b>
Obligations et autres titres à revenu fixe (1):				-	-	-
Emis par organismes publics				82 521	82 521	72 858
Autres émetteurs		25 029		185 056	210 085	492 213
dont surcote restant à amortir				3 056	3 056	4 107
dont décote restant à amortir				-1 862	-1 862	-2 041
Créances rattachées		428		1 458	1 886	1 913
Dépréciations		-277		-	-277	-453
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>		<b>25 180</b>		<b>269 035</b>	<b>294 215</b>	<b>566 531</b>
Actions et autres titres à revenu variable		5 005		-	5 005	2
Créances rattachées				-	-	-
Dépréciations				-	-	-2
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>		<b>5 005</b>		<b>-</b>	<b>5 005</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>		<b>30 185</b>		<b>336 687</b>	<b>366 872</b>	<b>633 859</b>
Valeurs estimatives		29 328		310 883	340 211	584 421

(1) Dont 6 500 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2023 et 51 776 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

Aucun transfert de titres d'un portefeuille à un autre n'a été réalisé pendant l'exercice 2023 et aucune cession de titres d'investissement n'est intervenue avant l'échéance.

### Valeurs estimatives :

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 634 milliers d'euros au 31 décembre 2023, contre 4 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse si disponible. Pour les titres de placement non cotés, la valeur estimative est, soit communiquée par le Groupe, soit calculée à partir des paramètres de marché. Il y a lieu de préciser pour les plus et moins-values latentes que les montants ne tiennent pas compte des résultats latents afférents aux instruments financiers affectés à la couverture des titres de placement (+1 063 milliers d'euros au titre de la microcouverture).

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 1 534 milliers d'euros au 31 décembre 2023, elle était nulle au 31 décembre 2022.

La valeur estimée des moins-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 25 632 milliers d'euros au 31 décembre 2023, contre 45 357 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

Les montants des créances représentatives des titres prêtés concernant les effets publics, les obligations et les autres titres à revenu fixe et les actions et autres titres à revenu variable sont nuls au 31 décembre 2023.



### Note 5.1 Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) - Ventilation par grandes catégories de contrepartie

(En milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Administration et banques centrales (y compris Etats)	44 150	44 090
Etablissements de crédit	118 056	119 107
Clientèle financière	6 500	274 003
Collectivités locales	38 371	28 768
Entreprises, assurances et autres clientèles	90 534	99 105
Divers et non ventilés	-	-
<b>Total en principal</b>	<b>297 611</b>	<b>565 073</b>
Créances rattachées	1 886	1 913
Dépréciations	-277	-455
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>299 220</b>	<b>566 531</b>

### Note 5.2 Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable

(En milliers d'euros)	31/12/2023				31/12/2022			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	292 606	67 404	5 005	365 015	565 071	67 140	2	632 213
dont titres cotés	189 223	67 404	5 005	261 632	180 100	67 140	-	247 240
dont titres non cotés	103 383	-	-	103 383	384 971	-	2	384 973
Créances rattachées	1 886	248	-	2 134	1 913	188	-	2 101
Dépréciations	-277	-	-	-277	-453	-	-2	-455
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>294 215</b>	<b>67 652</b>	<b>5 005</b>	<b>366 872</b>	<b>566 531</b>	<b>67 328</b>	<b>-</b>	<b>633 859</b>

Au 31 décembre 2023, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est ne détient plus d'OPCVM.

### Note 5.3 Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe - Analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31/12/2023							31/12/2022
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur Brute	-	15 033	168 023	109 550	292 606	1 886	294 492	566 984
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	-277	-453
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>-</b>	<b>15 033</b>	<b>168 023</b>	<b>109 550</b>	<b>292 606</b>	<b>1 886</b>	<b>294 215</b>	<b>566 531</b>
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur Brute	-	-	-	67 404	67 404	248	67 652	67 328
Dépréciations	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>67 404</b>	<b>67 404</b>	<b>248</b>	<b>67 652</b>	<b>67 328</b>

**Note 5.4      Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe - Analyse par zone géographique**

	31/12/2023		31/12/2022	
	Encours bruts	Dont Encours douteux	Encours bruts	Dont Encours douteux
<i>(En milliers d'euros)</i>				
France (y compris DOM-TOM)	360 010	29	632 211	29
Autres pays de l'U.E.	-	-	-	-
Autres pays d'Europe	-	-	-	-
Amérique du Nord	-	-	-	-
Amérique Centrale et du Sud	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-
<b>Total en principal</b>	<b>360 010</b>	<b>29</b>	<b>632 211</b>	<b>29</b>
Créances rattachées	2 134	-	2 101	-
Dépréciations	-277	-29	-453	-29
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>361 867</b>	<b>0</b>	<b>633 859</b>	<b>0</b>

## Note 6 TITRES DE PARTICIPATION ET DE FILIALES

Sauf mention spécifique, les données présentées sont des informations au 31 décembre 2023.

INFORMATIONS FINANCIERES (en milliers d'euros)	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote- part de capital détenue (en pourcenta ge)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances nets consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes au 31/12/2022	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) au 31/12/2022	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brutes	Nettes					
<b>Participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la Caisse régionale Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit Participations dans des établissements de crédit Autres parts dans les entreprises liées</b>										
SAS Nord Est Capital Investissement	100 000	30 336	100,00	106 080	106 080	-	-	4 103	2 758	14 000
SAS Nord Est Expansion	80 000	32 204	100,00	80 002	80 002	-	-	5 495	8 091	-
SAS La Foncière Rémoise	86 577	1 584	100,00	89 662	88 085	-	-	4 932	927	-
SAS Nord Est Aménagement Promotion	44 250	15 528	100,00	44 946	44 946	-	-	5 255	1 436	-
SAS Nord Est Protection et Assistance (1)	2 500	-114	100,00	2 500	2 387	-	-	332	-219	-
<b>Autres titres de participations :</b>										
SAS Sacam Avenir (1)	277 623	-150	3,31	12 509	9 178	-	-	-	-74	-
SAS Sacam Développement (1)	725 471	76 922	3,94	28 769	28 769	13 455	-	51 918	6 499	1 487
SAS Sacam International (1)	469 221	28 729	3,99	35 938	24 222	-	-	14 071	13 581	503
SAS Sacam Immobilier (1)	173 273	13 780	3,93	7 155	7 155	-	-	4 102	4 012	150
SAS Sacam Participations (1)	62 558	22 189	3,94	2 856	2 856	-	-	3 482	2 868	-
SAS Rue La Boétie (1)	2 928 713	17 331 803	3,99	852 299	852 299	39 648	-	1 813 622	1 804 296	62 598
SAS Delta (1)	79 550	-1 789	3,39	2 693	2 693	-	-	-	-30	-
SNC SACAM Mutualisation (1)	18 556 677	11 378	3,30	612 252	612 252	-	-	265 250	264 112	8 663
SAS SACAM Fireca (1)	69 334	-11 799	3,49	3 567	2 006	-	-	-	-3 323	-
<b>Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1 % du capital de la Caisse régionale Autres parts dans les entreprises liées Autres titres de participation Autres titres détenus à long terme</b>				415 10 328 10 896	415 9 228 10 896	1 400 120 -	- - -	- - -	- - -	- 430 -
<b>TOTAL PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES ET PARTICIPATIONS</b>				<b>1 902 867</b>	<b>1 883 469</b>	<b>54 623</b>				<b>87 831</b>

(1) Pour ces entités, les données figurant dans les colonnes « Capital » et « Capitaux propres autres que le capital » sont arrêtées au 31 décembre 2022 (dernière information disponible).

**Valeur estimative des titres de participation**

	31/12/2023		31/12/2022	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
<b>(En milliers d'euros)</b>				
<b>Parts dans les entreprises liées</b>				
Titres non cotés	323 605	397 015	229 604	299 708
Titres cotés	-	-	-	-
Avances consolidables	1 401	1 401	68 923	68 923
Créances rattachées	-	-	375	375
Dépréciations	-1 691	-	-2 219	-
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>323 315</b>	<b>398 416</b>	<b>296 683</b>	<b>369 006</b>
<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>				
<b>Titres de participation</b>				
Titres non cotés	1 568 366	2 415 975	1 527 836	2 275 956
Titres cotés	-	-	-	-
Avances consolidables	53 735	53 223	66 479	65 604
Créances rattachées	612	612	484	484
Dépréciations	-18 220	-	-23 529	-
<b>Sous-total titres de participation</b>	<b>1 604 493</b>	<b>2 469 810</b>	<b>1 571 270</b>	<b>2 342 044</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>				
Titres non cotés	10 896	10 896	9 739	9 739
Titres cotés	-	-	-	-
Avances consolidables	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-
<b>Sous-total autres titres détenus à long terme</b>	<b>10 896</b>	<b>10 896</b>	<b>9 739</b>	<b>9 739</b>
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>1 615 389</b>	<b>2 480 706</b>	<b>1 581 009</b>	<b>2 351 783</b>
<b>TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION</b>	<b>1 938 704</b>	<b>2 879 122</b>	<b>1 877 692</b>	<b>2 720 789</b>

	31/12/2023		31/12/2022	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
<b>(En milliers d'euros)</b>				
<b>Total valeurs brutes</b>				
Titres non cotés	1 902 867		1 767 179	
Titres cotés	-		-	
<b>TOTAL</b>	<b>1 902 867</b>		<b>1 767 179</b>	

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

## Note 7 VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE

### Immobilisations financières

(En milliers d'euros)	01/01/2023	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	31/12/2023
<b>Parts dans les entreprises liées</b>					
Valeurs brutes	229 604	94 001	-	-	323 605
Avances consolidables	68 923	8 703	-76 225	-	1 401
Créances rattachées	375	-	-375	-	-
Dépréciations	-2 219	-	528	-	-1 691
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>296 683</b>	<b>102 704</b>	<b>-76 072</b>	<b>-</b>	<b>323 315</b>
<b>Titres de participation et autres titres détenus à long terme</b>					
<b>Titres de participation</b>					
Valeurs brutes	1 527 836	40 530	-	-	1 568 366
Avances consolidables	66 479	39 648	-52 392	-	53 735
Créances rattachées	484	128	-	-	612
Dépréciations	-23 529	-420	5 729	-	-18 220
<b>Sous-total titres de participation</b>	<b>1 571 270</b>	<b>79 886</b>	<b>-46 663</b>	<b>-</b>	<b>1 604 493</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>					
Valeurs brutes	9 739	1 157	-	-	10 896
Avances consolidables	-	-	-	-	-
Créances rattachées	-	-	-	-	-
Dépréciations	-	-	-	-	-
<b>Sous-total autres titres détenus à long terme</b>	<b>9 739</b>	<b>1 157</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>10 896</b>
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>1 581 009</b>	<b>81 043</b>	<b>-46 663</b>	<b>-</b>	<b>1 615 389</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 877 692</b>	<b>183 747</b>	<b>-122 735</b>	<b>-</b>	<b>1 938 704</b>

### Immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros)	01/01/2023	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	31/12/2023
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Valeurs brutes	211 106	12 170	-5 472	-	217 804
Amortissements et dépréciations	-141 960	-8 918	1 048	-	-149 830
<b>Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles</b>					
Valeurs brutes	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations	-	-	-	-	-
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>69 146</b>	<b>3 252</b>	<b>-4 424</b>	<b>-</b>	<b>67 974</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Valeurs brutes	1 413	-	-	-	1 413
Amortissements et dépréciations	-775	-	-	-	-775
<b>Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles</b>					
Valeurs brutes	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations	-	-	-	-	-
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>638</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>638</b>
<b>TOTAL</b>	<b>69 784</b>	<b>3 252</b>	<b>-4 424</b>	<b>-</b>	<b>68 612</b>

### Commentaires sur les immobilisations incorporelles et corporelles :

Le montant des dépenses comptabilisées au titre des immobilisations corporelles en cours de production s'élève à 7 846 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

## Note 8 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2023	31/12/2022
<b>Autres actifs (1)</b>		
Instruments conditionnels achetés	-	12
Comptes de stock et emplois divers	-	-
Débiteurs divers (2)	182 435	186 392
Gestion collective des titres Livret de développement durable	-	-
Comptes de règlement	87	42
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>182 522</b>	<b>186 446</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		
Comptes d'encaissement et de transfert	39 618	92 950
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	12	38
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers	7 013	11 716
Charges constatées d'avance	41 756	47 884
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	11 195	6 237
Autres produits à recevoir	73 368	66 100
Charges à répartir	-	-
Autres comptes de régularisation	4 854	354
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>177 816</b>	<b>225 279</b>
<b>TOTAL</b>	<b>360 338</b>	<b>411 725</b>

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) Dont 5 472 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2023 contre 4 502 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article.

Au titre de l'exercice 2023, le montant de la contribution sous forme d'engagements irrévocables de paiement s'élève à 970 milliers d'euros ; le montant versé sous forme de cotisation s'élève à 2 227 milliers d'euros en Charges générales d'exploitation (Note 37 des présents états financiers).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de

résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le Conseil de Résolution Unique (CRU) appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel complémentaire pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le CRU.

## Note 9 DEPRECIATIONS INSCRITES EN DEDUCTION DE L'ACTIF

(En milliers d'euros)	Solde au 01/01/2023	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2023
Sur opérations interbancaires et assimilées	-	-	-	-	-	-
Sur créances clientèle	164 460	59 311	-89 833	-928	-	133 010
Sur opérations sur titres	455	-	-178	-	-	277
Sur valeurs immobilisées	26 180	420	-6 258	-	-	20 342
Sur autres actifs	477	37	-449	-	-	65
<b>TOTAL</b>	<b>191 572</b>	<b>59 768</b>	<b>-96 718</b>	<b>-928</b>	-	<b>153 694</b>

## Note 10 DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(En milliers d'euros)	31/12/2023							31/12/2022
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
<b>Établissements de crédit</b>								
Comptes et emprunts :	6 140	0	360	41 240	47 740	387	48 127	68 953
à vue	6 140	-	-	-	6 140	29	6 169	4 513
à terme	-	-	360	41 240	41 600	358	41 958	64 440
Valeurs données en pension	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-	-	-	182 164
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>6 140</b>	<b>0</b>	<b>360</b>	<b>41 240</b>	<b>47 740</b>	<b>387</b>	<b>48 127</b>	<b>251 117</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>								
Comptes ordinaires	7 065	-	-	-	7 065	27	7 092	6 079
Comptes et avances à terme	1 510 194	1 986 714	5 091 188	2 757 949	11 346 045	49 951	11 395 996	11 567 989
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>1 517 259</b>	<b>1 986 714</b>	<b>5 091 188</b>	<b>2 757 949</b>	<b>11 353 110</b>	<b>49 978</b>	<b>11 403 088</b>	<b>11 574 068</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 523 399</b>	<b>1 986 714</b>	<b>5 091 548</b>	<b>2 799 189</b>	<b>11 400 850</b>	<b>50 365</b>	<b>11 451 215</b>	<b>11 825 185</b>

Opérations internes au Crédit Agricole : ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est.

## Note 11 COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE

### Note 11.1 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle

(En milliers d'euros)	31/12/2023							31/12/2022
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	5 701 677	-	-	-	5 701 677	2 319	5 703 996	6 365 438
Comptes d'épargne à régime spécial :	112 304	-	-	-	112 304	-	112 304	132 407
à vue	112 304	-	-	-	112 304	-	112 304	132 407
à terme	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dettes envers la clientèle :	190 268	74 549	1 924 686	745 903	2 935 406	28 859	2 964 265	2 609 960
à vue	19 082	-	-	-	19 082	1	19 083	7 077
à terme	171 186	74 549	1 924 686	745 903	2 916 324	28 858	2 945 182	2 602 883
Valeurs données en pension livrée	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>6 004 249</b>	<b>74 549</b>	<b>1 924 686</b>	<b>745 903</b>	<b>8 749 387</b>	<b>31 178</b>	<b>8 780 565</b>	<b>9 107 805</b>

### Note 11.2 Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agent économique

(En milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Particuliers	3 711 308	3 664 728
Agriculteurs	1 665 498	1 676 458
Autres professionnels	485 072	470 717
Clientèle financière	362 783	466 444
Entreprises	2 195 462	2 505 957
Collectivités publiques	1 221	1 714
Autres agents économiques	328 043	311 207
<b>Total en principal</b>	<b>8 749 387</b>	<b>9 097 225</b>
Dettes rattachées	31 178	10 580
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>8 780 565</b>	<b>9 107 805</b>

## Note 12 DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE – ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE

(En milliers d'euros)	31/12/2023							31/12/2022
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse	183	337	3 455	-	3 975	52	4 027	5 376
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables (1)	45 000	271 000	1 350	-	317 350	3 987	321 337	719 005
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	<b>45 183</b>	<b>271 337</b>	<b>4 805</b>	<b>-</b>	<b>321 325</b>	<b>4 039</b>	<b>325 364</b>	<b>724 381</b>

(1) Aucun titre de créance négociable n'a été émis à l'étranger.

## Note 13 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS



(En milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
<b>Autres passifs (1)</b>		
Opérations de contrepartie (titres de transaction)	-	-
Dettes représentatives de titres empruntés	-	-
Instruments conditionnels vendus	-	12
Comptes de règlement et de négociation	-	-
Créditeurs divers	202 252	167 390
Versements restant à effectuer sur titres	15 538	4 042
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>217 790</b>	<b>171 444</b>
<b>Comptes de régularisation</b>		
Comptes d'encaissement et de transfert	17 109	12 759
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	6	28
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers	38 911	46 028
Produits constatés d'avance	47 699	46 338
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	8 728	4 686
Autres charges à payer	90 909	98 885
Autres comptes de régularisation	218	37 528
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>203 580</b>	<b>246 252</b>
<b>TOTAL</b>	<b>421 370</b>	<b>417 696</b>

(1) Les montants incluent les dettes rattachées.

## Note 14 PROVISIONS

(En milliers d'euros)	Solde au 01/01/2023	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 31/12/2023
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	0	761	-761	-	-	0
Provisions pour autres engagements sociaux	1 476	127	-118	-16	-	1 469
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	18 727	50 623	-	-53 076	-	16 274
Provisions pour litiges fiscaux (1)	2 482	665	-335	-2	-	2 810
Provisions pour autres litiges	5 884	111	-3 097	-721	-	2 177
Provisions pour risques-pays	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de crédit (2)	137 495	363 425	-	-360 520	-	140 400
Provisions pour restructurations	-	-	-	-	-	-
Provisions pour impôts	-	-	-	-	-	-
Provisions sur participations	-	-	-	-	-	-
Provisions pour risques opérationnels (3)	2 276	753	-47	-1 712	-	1 270
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement (4)	14 120	115	-	-7 430	-	6 805
Autres provisions	7 417	11 445	-5 711	-900	-	12 251
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>189 877</b>	<b>428 025</b>	<b>-10 069</b>	<b>-424 377</b>	<b>-</b>	<b>183 456</b>

(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés et comprenant notamment les impôts dus aux filiales dans le cadre de l'intégration fiscale.

(2) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles bâlois.

(3) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.

(4) Cf. Note 15 ci-après.

**Information sur les passifs éventuels : (article 1124-36 du règlement ANC 2014-07)**

La gestion du Compte Personnel de Formation (CPF) des salariés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est est externalisée auprès d'un organisme indépendant.

### **Litige image chèque**

LCL et Crédit Agricole S.A., ainsi que 10 autres banques, ont reçu en mars 2008 une notification de griefs du Conseil de la concurrence (devenu l'Autorité de la concurrence).

Il leur est reproché d'avoir, de façon concertée, mis en place et appliqué des commissions interbancaires dans le cadre de l'encaissement des chèques, depuis le passage à l'échange image chèques, soit depuis 2002 jusqu'en 2007. Selon l'Autorité de la concurrence, ces commissions seraient constitutives d'ententes anticoncurrentielles sur les prix au sens des articles 81, paragraphe 1, du traité instituant la Communauté européenne et de l'article L. 420-1 du Code de commerce, et auraient causé un dommage à l'économie. En défense, les banques ont réfuté catégoriquement le caractère anticoncurrentiel des commissions et contesté la régularité de la procédure suivie.

Par décision du 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence a jugé que la Commission d'Échange Image Chèques (CEIC) était anticoncurrentielle par son objet et qu'elle a eu pour conséquence d'augmenter artificiellement les coûts supportés par les banques remettantes, ce qui a eu un impact défavorable sur le prix des services bancaires. Pour ce qui concerne l'une des commissions pour services connexes dite AOCT (Annulation d'Opérations Compensées à Tort), l'Autorité de la concurrence a enjoint les banques de procéder à la révision de leur montant dans les six mois de la notification de la décision. Les banques mises en cause ont été sanctionnées pour un montant global de 384,92 millions d'euros. LCL et le Crédit Agricole ont été condamnés à payer respectivement 20,7 millions d'euros et 82,1 millions d'euros pour la CEIC et 0,2 million d'euros et 0,8 million d'euros pour l'AOCT. L'ensemble des banques a fait appel de la décision devant la Cour d'appel de Paris. Cette dernière a, par un arrêt du 23 février 2012, annulé la décision estimant que l'Autorité de la concurrence n'avait pas démontré l'existence de restrictions de concurrence constitutives d'une entente par objet. L'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation le 23 mars 2012. La Cour de cassation a cassé, le 14 avril 2015, la décision de la Cour d'appel de Paris du 23 février 2012 et renvoyé l'affaire devant cette même Cour, autrement composée, au seul motif que les interventions volontaires des associations UFC – Que Choisir et l'ADUMPE devant la Cour d'appel ont été déclarées sans objet, sans que les moyens de ces parties ne soient examinés par la Cour.

La Cour de cassation n'a pas tranché l'affaire sur le fond et le Crédit Agricole a saisi la juridiction de renvoi. La Cour d'Appel de Paris a rendu sa décision le 21 décembre 2017. Elle a confirmé la décision de l'Autorité de la concurrence du 20 septembre 2010 tout en réduisant de 82,94 millions d'euros à 76,56 millions d'euros les sanctions pécuniaires infligées au Crédit Agricole. La sanction pour LCL est demeurée inchangée à 20,93 millions d'euros. Comme les autres banques parties à cette procédure, LCL et le Crédit Agricole se sont pourvus en cassation. Par une décision du 29 janvier 2020, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 21 décembre 2017 au motif que la Cour d'appel n'avait pas caractérisé l'existence de restrictions de concurrence par objet et renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de Paris autrement composée.

La Cour d'appel de Paris a rendu un arrêt le 2 décembre 2021 reformant la quasi-intégralité de la décision de l'Autorité de la Concurrence de 2010, condamnant cette dernière aux dépens et ouvrant droit au remboursement des sommes versées par les banques en application de la décision reformée assorties des intérêts au taux légal à compter du 2 décembre 2021.

Le 31 décembre 2021, l'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 2 décembre 2021.

Du fait du caractère exécutoire de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris, un produit de 1 405 milliers d'euros a été constaté. Néanmoins, compte tenu du pourvoi formé en cassation, une provision du même montant a été constatée dans les comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est au 31 décembre 2021.

Les dépôts des mémoires des deux parties ont été effectués sur l'année 2022.

Le 28 juin 2023, la Cour de cassation a rejeté le pourvoi de l'Autorité, clôturant ainsi la procédure.

Dans ce contexte, la provision comptabilisée au 31 décembre 2021 a été reprise dans les comptes du 31 décembre 2023.

## Note 15 EPARGNE-LOGEMENT

### Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2023	31/12/2022
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	282 832	287 166
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 389 512	1 596 441
Ancienneté de plus de 10 ans	1 079 955	1 152 097
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>2 752 299</b>	<b>3 035 704</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>332 056</b>	<b>303 696</b>
<b>TOTAL ENCOURS COLLECTES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>3 084 355</b>	<b>3 339 400</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au règlement ANC 2014-07.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état au 30 novembre (base de calcul de la provision épargne-logement au 31 décembre).

### Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2023	31/12/2022
Plans d'épargne-logement	5 139	428
Comptes épargne-logement	1 575	1 113
<b>TOTAL ENCOURS DE CREDIT EN VIE OCTROYES AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>6 714</b>	<b>1 541</b>

Les encours de crédits octroyés sont également en date du 30 novembre.

### Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2023	31/12/2022
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	1 540	-
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	2 590	4 040
Ancienneté de plus de 10 ans	2 560	10 080
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>6 690</b>	<b>14 120</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>115</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL PROVISION AU TITRE DES CONTRATS EPARGNE-LOGEMENT</b>	<b>6 805</b>	<b>14 120</b>

La provision épargne-logement comprend 3 composantes :

- la composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixées ;
- la composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées ;

- la composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Jusqu'au T2 2022, seule la composante épargne était significative. Le niveau bas des taux d'intérêt rendait le volet épargne du PEL attractif (principalement sur les générations anciennes dont le taux était supérieur à 2 %). La brusque montée des taux a conduit le Groupe à geler la provision sur le niveau du 30 juin 2022.

Constatant que la situation s'est stabilisée au cours du second semestre 2023, avec une hiérarchie des taux entre produits clientèles de nouveau cohérente, le Groupe a mis à jour les paramètres du modèle de provision épargne-logement. Avec le nouveau contexte de taux, la composante épargne est fortement réduite et la composante engagement représente désormais 90 % de la provision.

Le calcul de la provision sur la composante engagement prend en compte des paramètres qui ont été fixés à dire d'expert pour les générations PEL à 2,5 %, 2 %, 1,5 % et 1 % : le coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt et le taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL. Ces paramètres ont été fixés à dire d'expert dans la mesure où l'historique à notre disposition qui aurait permis leur évaluation ne reflète pas les conditions actuelles.

Une hausse de 0,1 % du coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt engendrerait, toutes choses égales par ailleurs, une hausse de la provision de 7 % pour les Caisses régionales. Une hausse de 0,1 % du taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL engendrerait, toutes choses égales par ailleurs, une baisse de la provision de 13 % pour les Caisses régionales.

## **Note 16      ENGAGEMENTS SOCIAUX : AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI, REGIMES A PRESTATIONS DEFINIES**

Les engagements sociaux postérieurs à l'emploi de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est concernent le régime de retraite complémentaire des cadres de direction et des administrateurs et les indemnités de fin de carrière dues au personnel ainsi qu'aux cadres de direction.

Ces engagements sont principalement couverts par cinq polices d'assurance éligibles souscrites auprès de Prédica et Adicam.

### **Variations de la dette actuarielle**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
<b>Dette actuarielle à l'ouverture</b>	32 553	34 614
Coût des services rendus sur l'exercice	2 500	2 735
Coût financier	1 119	245
Cotisations employés	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime (1)	-716	-
Variation de périmètre	-26	69
Indemnités de cessation d'activité	-	-
Prestations versées (obligatoire)	-1 733	-1 597
(Gains) / pertes actuariels	4 352	-3 513
Autres mouvements	-	-
<b>DETTE ACTUARIELLE A LA CLOTURE</b>	<b>38 049</b>	<b>32 553</b>

(1) Au 31/12/2023, l'impact de la réforme des retraites est un produit de 716 milliers d'euros (cf. précisions en Note 37 Charges générales d'exploitation).

### **Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat**

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
------------------------------	-------------------	-------------------

Coût des services rendus	2 500	2 735
Coût financier	1 118	245
Rendement attendu des actifs	-1 395	-315
Coût des services passés	-716	-
(Gains) / pertes actuariels net	-125	153
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes	-	-
(Gains) / pertes du(e)s au changement de limitation d'actif	-532	-573
<b>CHARGE NETTE COMPTABILISEE AU COMPTE DE RESULTAT</b>	<b>850</b>	<b>2 245</b>

### Variations de juste valeur des actifs des régimes

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2023	31/12/2022
<b>Juste valeur des actifs / droits à remboursement à l'ouverture</b>	36 871	35 601
Rendement attendu des actifs	1 396	315
Gains / (pertes) actuariels	-470	321
Cotisations payées par l'employeur	957	2 162
Cotisations payées par les employés	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-
Variation de périmètre	-26	69
Indemnités de cessation d'activité	-	-
Prestations payées par le fonds	-1 733	-1 597
Autres mouvements	-	-
<b>JUSTE VALEUR DES ACTIFS / DROITS A REMBOURSEMENT A LA CLOTURE</b>	<b>36 995</b>	<b>36 871</b>

### Variations de la provision

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2023	31/12/2022
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	-38 049	-32 553
Impact de la limitation d'actifs	-255	-787
Gains et (pertes) actuariels restant à étaler	1 481	-3 465
Juste valeur des actifs fin de période	36 995	36 871
<b>POSITION NETTE (PASSIF) / ACTIFS A LA CLOTURE</b>	<b>172</b>	<b>66</b>

### Rendement des actifs des régimes

Au 31 décembre 2023, le taux moyen de rendement attendu des actifs s'élève à 3,77 % pour les deux régimes d'indemnités de fin de carrière et pour le régime de retraite supplémentaire des cadres de direction.

### Hypothèses actuarielles utilisées

Au 31 décembre 2023, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 3,74 % ;
- une variation de moins 50bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 4,03 %.

## **Note 17     DETTES SUBORDONNEES - ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE**

	31/12/2023							31/12/2022
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
<i>(En milliers d'euros)</i>								
Dettes subordonnées à terme								
Euro								
Autres devises								
Titres et emprunts participatifs								
Autres emprunts subordonnés à terme				200 000	200 000	600	200 600	200 352
Dettes subordonnées à durée indéterminée								
Euro								
Autres devises								
Placement des fonds propres des Caisses Locales				133 427	133 427	4 300	137 727	151 150
Dépôts de garantie à caractère mutuel								
<b>VALEUR AU BILAN</b>				<b>333 427</b>	<b>333 427</b>	<b>4 900</b>	<b>338 327</b>	<b>351 502</b>

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 13 103 milliers d'euros au 31 décembre 2023 contre 5 417 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

Conformément à l'article 1124-20 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, deux emprunts représentent unitairement plus de 10 % du montant total des dettes subordonnées, à savoir :

- un emprunt subordonné de 100 000 milliers d'euros, libellé en euros, assorti d'un intérêt annuel indexé sur le taux euribor 3 mois plus une marge de 1,19 %, à échéance au 11 décembre 2032 et assorti d'une option de remboursement anticipé à compter du 11 décembre 2027 ;

- un emprunt subordonné de 100 000 milliers d'euros, libellé en euros, assorti d'un intérêt annuel indexé sur le taux euribor 3 mois plus une marge de 1,16 %, à échéance au 11 décembre 2029 et assorti d'une option de remboursement anticipé à compter du 11 décembre 2024.

## **Note 18      VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition)**

	Capitaux propres							
	Capital (1)	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau (2)	Ecarts conversion / réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
<i>(En milliers d'euros)</i>								
<b>Solde au 31/12/2021</b>	196 985	1 381 876	540 952	348 368	-	-	107 422	2 575 603
Dividendes versés au titre de N-2	-	-	-	-	-	-	-15 625	-15 625
Variation de capital	-1	-	-	-	-	-	-	-1
Variation des primes et réserves	-	-	-	-	-	-	-	-
Affectation du résultat social N-2	-	69 031	23 010	-	-	-	-92 041	-
Report à nouveau	-	-	-	-244	-	-	244	-
Résultat de l'exercice N-1	-	-	-	-	-	-	109 373	109 373
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Solde au 31/12/2022</b>	196 984	1 450 907	563 962	348 124	-	-	109 373	2 669 350
Dividendes versés au titre de N-1	-	-	-	-	-	-	-16 425	-16 425
Variation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des primes et réserves	-	-	-	-	-	-	-	-
Affectation du résultat social N-1	-	69 711	23 237	-	-	-	-92 948	-
Report à nouveau	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice N	-	-	-	-	-	-	108 507	108 507
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Solde au 31/12/2023</b>	196 984	1 520 618	587 199	348 124	-	-	108 507	2 761 432

(1) Le capital de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est est composé de parts sociales souscrites par les sociétaires et de certificats coopératifs d'associés (C.C.A.). La valeur nominale des parts sociales est de 15 euros et le montant total du capital s'élève à 196 984 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

(2) Dont 295 316 milliers d'euros de primes d'émission, dont 52 808 milliers d'euros de primes de fusion.

## Note 19 COMPOSITION DES CAPITAUX PROPRES

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2023	31/12/2022
Capitaux propres hors FRBG	2 761 432	2 669 350
Fonds pour risques bancaires généraux	184 000	174 000
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>2 945 432</b>	<b>2 843 350</b>

Par ailleurs, les dettes subordonnées et titres participatifs s'élèvent à 338 327 milliers d'euros au 31 décembre 2023 contre 351 502 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est ne détient pas de dépôts de garantie à caractère mutuel.

## Note 20 OPERATIONS EFFECTUEES AVEC LES ENTREPRISES LIEES ET LES PARTICIPATIONS

Les principales opérations réalisées avec les entreprises liées et les participations concernent :

- le capital détenu dans lesdites participations (cf. Note 6) ;
- et les avances en compte courant d'associés (cf. Note 6).

## Note 21 TRANSACTIONS EFFECTUEES AVEC LES PARTIES LIEES

Les transactions effectuées par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est avec les parties liées

ont été conclues aux conditions normales de marché.

## Note 22 OPERATIONS EFFECTUEES EN DEVISES

### Contributions par devise au bilan

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2023		31/12/2022	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Euro	24 277 262	24 078 161	25 295 298	25 120 155
Autres devises de l'Union Européenne	524	524	376	376
Franc Suisse	1 962	1 962	1 994	1 994
Dollar	61 051	61 051	54 950	54 950
Yen	20	19	-	-
Autres devises	9 950	9 950	4 631	4 631
<b>Valeur brute</b>	<b>24 350 769</b>	<b>24 151 667</b>	<b>25 357 249</b>	<b>25 182 106</b>
Créances, dettes rattachées et comptes de régularisation	248 654	294 062	294 119	277 690
Dépréciations	-153 694	-	-191 572	-
<b>TOTAL</b>	<b>24 445 729</b>	<b>24 445 729</b>	<b>25 459 796</b>	<b>25 459 796</b>

## Note 23 OPERATIONS DE CHANGE, PRETS ET EMPRUNTS EN DEVISES

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2023		31/12/2022	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
<b>Opérations de change au comptant</b>	-	-	-	-
Devises	-	-	-	-
Euros	-	-	-	-
<b>Opérations de change à terme</b>	<b>4 663</b>	<b>4 656</b>	<b>5 740</b>	<b>5 731</b>
Devises	2 317	2 317	2 854	2 854
Euros	2 346	2 339	2 886	2 877
<b>Prêts et emprunts en devises</b>	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>4 663</b>	<b>4 656</b>	<b>5 740</b>	<b>5 731</b>

## Note 24 OPERATIONS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME

	31/12/2023	31/12/2022
--	------------	------------



(En milliers d'euros)	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
<b>Opérations fermes</b>	<b>4 906 289</b>	<b>34 797</b>	<b>4 941 086</b>	<b>4 498 546</b>
<b>Opérations sur marchés organisés</b>				
Contrats à terme de taux d'intérêt	-	-	-	-
Contrats à terme de change	-	-	-	-
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers	-	-	-	-
Autres contrats à terme	-	-	-	-
<b>Opérations de gré à gré (1)</b>	<b>4 906 289</b>	<b>34 797</b>	<b>4 941 086</b>	<b>4 498 546</b>
Swaps de taux d'intérêt	4 906 289	32 926	4 939 215	4 496 675
Autres contrats à terme de taux d'intérêt	-	-	-	-
Contrats à terme de change	-	-	-	-
F.R.A.	-	-	-	-
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers	-	1 871	1 871	1 871
Autres contrats à terme	-	-	-	-
<b>Opérations conditionnelles</b>				<b>1 900</b>
<b>Opérations sur marchés organisés</b>				
Instruments de taux d'intérêt à terme				
Achetés	-	-	-	-
Vendus	-	-	-	-
Instruments sur action et indices boursiers à terme				
Achetés	-	-	-	-
Vendus	-	-	-	-
Instruments de taux de change à terme				
Achetés	-	-	-	-
Vendus	-	-	-	-
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés	-	-	-	-
Vendus	-	-	-	-
<b>Opérations de gré à gré</b>				<b>1 900</b>
Options de swaps de taux				
Achetées	-	-	-	-
Vendues	-	-	-	-
Instruments de taux d'intérêts à terme				
Achetés	-	-	-	-
Vendus	-	-	-	-
Instruments de taux de change à terme				
Achetés	-	-	-	950
Vendus	-	-	-	950
Instruments sur actions et indices boursiers à terme				
Achetés	-	-	-	-
Vendus	-	-	-	-
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés	-	-	-	-
Vendus	-	-	-	-
<b>Dérivés de crédit</b>				
Contrats de dérivés de crédit				
Achetés	-	-	-	-
Vendus	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>4 906 289</b>	<b>34 797</b>	<b>4 941 086</b>	<b>4 500 446</b>

(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

## **Note 24.1 Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle**

(En milliers d'euros)	Total 31/12/2023			dont opérations effectuées de gré à gré		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	-	-	-
Options de taux	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes en devise sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-
F.R.A.	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt	649 045	2 743 075	1 547 095	649 045	2 743 075	1 547 095
Caps, Floors, Collars	-	-	-	-	-	-
Forward taux	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes sur actions et indices	-	1 871	-	-	1 871	-
Opérations conditionnelles sur actions et indices	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-
<b>Sous total</b>	<b>649 045</b>	<b>2 744 946</b>	<b>1 547 095</b>	<b>649 045</b>	<b>2 744 946</b>	<b>1 547 095</b>
Swaps de devises	-	-	-	-	-	-
Opérations de change à terme	9 175	145	-	9 175	145	-
<b>Sous total</b>	<b>9 175</b>	<b>145</b>	<b>-</b>	<b>9 175</b>	<b>145</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>658 220</b>	<b>2 745 091</b>	<b>1 547 095</b>	<b>658 220</b>	<b>2 745 091</b>	<b>1 547 095</b>

(En milliers d'euros)	Total 31/12/2022			dont opérations effectuées de gré à gré		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures	-	-	-	-	-	-
Options de change	1 900	-	-	1 900	-	-
Options de taux	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes en devise sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-
F.R.A.	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt	503 615	2 589 457	1 403 603	503 615	2 589 457	1 403 603
Caps, Floors, Collars	-	-	-	-	-	-
Forward taux	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes sur actions et indices	-	1 871	-	-	1 871	-
Opérations conditionnelles sur actions et indices	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-
<b>Sous total</b>	<b>505 515</b>	<b>2 591 328</b>	<b>1 403 603</b>	<b>505 515</b>	<b>2 591 328</b>	<b>1 403 603</b>
Swaps de devises	-	-	-	-	-	-
Opérations de change à terme	11 471	-	-	11 471	-	-
<b>Sous total</b>	<b>11 471</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>11 471</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>TOTAL</b>	<b>516 986</b>	<b>2 591 328</b>	<b>1 403 603</b>	<b>516 986</b>	<b>2 591 328</b>	<b>1 403 603</b>

Sur l'exercice 2023, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est n'a réalisé aucune opération sur les marchés organisés.

## Note 24.2 Instruments financiers à terme : juste valeur

	31/12/2023			31/12/2022		
	Juste Valeur Positive	Juste Valeur Négative	Encours Notionnel	Juste Valeur Positive	Juste Valeur Négative	Encours Notionnel
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Futures	-	-	-	-	-	-
Options de change	-	-	-	469	469	1 900
Options de taux	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes en devise sur marchés organisés	-	-	-	-	-	-
F.R.A.	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux d'intérêt	104 163	166 219	4 939 215	181 182	193 661	4 496 675
Caps, Floors, Collars	-	-	-	-	-	-
Forward taux	-	-	-	-	-	-
Opérations fermes sur actions et indices	188	-	1 871	214	-	1 871
Opérations conditionnelles sur actions et indices	-	-	-	-	-	-
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux	-	-	-	-	-	-
Dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-
<b>Sous total</b>	<b>104 351</b>	<b>166 219</b>	<b>4 941 086</b>	<b>181 865</b>	<b>194 130</b>	<b>4 500 446</b>
Swaps de devises	-	-	-	-	-	-
Opérations de change à terme	2 317	2 317	9 320	3 323	3 323	11 471
<b>Sous total</b>	<b>2 317</b>	<b>2 317</b>	<b>9 320</b>	<b>3 323</b>	<b>3 323</b>	<b>11 471</b>
<b>TOTAL</b>	<b>106 668</b>	<b>168 536</b>	<b>4 950 406</b>	<b>185 188</b>	<b>197 453</b>	<b>4 511 917</b>

### Note 24.3 Information sur les Swaps

#### Ventilation des swaps de taux d'intérêt

<i>(En milliers d'euros)</i>	Position ouverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Portefeuille de transaction
Swaps de taux	32 926	231 289	4 675 000	-
Contrats assimilés	-	-	-	-

Aucun transfert de contrat d'échange entre deux catégories de portefeuille n'a été réalisé au cours de l'exercice 2023.

## Note 25 INFORMATIONS RELATIVES AU RISQUE DE CONTREPARTIE SUR PRODUITS DERIVES

L'évaluation du risque de contrepartie attaché aux instruments financiers à terme utilisés par l'établissement mesurée par la valeur de marché de ces instruments et par le risque de crédit potentiel résultant de l'application de facteurs de majoration (add-on) réglementaires, fonction de la durée résiduelle et de la nature des contrats peut être résumée de la façon suivante :

#### **Répartition des risques de contrepartie sur instruments financiers à terme**

	31/12/2023			31/12/2022		
	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel (1)	Total risque de contrepartie	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel (1)	Total risque de contrepartie
<i>(En milliers d'euros)</i>						
Risques sur les gouvernements et banques centrales de l'OCDE et organismes assimilés	-	-	-	-	-	-
Risques sur les établissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés	-	182	182	-	127	127
Risques sur les autres contreparties	1 066	1 492	2 558	214	-	214
<b>Total avant effet des accords de compensation</b>	<b>1 066</b>	<b>1 674</b>	<b>2 740</b>	<b>214</b>	<b>127</b>	<b>341</b>
<b>Dont risques sur contrats de :</b>	-	-	-	-	-	-
- taux d'intérêt, change et matières premières	878	1 674	2 552	-	127	127
- dérivés actions et sur indices	188	-	188	214	-	214
<b>Total avant effet des accords de compensation</b>	<b>1 066</b>	<b>1 674</b>	<b>2 740</b>	<b>214</b>	<b>127</b>	<b>341</b>
Collatéral reçu	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL APRES EFFET DES ACCORDS DE COMPENSATION ET DE COLLATERISATION</b>	<b>1 066</b>	<b>1 674</b>	<b>2 740</b>	<b>214</b>	<b>127</b>	<b>341</b>

(1) Calculé selon les normes prudentielles CRR2/ CRD5.

Les contrats conclus entre membres du réseau sont exclus car ils ne présentent pas de risque de contrepartie.

## **Note 26      ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES**

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2023	31/12/2022
<b>Engagements donnés</b>		
<b>Engagements de financement</b>	<b>2 206 720</b>	<b>2 498 685</b>
Engagements en faveur d'établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	2 206 720	2 498 685
<b>Engagements de garantie</b>	<b>397 923</b>	<b>404 006</b>
Engagements d'ordre d'établissement de crédit	31 572	32 363
Engagements d'ordre de la clientèle	366 351	371 643
<b>Engagements sur titres</b>	<b>1 060</b>	<b>2 680</b>
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise	-	-
Autres engagements à donner	1 060	2 680

#### **Engagements reçus**

<b>Engagements de financement</b>	<b>8 960</b>	<b>9 086</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	8 960	9 086
Engagements reçus de la clientèle	-	-
<b>Engagements de garantie</b>	<b>5 421 289</b>	<b>5 144 635</b>
Engagements reçus d'établissements de crédit	1 606 229	1 650 790
Engagements reçus de la clientèle (1)	3 815 060	3 493 845
<b>Engagements sur titres</b>	<b>1 060</b>	<b>2 680</b>
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise	-	-
Autres engagements reçus	1 060	2 680

(1) Dans le cadre des mesures de soutien à l'économie à la suite de la crise sanitaire liée à la Covid-19, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a accordé des prêts pour lesquels elle a reçu des engagements de garantie de l'Etat français (PGE). Au 31 décembre 2023, le montant de ces engagements de garantie reçus s'élève à 132 375 milliers d'euros contre 200 856 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

## **Note 27     ACTIFS DONNES ET REÇUS EN GARANTIE**

### **Créances apportées en garantie :**

Au cours de l'année 2023, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a apporté 6 950 346 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du Groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 6 855 278 milliers d'euros en 2022. La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a apporté :

- 3 518 635 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 5 639 959 milliers d'euros en 2022 ;
- 122 952 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 155 856 milliers d'euros en 2022 ;
- 1 035 319 milliers d'euros de créances dans le cadre du refinancement auprès de Crédit Agricole Home Loan SFH, contre 973 441 milliers d'euros en 2022 ;
- 2 197 601 milliers d'euros de créances dans le cadre du refinancement auprès de Crédit Agricole Financement de l'Habitat SFH. Aucun refinancement de cette nature n'a été opéré en 2022 ;
- 75 839 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 86 022 milliers d'euros en 2022.

Le 23 mars 2022, le conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de lever progressivement les mesures temporaires d'assouplissement des garanties de politique monétaire introduites en réponse à la pandémie de Covid-19.

Dans ce contexte, la Banque de France a mis fin, à compter du 30 juin 2023, à l'éligibilité des prêts immobiliers résidentiels dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière et modifié en conséquence la décision du Gouverneur 2022-04 du 30 juin 2022.

En conséquence, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est ne postera plus de créance immobilière auprès de la Banque de France.

En complément, le Groupe Crédit Agricole a décidé d'émettre un programme d'obligations sécurisées (Covered Bonds FHSFH) par les créances habitats libérées pour un montant global de 92 milliards d'euros. Ce programme a été souscrit par Crédit Agricole S.A. afin de constituer des réserves éligibles au programme de refinancement de la Banque centrale européenne.

Comme indiqué ci-dessus, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a apporté en garantie des émissions de la FHSFH 2 197 601 milliers d'euros de créances immobilières.

**Actifs reçus en garantie :**

A l'exception des opérations de pensions livrées, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est n'a pas donné, ni reçu, d'actifs en garantie.

**Note 28      ENGAGEMENTS DONNES AUX ENTREPRISES LIEES**

Au terme de conventions de garantie conclues par les Caisses régionales du Groupe Crédit Agricole, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est s'est engagée dans la limite de ses fonds propres à couvrir une éventuelle insuffisance d'actifs de Crédit Agricole S.A.

Au 31 décembre 2023, le montant de cet engagement s'élève à 1 944 172 milliers d'euros.

**Note 29      ENGAGEMENTS DE CREDIT BAIL**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est n'a pas pris d'engagement significatif en matière de crédit-bail.

**Note 30      OPERATIONS DE DESENDETTEMENT DE FAIT ET DE TITRISATION**

**Note 30.1      Désendettement de fait**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est n'a réalisé aucune opération de désendettement de fait.

**Note 30.2      Titrisation**

Au cours de l'exercice, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est n'a participé à aucune nouvelle opération de titrisation.

**Note 31      PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES**

	31/12/2023	31/12/2022
<b>(En milliers d'euros)</b>		
Sur opérations avec les établissements de crédit	30 985	4 647
Sur opérations internes au Crédit Agricole	157 954	49 192
Sur opérations avec la clientèle	364 245	284 515
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	8 377	4 439
Produit net sur opérations de macro-couverture	23 979	5 751
Sur dettes représentées par un titre	-	1 374
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>585 540</b>	<b>349 918</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	-22 464	-3 031
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-358 603	-126 410
Sur opérations avec la clientèle	-77 012	-30 725
Charge nette sur opérations de macro-couverture	-	-
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-855	-964
Sur dettes représentées par un titre	-15 953	-3 643
Autres intérêts et charges assimilées	-43	-13
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>-474 930</b>	<b>-164 786</b>
<b>TOTAL PRODUITS NETS D'INTERETS ET REVENUS ASSIMILES (1)</b>	<b>110 610</b>	<b>185 132</b>

(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2023 est de 13 103 milliers d'euros, contre 5 417 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

## Note 32 REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE

	31/12/2023	31/12/2022
<b>(En milliers d'euros)</b>		
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	90 610	67 848
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-
<b>TOTAL DES REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE</b>	<b>90 610</b>	<b>67 848</b>

## Note 33 PRODUIT NET DES COMMISSIONS

(En milliers d'euros)	31/12/2023			31/12/2022		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	933	-44	889	1 470	-59	1 411
Sur opérations internes au Crédit Agricole	26 579	-29 002	-2 423	17 850	-31 787	-13 937
Sur opérations avec la clientèle	41 791	-485	41 306	41 174	-592	40 582
Sur opérations sur titres	-	-	-	-	-	-
Sur opérations de change	313	-	313	297	-	297
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan	10	-	10	10	-	10
Sur prestations de services financiers (1)	172 040	-16 782	155 258	171 518	-15 608	155 910
Provision pour risques sur commissions	235	-830	-595	450	-273	177
<b>TOTAL PRODUIT NET DES COMMISSIONS</b>	<b>241 901</b>	<b>-47 143</b>	<b>194 758</b>	<b>232 769</b>	<b>-48 319</b>	<b>184 450</b>

(1) Dont prestations d'assurance-vie : 38 665 milliers d'euros au 31 décembre 2023 contre 38 716 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

### Note 34 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION

(En milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Solde des opérations sur titres de transaction	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	828	810
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	-63	-
<b>GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION</b>	<b>765</b>	<b>810</b>

### Note 35 GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES

(En milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
<b>Titres de placement</b>		
Dotations aux dépréciations	-	-44
Reprises de dépréciations	178	111
<b>Dotations ou reprises nettes aux dépréciations</b>	<b>178</b>	<b>67</b>
Plus-values de cession réalisées	3	-
Moins-values de cession réalisées	-2	-
<b>Solde des plus et moins-values de cession réalisées</b>	<b>1</b>	<b>-</b>
<b>Solde des opérations sur titres de placement</b>	<b>179</b>	<b>67</b>
<b>GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES</b>	<b>179</b>	<b>67</b>

### Note 36 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE



<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
Produits divers	7 614	5 243
Quote-part des opérations faites en commun	-	-
Refacturation et transfert de charges	140	86
Reprises provisions	1 509	111
<b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>	<b>9 263</b>	<b>5 440</b>
Charges diverses	-2 831	-2 210
Quote-part des opérations faites en commun	-148	-149
Refacturation et transfert de charges	-	-
Dotations provisions	-24	-53
<b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>	<b>-3 003</b>	<b>-2 412</b>
<b>TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>6 260</b>	<b>3 028</b>

### Note 37 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

<b>(En milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
<b>Frais de personnel</b>		
Salaires et traitements	-95 667	-89 927
Charges sociales	-46 833	-45 826
<i>dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies</i>	-11 653	-10 517
Intéressement et participation	-15 717	-16 670
Impôts et taxes sur rémunérations	-14 860	-14 204
<b>Total des charges de personnel</b>	<b>-173 077</b>	<b>-166 627</b>
Refacturation et transferts de charges de personnel	9 222	9 205
<b>Frais de personnel nets</b>	<b>-163 855</b>	<b>-157 422</b>
<b>Frais administratifs</b>		
Impôts et taxes	-2 940	-4 295
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires (1)	-99 111	-103 215
<b>Total des charges administratives</b>	<b>-102 051</b>	<b>-107 510</b>
Refacturation et transferts de charges administratives	2 384	2 301
<b>Frais administratifs nets</b>	<b>-99 667</b>	<b>-105 209</b>
<b>CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION</b>	<b>-263 522</b>	<b>-262 631</b>

(1) Dont 2 227 milliers d'euros au titre du Fonds de Résolution Unique au titre de l'exercice 2023.

La réforme des retraites en France adoptée à travers la Loi 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 (publiée au Journal Officiel du 15 avril 2023) et les décrets d'application 2023-435 et 2023-436 du 3 juin 2023 (publiés au Journal Officiel du 4 juin 2023) a été prise en compte dans les états financiers annuels 2023. L'impact de cette réforme est considéré comme une modification de régime et est comptabilisé en coût des services passés, en charges générales d'exploitation.

Au 31 décembre 2023, l'impact de cette réforme est un produit de 716 milliers d'euros.

### **Effectif moyen**

#### **Effectif par catégorie**

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité)

Catégories de personnel	31/12/2023	31/12/2022
Cadres	554	558
Non cadres	1 285	1 276
<b>Total de l'effectif moyen</b>	<b>1 839</b>	<b>1 834</b>
Dont : France	1 839	1 834
Etranger		

Le montant global des rémunérations allouées pendant l'exercice, à l'ensemble des membres du Conseil d'administration et du Comité de direction, s'élève respectivement à 280 milliers d'euros et à 2 902 milliers d'euros.

Le montant des crédits accordés pendant l'exercice aux membres du Conseil d'administration et du Comité de direction, s'élève respectivement à 86 milliers d'euros et à 593 milliers d'euros.

## **Note 38 COUT DU RISQUE**

(En milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
<b>Dotations aux provisions et dépréciations</b>	<b>-471 717</b>	<b>-504 232</b>
Dépréciations de créances douteuses	-57 396	-72 221
Autres provisions et dépréciations	-414 321	-432 011
<b>Reprises de provisions et dépréciations</b>	<b>507 883</b>	<b>483 851</b>
Reprises de dépréciations de créances douteuses (1)	88 728	72 915
Autres reprises de provisions et dépréciations (2)	419 155	410 936
<b>Variation des provisions et dépréciations</b>	<b>36 166</b>	<b>-20 381</b>
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées (3)	-1 783	-746
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (4)	-28 175	-4 174
Décote sur prêts restructurés	-192	-274
Récupérations sur créances amorties	1 675	1 393
Autres pertes	-1 043	-944
Autres produits	-	-
<b>COUT DU RISQUE</b>	<b>6 648</b>	<b>-25 126</b>

(1) Dont 4 619 milliers d'euros utilisés en couverture de pertes sur créances douteuses non compromises et 928 milliers d'euros liés à l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses.

(2) Dont 3 099 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif.

(3) Dont 873 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.

(4) Dont 23 556 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.

Le coût du risque crédit sur les encours en défaut (Stage 3) est de 7 millions d'euros (produit) au 31 décembre 2023. Il est réparti de manière diffuse sur l'ensemble des segments de marchés.

Le coût du risque crédit des encours sains et dégradés (Stages 1 et 2) est globalement nul en 2023.

Sur les encours de crédits sains, l'année 2023 a été marquée par une révision du scénario macro-économique Groupe (« forward looking central ») pour tenir compte du contexte macro-économique global avec la hausse des taux et la guerre Ukraine-Russie. Une prise en compte anticipée d'une révision à venir des modèles relatifs à la prise en compte de l'inflation a également été intégrée. L'impact de ces évolutions, et de l'évolution du portefeuille, est une baisse limitée des provisions de « forward looking central » d'environ 2 millions d'euros.

En complément, dans le cadre du « forward looking local » (complément au FLC), la dotation globale de 2 millions d'euros en 2023 se concentre notamment sur le segment des Professionnels (dotation de 9 millions d'euros en grande partie liée à un élargissement du périmètre des encours stressés) et sur le segment des Agri-Viti (reprise de 6 millions d'euros liée à l'évolution globale du portefeuille).

### Note 39 RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES

(En milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
<b>Immobilisations financières</b>		
<b>Dotations aux dépréciations</b>	<b>-420</b>	<b>-1 681</b>
Sur titres d'investissement	-	-
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-420	-1 681
<b>Reprises de dépréciations</b>	<b>6 259</b>	<b>952</b>
Sur titres d'investissement	-	-
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	6 259	952
<b>Dotation ou reprise nette aux dépréciations</b>	<b>5 839</b>	<b>-729</b>
Sur titres d'investissement	-	-
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	5 839	-729
<b>Plus-values de cessions réalisées</b>	<b>-</b>	<b>1 766</b>
Sur titres d'investissement	-	-
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-	1 766
<b>Moins-values de cessions réalisées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Sur titres d'investissement	-	-
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-	-
Pertes sur créances liées à des titres de participation	-	-
<b>Solde des plus et moins-values de cessions</b>	<b>-</b>	<b>1 766</b>
Sur titres d'investissement	-	-
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-	1 766
<b>Solde en perte ou en bénéfice</b>	<b>5 839</b>	<b>1 037</b>
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles</b>		
Plus-values de cessions	114	210
Moins-values de cessions	-20	-824
<b>Solde en perte ou en bénéfice</b>	<b>94</b>	<b>-614</b>
<b>RESULTAT NET SUR ACTIFS IMMOBILISES</b>	<b>5 933</b>	<b>423</b>

### Note 40 CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Sur l'exercice 2023, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est n'a comptabilisé aucune charge ou produit exceptionnel.

## Note 41 IMPOT SUR LES BENEFICES

Suite à la signature d'une convention avec Crédit Agricole S.A., la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est, comme les autres Caisses régionales, fait partie depuis l'exercice 2010 du groupe fiscal constitué par Crédit Agricole S.A.

Aux termes des accords conclus, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle serait redevable en l'absence d'intégration fiscale, déduction faite des éventuelles économies d'impôt qui seront rétrocédées par Crédit Agricole S.A. selon les modalités prévues dans la convention.

<b>(en milliers d'euros)</b>	<b>31/12/2023</b>
Impôt sur les sociétés sur le résultat courant (y compris contribution sociale de 3,3 %)	-22 360
Impôt sur les sociétés sur le résultat exceptionnel	-
Crédits d'impôts	607
Provision pour charge d'impôt	-328
Etalement prêts à taux zéro	53
Régularisations prêts à taux zéro N-1	-3
Effet de l'intégration fiscale	3 146
Régularisation IS N-1	346
PTZ - ajustement de la créance d'impôt au taux courant	710
Redressements divers (vérification de comptabilité, CIR CATS, PTZ) (1)	-6 987
<b>Total impôt sur les bénéfices</b>	<b>-24 816</b>

(1) La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a fait l'objet d'une vérification de comptabilité sur les exercices 2020 et 2021, se traduisant par une charge de 6 981 milliers d'euros, principalement due à l'actualisation de la méthode de réintégration des provisions individuelles.

## Note 42 INFORMATIONS RELATIVES AUX RESULTATS DES ACTIVITES BANCAIRES

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est exerce principalement son activité dans le secteur « Banque de proximité en France ». Par conséquent, la ventilation des agrégats du compte de résultat par secteur d'activité ou métier, identifié au sein du Groupe Crédit Agricole et par répartition géographique, ne présente pas d'intérêt particulier.

## Note 43 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE SUSCEPTIBLES DE REMETTRE EN CAUSE LA CONTINUITE DE L'EXPLOITATION

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est susceptible de remettre en cause la continuité de l'exploitation.

## Note 44 AFFECTATION DES RESULTATS

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-11 du Code monétaire et financier et de l'article 37 des statuts de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est, l'Assemblée générale sur proposition du

Conseil d'administration, décide de répartir le résultat de l'exercice 2023 de 108 506 762,13 euros comme suit :

- Intérêts aux parts sociales..... 4 346 225,29 euros
- Dividendes C.C.A..... 13 147 129,76 euros
- Réserve légale..... 68 260 055,31 euros
- Réserve facultative..... 22 753 351,77 euros

## **Note 45     IMPLANTATION DANS DES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIFS**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un Etat ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

## **Note 46     PUBLICITE DES HONORAIRES DE COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Collège des Commissaires aux Comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est.

	KPMG Audit FS I	%	PricewaterhouseCoopers Audit	%
<i>(en milliers d'euros hors taxes)</i>				
<b>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels (1)</b>	88	50 %	88	50 %
<b>Services autres que la certification des comptes</b>	20	67 %	10	33 %
<b>TOTAL</b>	<b>108</b>		<b>98</b>	

(1) Y compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande des commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes.

**Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est**

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

**(Exercice clos le 31 décembre 2023)**

**PricewaterhouseCoopers Audit**

63, rue de Villiers

92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

S.A.S. au capital de €2 510 460 672 006 483 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes Membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre

**KPMG SA**

Tour EQHO

2 Avenue Gambetta

92066 Paris la Défense Cedex

S.A. au capital de €5 497 100 775 726 417 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes Membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**

**(Exercice clos le 31 décembre 2023)**

A l'assemblée générale

**Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est**

25, rue Libergier

51100 REIMS Cedex

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Caisse régionale à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Justification des appréciations – Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

***Dépréciation des crédits en défaut***

Risque identifié	Notre réponse
------------------	---------------

<p>Du fait de son activité, votre Caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.</p> <p>S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, la direction de votre caisse régionale est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (note 2.1 « Créances et engagements par signature »), les créances présentant un risque de crédit avéré donnent lieu à la comptabilisation d'une dépréciation correspondant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour les créances supérieures ou égales à 200 milliers d'euros, à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation ;</li> <li>• Pour les créances de la Banque de détail (y compris agriculteurs et professionnels) inférieures à 200 milliers d'euros, ainsi que les créances « Corporate » (entreprises) pendant les premiers jours qui suivent l'entrée en défaut vif, à une estimation des pertes sur la base des plus fortes observations historiques, traduisant les anticipations de la Caisse régionale dans un contexte incertain.</li> </ul> <p>Nous avons considéré la détermination des dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture, comme un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction dans le contexte macro-économique de l'exercice 2023 tel qu'indiqué dans la note 1.3 de l'annexe aux comptes annuels.</p> <p><b>Ces dépréciations sont intégrées dans le montant total des dépréciations individuelles présentées dans la note 4.1 de l'annexe aux comptes annuels, qui s'élève à 133 M€.</b></p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macro-économique de l'exercice 2023, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre Caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;</li> <li>• testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre Caisse régionale relatifs à ces procédures ;</li> <li>• analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit en prenant en compte, le cas échéant, l'impact du contexte macro-économique sur ces flux ou les garanties spécifiques liées aux plans de soutien à l'économie ;</li> <li>• pour les dépréciations déterminées au regard des observations historiques, contrôlé sur un échantillon l'application des taux de perte tels que définis dans la politique de recouvrement et de dépréciation des défauts de votre Caisse régionale ;</li> <li>• mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux ;</li> <li>• examiné les informations données au titre de ces dépréciations dans l'annexe aux comptes annuels.</li> </ul>
---	--

*Provisions sur encours sains et dégradés*

Risque identifié	Notre réponse
------------------	---------------



<p>Comme indiqué dans l'annexe aux comptes annuels (note 2.1 « Créances et engagements par signature »), votre Caisse régionale constate au titre des expositions de crédits au passif de son bilan des provisions pour couvrir les risques de crédit attendus sur les douze mois à venir (expositions qualifiées de saines) ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).</p> <p>Ces provisions reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut selon des modèles internes de risque de crédit, en tenant compte de données macro-économiques prospectives (Forward Looking) appréciées au niveau du Groupe Crédit Agricole et au regard de paramètres propres au portefeuille de crédit de votre caisse régionale sur la base d'éléments conjoncturels et/ou structurels locaux.</p> <p>Nous considérons qu'il s'agit d'un point clé de l'audit des comptes annuels en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte macro-économique de l'exercice 2023 tel qu'indiqué dans la note 1.3 de l'annexe aux comptes annuels ;</li> <li>• l'importance de ces provisions dans le bilan de votre Caisse régionale et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédits à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (Forward Looking central et local).</li> </ul> <p><b>Le cumul de ces provisions sur les prêts et créances représente 140 M€ au 31 décembre 2023 comme détaillé dans la note 14 de l'annexe aux comptes annuels.</b></p>	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du Groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de provisionnement. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;</li> <li>○ le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut Loss Given Default ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte macro-économique de l'exercice 2023 ;</li> <li>○ la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ;</li> <li>○ la réalisation de tests ciblés sur les fonctions calculatoires de l'outil utilisé pour déterminer les corrections de valeur.</li> </ul> </li> <li>• tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de provisionnement sur la base d'un échantillon de dossiers ;</li> <li>• contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des dépréciations et provisions dans l'outil de provisionnement ;</li> <li>• apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre Caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking local ;</li> <li>• analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2023 ;</li> <li>• examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes annuels.</li> </ul>
---	---

### Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

**Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux sociétaires à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre Caisse régionale considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

### **Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**

#### ***Désignation des commissaires aux comptes***

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est par votre assemblée générale du 5 avril 2018 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 17 mars 2006 pour le cabinet KPMG SA.

Au 31 décembre 2023, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 6<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG SA dans la 18<sup>ème</sup> année.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

#### ***Objectif et démarche d'audit***

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### ***Rapport au comité d'audit***

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 7 mars 2024

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Bara NAIJA

KPMG SA  
Arnaud BOURDEILLE

# **Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est**

## **COMPTES CONSOLIDES AU 31 DÉCEMBRE 2023**

**Arrêtés par le Conseil d'administration de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est en date du 5 février 2024 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale mixte en date du 28 mars 2024**

Les comptes consolidés sont constitués du cadre général, des états financiers consolidés et des notes annexes aux états financiers

### **CADRE GENERAL**

***Un Groupe bancaire d'essence mutualiste***

L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités.

Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par plus de 11,8 millions de sociétaires. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole S.A. Les titres SAS Rue La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue La Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. en qualité d'organe central du réseau Crédit Agricole, tel que défini à l'article R. 512-18 du Code monétaire et financier veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L. 511-31 et article L. 511-32), à la cohésion du réseau Crédit Agricole, au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent et au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole S.A. peut prendre toute mesure nécessaire, notamment pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

## ***Relations internes au Crédit Agricole***

### **➤ Mécanismes financiers internes**

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

- **Comptes ordinaires des Caisses régionales**

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créditeur, est présenté au bilan sur la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit ».

- **Comptes d'épargne à régime spécial**

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Dettes envers la clientèle ».

- **Comptes et avances à terme**

Les ressources d'épargne non réglementée (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc.) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50 % des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

- **Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales**

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB - cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

- **Opérations en devises**

Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

- **Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A.**

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Dettes subordonnées ».

- **Mécanisme TLTRO III**

Crédit Agricole S.A. a souscrit à des emprunts TLTRO III auprès de la BCE. Compte tenu des mécanismes de refinancement interne, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est se finance auprès de Crédit Agricole S.A. et bénéficie ainsi de ces bonifications.

➤ **Couverture des risques de Liquidité et de Solvabilité, et résolution bancaire**

Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conduit en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central

en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 201/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« extended SPE ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du Groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existants au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elles considèrent que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, C.C.I., C.C.A.) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le Code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le Groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, C.C.I. et C.C.A.), instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de fonds propres de catégorie 2 <sup>(1)</sup>. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution

qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette <sup>(2)</sup>, c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L. 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le Groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit donc être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, C.C.I. et C.C.A. et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe, quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R. 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au Groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

(1) Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF – (2) Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF

### ***Informations relatives aux parties liées***

Les parties liées au Groupe Crédit Agricole du Nord Est sont les sociétés consolidées par intégration globale, les filiales de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est ainsi que ses principaux dirigeants.



**Relations entre les sociétés affectant le bilan consolidé**

La liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2023 est présentée en Note 12.3 « Composition du périmètre ». Les transactions réalisées et les encours existants en fin de période entre les sociétés du Groupe Crédit Agricole du Nord Est consolidées par intégration globale sont totalement éliminés en consolidation.

Les principaux encours dans le bilan consolidé et les principaux engagements au 31 décembre 2023 relatifs aux transactions avec les filiales non consolidées de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est sont les suivants :

- **Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres non recyclables**

SAS Nord Est Protection & Assistance : 2 387 milliers d'euros.

- **Immobilisations corporelles**

SCI Hincmar : 5 600 milliers d'euros.

- **Dettes envers la clientèle**

Les dettes envers la clientèle correspondent principalement aux encours de trésorerie des filiales non consolidées :

SAS Nord Est Protection & Assistance : 109 milliers d'euros ;

SCI Hincmar : 679 milliers d'euros.

**ETATS FINANCIERS CONSOLIDES****COMPTE DE RESULTAT**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
Intérêts et produits assimilés	4.1	687 710	400 575
Intérêts et charges assimilées	4.1	-557 303	-197 499
Commissions (produits)	4.2	241 579	232 395
Commissions (charges)	4.2	-46 540	-48 358
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	32 203	26 311
<i>Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction</i>		-459	2 597
<i>Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat</i>		32 662	23 714
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	76 640	67 679
<i>Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</i>		-	-
<i>Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)</i>		76 640	67 679
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	4.5	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.6	-	-
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.6	-	-
Produit net des activités d'assurance		-	-
<i>Produits des activités d'assurance</i>		-	-
<i>Charges afférentes aux activités d'assurance</i>		-	-
<i>Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus</i>		-	-
<i>Produits financiers ou charges financières d'assurance</i>		-	-
<i>Produits financiers ou charges financières d'assurance afférents aux contrats de réassurance détenus</i>		-	-
<i>Coût du risque de crédit sur les placements financiers des activités d'assurance</i>		-	-
Produits des autres activités	4.7	14 381	14 875
Charges des autres activités	4.7	-8 334	-7 663
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>440 336</b>	<b>488 315</b>
Charges générales d'exploitation	4.8	-266 342	-265 161
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	4.9	-13 555	-12 648
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>160 439</b>	<b>210 506</b>
Coût du risque	4.10	5 692	-27 666
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>166 131</b>	<b>182 840</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.11	94	-599
Variations de valeur des écarts d'acquisition	6.15	-	-
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>		<b>166 225</b>	<b>182 241</b>
Impôts sur les bénéfices	4.12	-19 941	-24 866
Résultat net d'impôts des activités abandonnées	6.11	-	-
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>146 284</b>	<b>157 375</b>
Participations ne donnant pas le contrôle	13.2	-	-
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>		<b>146 284</b>	<b>157 375</b>

## RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2023	31/12/2022
<b>Résultat net</b>		<b>146 284</b>	<b>157 375</b>
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	4.13	-4 822	3 835
Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre (1)	4.13	-	-
Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (1)	4.13	193 249	-220 061
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	4.13	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>188 427</b>	<b>-216 226</b>
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>-4 698</b>	<b>5 897</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>	<b>4.13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>4.13</b>	<b>183 729</b>	<b>-210 329</b>
Gains et pertes sur écarts de conversion	4.13	-	-
Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	4.13	-	1 411
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture	4.13	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	4.13	-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	4.13	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>0</b>	<b>1 411</b>
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>0</b>	<b>-472</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	<b>4.13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>	<b>4.13</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>4.13</b>	<b>0</b>	<b>939</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>4.13</b>	<b>183 729</b>	<b>-209 390</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>		<b>330 013</b>	<b>-52 015</b>
Dont part du Groupe		330 013	-52 015
Dont participations ne donnant pas le contrôle		-	-
(1) Montant du transfert en réserves d'éléments non recyclables	4.13	-1	-1 766

## BILAN ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	31/12/2023	31/12/2022
-----------------------	-------	------------	------------

Caisse, banques centrales	6.1	82 479	84 488
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	3.1-3.2-6.2-6.6	381 050	327 613
<i>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		9 287	12 694
<i>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</i>		371 763	314 919
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	100 789	179 325
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3.1-3.2-6.4-6.6	2 164 568	1 930 103
<i>Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</i>		3 385	3 356
<i>Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</i>		2 161 183	1 926 747
Actifs financiers au coût amorti	3.1-3.2-3.4-6.5-6.6	21 951 619	22 971 323
<i>Prêts et créances sur les établissements de crédit</i>		4 008 651	5 289 370
<i>Prêts et créances sur la clientèle</i>		17 571 430	17 322 467
<i>Titres de dettes</i>		371 538	359 486
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-61 535	-168 318
Actifs d'impôts courants et différés	6.9	66 192	70 860
Comptes de régularisation et actifs divers	6.10	322 107	354 849
Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	6.11	-	-
Contrats d'assurance émis - Actif		-	-
Contrats de réassurance détenus - Actif		-	-
Participation dans les entreprises mises en équivalence	6.12	-	-
Immeubles de placement	6.13	185	197
Immobilisations corporelles	6.14	137 410	117 797
Immobilisations incorporelles	6.14	440	440
Ecarts d'acquisition	6.15	-	-
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>25 145 304</b>	<b>25 868 677</b>

## BILAN PASSIF

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
Banques centrales	6.1	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	6 685	10 648
<i>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</i>		6 685	10 648
<i>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>		-	-
Instruments dérivés de couverture	3.3-3.5	165 345	193 667
Passifs financiers au coût amorti		20 524 332	21 582 440
<i>Dettes envers les établissements de crédit</i>	3.4-6.7	11 404 639	11 755 559
<i>Dettes envers la clientèle</i>	3.1-3.4-6.7	8 753 210	9 038 301
<i>Dettes représentées par un titre</i>	3.4-6.7	366 483	788 580
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		-97 115	-156 721
Passifs d'impôts courants et différés	6.9	3 586	2 407
Comptes de régularisation et passifs divers	6.10	438 659	423 004
Dettes liées aux actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées	6.11	-	-
Contrats d'assurance émis - Passif		-	-
Contrats de réassurance détenus - Passif		-	-
Provisions	6.16	41 768	48 925
Dettes subordonnées	3.4-6.17	200 600	200 352
			-
<b>Total dettes</b>		<b>21 283 860</b>	<b>22 304 722</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>3 861 444</b>	<b>3 563 955</b>
Capitaux propres part du Groupe		<b>3 861 444</b>	<b>3 563 955</b>
Capital et réserves liées		596 195	605 533
Réserves consolidées		2 518 393	2 384 204
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		600 572	416 843
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées		-	-
Résultat de l'exercice		146 284	157 375
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>25 145 304</b>	<b>25 868 677</b>

## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Part du Groupe									Capitaux propres consolidés	
	Capital et réserves liées					Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net		Capitaux propres
	Capital	Primes et réserves consolidées liées au capital (1)	Elimination des titres autodétenus	Autres instruments de capitaux propres	Total Capital et réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
(en milliers d'euros)											
Capitaux propres au 1 <sup>er</sup> janvier 2022 Publié	281 562	2 725 270	-	-	3 006 832	-1 094	627 327	626 233	-	3 633 065	3 633 065
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1 <sup>er</sup> janvier 2022	281 562	2 725 270	-	-	3 006 832	-1 094	627 327	626 233	-	3 633 065	3 633 065
Augmentation de capital	4 746	-2 788	-	-	1 958	-	-	-	-	1 958	1 958
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2022	-	-15 111	-	-	-15 111	-	-	-	-	-15 111	-15 111
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-5 822	-	-	-5 822	-	-	-	-	-5 822	-5 822
Mouvements liés aux paiements en actions	-	169	-	-	169	-	-	-	-	169	169
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	4 746	-23 552	-	-	-18 806	-	-	-	-	-18 806	-18 806
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	1 711	-	-	1 711	939	-210 329	-209 390	-	-207 679	-207 679
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	1 711	-	-	1 711	-	-1 711	-1 711	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2022	-	-	-	-	-	-	-	-	157 375	157 375	157 375
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 31 décembre 2022	286 308	2 703 429	-	-	2 989 737	-155	416 998	416 843	157 375	3 563 955	3 563 955
Affectation du résultat 2022	-	157 375	-	-	157 375	-	-	-	-157 375	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2023	286 308	2 860 804	-	-	3 147 112	-155	416 998	416 843	-	3 563 955	3 563 955
Impacts nouvelles normes, décisions / interprétations IFRIC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres au 1er janvier 2023 retraité	286 308	2 860 804	-	-	3 147 112	-155	416 998	416 843	-	3 563 955	3 563 955
Augmentation de capital	-5 743	-3 595	-	-	-9 338	-	-	-	-	-9 338	-9 338
Variation des titres autodétenus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emissions / remboursements d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rémunération des émissions d'instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés en 2023	-	-16 424	-	-	-16 424	-	-	-	-	-16 424	-16 424
Effet des acquisitions / cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle	-	-7 508	-	-	-7 508	-	-	-	-	-7 508	-7 508
Mouvements liés aux paiements en actions	-	746	-	-	746	-	-	-	-	746	746
Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires	-5 743	-26 781	-	-	-32 524	-	-	-	-	-32 524	-32 524
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	183 729	183 729	-	183 729	183 729
Dont gains et pertes sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont gains et pertes sur variation du risque de crédit propre transférés en réserves	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Quote-part dans les variations de capitaux propres hors résultat des entreprises mises en équivalence	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat 2023	-	-	-	-	-	-	-	-	146 284	146 284	146 284
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2023	280 565	2 834 023	-	-	3 114 588	-155	600 727	600 572	146 284	3 861 444	3 861 444

(1) Réserves consolidées avant élimination des titres d'autocontrôle.

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE**

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits du Groupe Crédit Agricole du Nord Est.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans les rubriques « Juste valeur par résultat » ou « Juste valeur par capitaux propres non recyclables » sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31/12/2023	31/12/2022
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>166 225</b>	<b>182 241</b>
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		13 553	12 648
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	6.15	-	-
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions		-13 935	7 965
Quote-part de résultat liée aux entreprises mises en équivalence		-	-
Résultat net des activités d'investissement		-94	-90
Résultat net des activités de financement		10 723	3 007
Autres mouvements		-19 923	13 829
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements</b>		<b>-9 676</b>	<b>37 359</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit		29 037	-1 425 240
Flux liés aux opérations avec la clientèle		-525 529	-423 834
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		-446 380	-119 000
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		41 835	-5 218
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence		-	-
Impôts versés		-18 759	-29 990
<b>Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>		<b>-919 796</b>	<b>-2 003 282</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)</b>		<b>-763 247</b>	<b>-1 783 682</b>
<b>Flux liés aux participations (1)</b>		<b>-16 497</b>	<b>-11 395</b>
<b>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</b>		<b>-30 212</b>	<b>-8 151</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)</b>		<b>-46 709</b>	<b>-19 546</b>
<b>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2) (3)</b>		<b>-21 365</b>	<b>-9 742</b>
<b>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</b>		<b>-35 065</b>	<b>6 114</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>		<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)</b>		<b>-56 430</b>	<b>-3 628</b>

<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>	-	-
<b>AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (A + B + C + D)</b>	<b>-866 386</b>	<b>-1 806 856</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>2 239 375</b>	<b>4 046 231</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	84 488	84 211
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	2 154 887	3 962 020
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>1 372 989</b>	<b>2 239 375</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	82 479	84 488
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	1 290 510	2 154 887
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b>	<b>-866 386</b>	<b>-1 806 856</b>

\* Composé du solde net du poste « Caisse, banques centrales », hors intérêts courus et y compris trésorerie des entités reclassées en activités abandonnées.

\*\* Composé du solde des postes « Comptes ordinaires débiteurs non douteux » et « Comptes et prêts au jour le jour non douteux » tels que détaillés en Note 6.5 et des postes « Comptes ordinaires créditeurs » et « Comptes et emprunts au jour le jour » tels que détaillés en Note 6.7 (hors intérêts courus).

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ce montant comprend notamment les acquisitions de C.C.A. de la Caisse régionale par les Caisses locales pour 11,9 millions d'euros et les acquisitions des titres de participation pour 4,6 millions d'euros.

(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par le Groupe Crédit Agricole du Nord Est à ses actionnaires hors groupe, à hauteur de 16,4 millions d'euros, et une diminution du capital social des Caisses locales à hauteur de 4,8 millions d'euros.

(3) Au 31 décembre 2023, les autres flux nets de trésorerie provenant des flux liés aux opérations de financement incluent notamment le remboursement des dettes obligataires (FCT 2018) pour 23,2 millions d'euros et le versement des intérêts sur les dettes subordonnées et obligataires pour 10,6 millions d'euros.

## NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS



# 1 **Principes et méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.**

## 1.1 Normes applicables et comparabilité

En application du règlement CE n°1606/2002, les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2023 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite carve out), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : [https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting\\_en](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en)

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2022.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2023 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2023.

Celles-ci portent sur :

Normes, Amendements ou Interprétations	Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du	Effet significatif dans le Groupe
<b>IFRS 17</b> IFRS 17 remplace la norme IFRS 4 « Contrats d'assurance »	1 <sup>er</sup> janvier 2023	Oui
<b>Amendements à IFRS 17</b> Informations comparatives à la première application conjointe d'IFRS 17 et d'IFRS 9	1 <sup>er</sup> janvier 2023	Non
<b>IAS 1</b> Informations à fournir sur les méthodes comptables	1 <sup>er</sup> janvier 2023	Non
<b>IAS 8</b> Définition des estimations comptables	1 <sup>er</sup> janvier 2023	Non
<b>IAS 12</b> Impôt différé lié aux actifs et passifs découlant d'une même transaction	1 <sup>er</sup> janvier 2023	Non
<b>IAS 12</b> Réforme fiscale internationale Pilier 2	1 <sup>er</sup> janvier 2023	Non

### Normes IFRS 17 Contrats d'assurance

Compte tenu de l'absence d'activité d'assurance au sein du Groupe Crédit Agricole du Nord Est, la norme IFRS 17 n'a pas d'impact au niveau des comptes consolidés au 31 décembre 2023.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique.

### **Normes et interprétations non encore adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2023**

Les normes et interprétations publiées par l'IASB au 31 décembre 2023 mais non encore adoptées par l'Union européenne ne sont pas applicables par le Groupe. Elles n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de la date prévue par l'Union européenne et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2023.

### **Décisions IFRS IC, finalisées et approuvées par l'IASB, pouvant affecter le Groupe**

Pas de décision impactant significativement le Groupe au 31 décembre 2023.

## **1.2 Principes et méthodes comptables**

### **➤ Utilisation de jugements et estimations dans la préparation des états financiers**

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur (y compris les participations non consolidées) ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les dépréciations d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôts différés ;

- la valorisation des entreprises mises en équivalence.

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

## ➤ Instruments financiers (IFRS 9, IFRS 13, IAS 32 et 39)

### ✓ Définitions

La norme IAS 32 définit un instrument financier comme tout contrat qui donne lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité, c'est-à-dire tout contrat représentant les droits ou obligations contractuels de recevoir ou de payer des liquidités ou d'autres actifs financiers.

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IFRS 9 telle qu'adoptée par l'Union européenne y compris pour les actifs financiers détenus par les entités d'assurance du Groupe.

Les instruments dérivés sont des actifs ou passifs financiers dont la valeur évolue en fonction de celle d'un sous-jacent (à condition que, dans le cas d'une variable non financière, celle-ci ne soit pas spécifique à l'une des parties au contrat), qui requièrent un investissement initial faible ou nul, et dont le règlement intervient à une date future.

La norme IFRS 9 définit les principes en matière de classement et d'évaluation des instruments financiers, de dépréciation / provisionnement du risque de crédit et de comptabilité de couverture, hors opérations de macro-couverture.

Il est toutefois précisé que le Groupe Crédit Agricole du Nord Est utilise l'option de ne pas appliquer le modèle général de couverture d'IFRS 9. L'ensemble des relations de couverture reste en conséquence dans le champ d'IAS 39 en attendant les futures dispositions relatives à la macro-couverture.

Les actifs financiers dits « verts » ou « ESG » et les passifs financiers dits « green bonds » comprennent des instruments variés ; ils portent notamment sur des prêts ou emprunts permettant de financer des projets environnementaux ou de transition écologique. Il est rappelé que l'ensemble des instruments financiers portant ces qualifications ne présentent pas nécessairement une rémunération variant en fonction de critères ESG. Cette terminologie est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation européenne relative à la finance durable. Ces instruments sont comptabilisés conformément à IFRS 9 selon les principes énoncés ci-après. Notamment, les prêts dont l'indexation de la rémunération du critère ESG n'introduit pas d'effet levier ou est considérée comme non matérielle en termes de variabilité des flux de trésorerie de l'instrument ne sont pas considérés comme échouant au test SPPI sur la base de ce seul critère.

Dans le cadre de son projet de revue de l'application (« Post-implementation Review » / PIR) de la norme IFRS 9, l'IASB a décidé, en mai 2022, d'initier des travaux d'amendement de la norme IFRS 9 afin de clarifier les modalités d'application du test SPPI à ce type d'actifs financiers. Un exposé-sondage a été publié en mars 2023 et la période d'appels à commentaires a été ouverte jusqu'au 19 juillet 2023. L'IASB a prévu de publier un amendement à la norme IFRS 9 au cours de 2024, qui sera ensuite soumis au processus d'adoption par l'Union européenne.

### ✓ Conventions d'évaluation des actifs et passifs financiers

- **Evaluation initiale**

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La juste valeur telle que définie par IFRS 13 correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

- **Evaluation ultérieure**

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classement, soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE) pour les instruments de dette, soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13. Les instruments dérivés sont toujours évalués à leur juste valeur.

Le coût amorti correspond au montant auquel est évalué l'actif financier ou le passif financier lors de sa comptabilisation initiale, en intégrant les coûts de transaction directement attribuables à leur acquisition ou à leur émission, diminué des remboursements en principal, majoré ou diminué de l'amortissement cumulé calculé par la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), de toute différence (décote ou prime) entre le montant initial et le montant à l'échéance. Dans le cas d'un actif financier au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant peut être ajusté si nécessaire au titre de la correction pour pertes de valeur (cf. paragraphe « Provisionnement pour risque de crédit »).

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs prévus sur la durée de vie attendue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

✓ **Actifs financiers**

- **Classement et évaluation des actifs financiers**

Les actifs financiers non dérivés (instruments de dette ou de capitaux propres) sont classés au bilan dans des catégories comptables qui déterminent leur traitement comptable et leur mode d'évaluation ultérieure.

Les critères de classement et d'évaluation des actifs financiers dépendent de la nature de l'actif financier, selon qu'il est qualifié :

- d'instruments de dette (par exemple des prêts et titres à revenu fixe ou déterminable) ; ou
- d'instruments de capitaux propres (par exemple des actions).

Ces actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- actifs financiers au coût amorti (instruments de dette uniquement) ;
- actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres (recyclables pour les instruments de dette, non recyclables pour les instruments de capitaux propres).

- **Instruments de dette**

Le classement et l'évaluation d'un instrument de dette dépendent de deux critères réunis : le modèle de gestion défini au niveau portefeuille et l'analyse des caractéristiques contractuelles déterminée par instrument de dette sauf utilisation de l'option à la juste valeur.

- Les trois modèles de gestion :

Le modèle de gestion est représentatif de la stratégie que suit le management du Groupe Crédit Agricole du Nord Est pour la gestion de ses actifs financiers, dans l'atteinte de ses objectifs. Le modèle de gestion est spécifié pour un portefeuille d'actifs et ne constitue pas une intention au cas par cas pour un actif financier isolé.

On distingue trois modèles de gestion :

- le modèle Collecte dont l'objectif est de collecter les flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs ; ce modèle n'implique pas systématiquement de détenir la totalité des actifs jusqu'à leur échéance contractuelle ; toutefois, les ventes d'actifs sont strictement encadrées ;
- le modèle Collecte et Vente dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie sur la durée de vie et de céder les actifs ; dans ce modèle, la vente d'actifs financiers et la perception de flux de trésorerie sont toutes les deux essentielles ;
- et le modèle Autre / Vente dont l'objectif principal est de céder les actifs.  
Il concerne notamment les portefeuilles dont l'objectif est de collecter des flux de trésorerie via les cessions, les portefeuilles dont la performance est appréciée sur la base de sa juste valeur, les portefeuilles d'actifs financiers détenus à des fins de transaction.

Lorsque la stratégie que suit le management pour la gestion d'actifs financiers ne correspond ni au modèle Collecte, ni au modèle Collecte et Vente, ces actifs financiers sont classés dans un portefeuille dont le modèle de gestion est Autre / Vente.

- Les caractéristiques contractuelles (test « Solely Payments of Principal & Interests » ou test « SPPI ») :

Le test « SPPI » regroupe un ensemble de critères, examinés cumulativement, permettant d'établir si les flux de trésorerie contractuels respectent les caractéristiques d'un financement simple (remboursements de nominal et versements d'intérêts sur le nominal restant dû).

Le test est satisfait lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable.

Dans un financement simple, l'intérêt représente le coût du passage du temps, le prix du risque de crédit et de liquidité sur la période, et d'autres composantes liées au coût du portage de l'actif (ex : coûts administratifs, etc.).

Dans certains cas, cette analyse qualitative ne permettant pas de conclure, une analyse quantitative (ou Benchmark test) est effectuée. Cette analyse complémentaire consiste à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié et les flux de trésorerie d'un actif de référence.

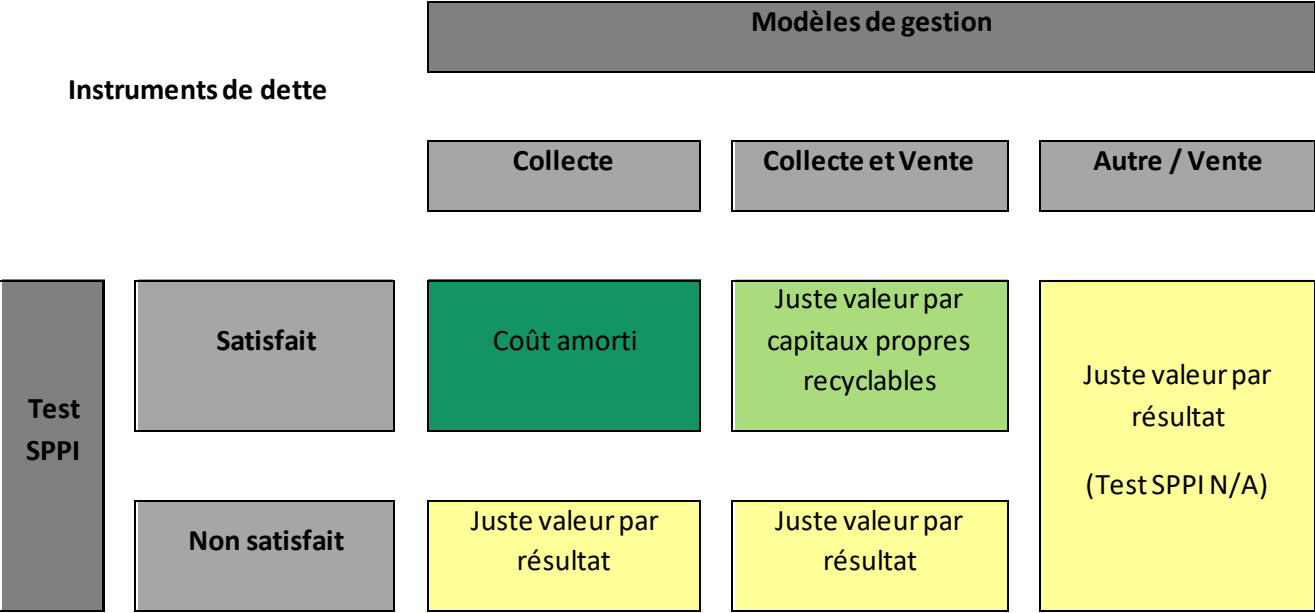
Si la différence entre les flux de trésorerie de l'actif financier et celui de référence est jugée non significative, l'actif est considéré comme un financement simple.

Par ailleurs, une analyse spécifique sera menée dans le cas où l'actif financier est émis par des entités ad hoc établissant un ordre de priorité de paiement entre les porteurs des actifs financiers en liant de multiples instruments entre eux par contrat et créant des concentrations de risque de crédit (des « tranches »).

Chaque tranche se voit attribuer un rang de subordination qui précise l'ordre de distribution des flux de trésorerie générés par l'entité structurée.

Dans ce cas, le test « SPPI » nécessite une analyse des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l’actif concerné et des actifs sous-jacents selon l’approche « look-through » et du risque de crédit supporté par les tranches souscrites comparé au risque de crédit des actifs sous-jacents.

Le mode de comptabilisation des instruments de dette résultant de la qualification du modèle de gestion couplée au test « SPPI » peut être présenté sous la forme du diagramme ci-après :



❖ Instruments de dette au coût amorti

Les instruments de dette sont évalués au coût amorti s’ils sont éligibles au modèle Collecte et s’ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de règlement-livraison et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction.

L’amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des prêts et créances, et des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d’intérêt effectif.

Cette catégorie d’instruments financiers fait l’objet d’ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit ».

❖ Instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables

Les instruments de dette sont évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables s’ils sont éligibles au modèle Collecte et Vente et s’ils respectent le test « SPPI ».

Ils sont enregistrés à la date de négociation et leur évaluation initiale inclut également les coupons courus et les coûts de transaction. L’amortissement des éventuelles surcotes / décotes et des frais de transaction des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d’intérêt effectif.

Ces actifs financiers sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres recyclables en contrepartie du compte d’encours (hors intérêts courus comptabilisés en résultat selon la méthode du TIE).

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

Cette catégorie d'instruments financiers fait l'objet d'ajustements au titre des pertes attendues (ECL) dans les conditions décrites dans le paragraphe spécifique « Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit » (sans que cela n'affecte la juste valeur au bilan).

❖ Instruments de dette à la juste valeur par résultat

Les instruments de dette sont évalués en juste valeur par résultat dans les cas suivants :

- les instruments sont classés dans des portefeuilles constitués d'actifs financiers détenus à des fins de transaction ou dont l'objectif principal est la cession ;

Les actifs financiers détenus à des fins de transaction sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage. Bien que les flux de trésorerie contractuels soient perçus pendant le temps durant lequel le Groupe Crédit Agricole du Nord Est détient les actifs, la perception de ces flux de trésorerie contractuels n'est pas essentielle mais accessoire.

- les instruments de dette qui ne respectent pas les critères du test « SPPI ». C'est notamment le cas des OPC (Organismes de Placement Collectif) ;
- les instruments financiers classés dans des portefeuilles pour lesquels le Groupe Crédit Agricole du Nord Est choisit la valorisation à la juste valeur afin de réduire une différence de traitement comptable au compte de résultat. Dans ce cas, il s'agit d'un classement sur option à la juste valeur par résultat.

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat) et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours. Les intérêts de ces instruments sont comptabilisés dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation au titre du risque de crédit.

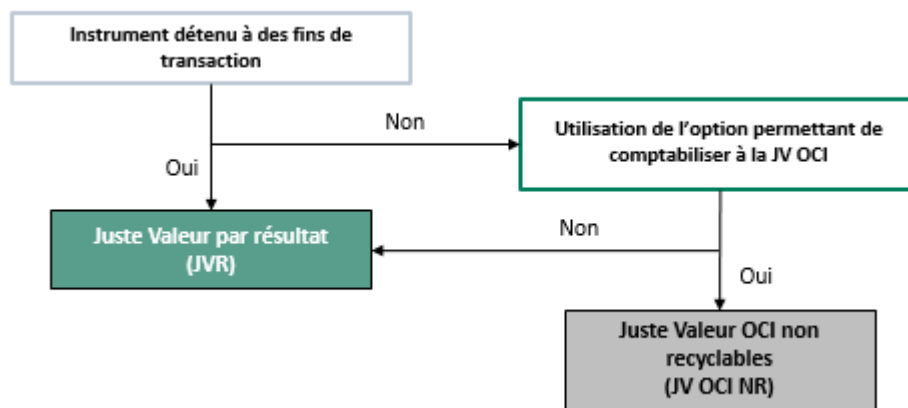
Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature dont le modèle de gestion est « Autre / Vente » sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat sur option sont enregistrés à la date de négociation.

Les instruments de dette évalués à la juste valeur par résultat par nature, par échec au test SPPI, sont enregistrés à la date de règlement-livraison.

○ Instruments de capitaux propres

Les instruments de capitaux propres sont par défaut comptabilisés à la juste valeur par résultat, sauf option irrévocable pour un classement et une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction.



❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, hors coûts de transaction (directement enregistrés en résultat). Les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transaction sont enregistrés à la date de négociation. Les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat et non détenus à des fins de transaction sont enregistrés en date de règlement-livraison.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat, en « Produit Net Bancaire », en contrepartie du compte d'encours.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

❖ Instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sur option irrévocable)

L'option irrévocable de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est retenue au niveau transactionnel (ligne par ligne) et s'applique à la date de comptabilisation initiale. Ces titres sont enregistrés à la date de négociation.

La juste valeur initiale intègre les coûts de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, les variations de juste valeur sont comptabilisées en capitaux propres non recyclables. En cas de cession, ces variations ne sont pas recyclées en résultat, le résultat de cession est comptabilisé en capitaux propres.

Seuls les dividendes sont reconnus en résultat si :

- le droit de l'entité d'en percevoir le paiement est établi ;
- il est probable que les avantages économiques associés aux dividendes iront à l'entité ;
- le montant des dividendes peut être évalué de façon fiable.

Cette catégorie d'actifs financiers ne fait pas l'objet de dépréciation.

• Acquisition et cession temporaire de titres

Les cessions temporaires de titres (prêts de titres, titres donnés en pension livrée) ne remplissent généralement pas les conditions de décomptabilisation.

Les titres prêtés ou mis en pension sont maintenus au bilan. Dans le cas de titres mis en pension, le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan par le cédant.

Les titres empruntés ou reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan du cessionnaire.



Dans le cas de titres pris en pension, une créance à l'égard du cédant est enregistrée au bilan du cessionnaire en contrepartie du montant versé. En cas de revente ultérieure du titre, le cessionnaire enregistre un passif évalué à la juste valeur qui matérialise son obligation de restituer le titre reçu en pension.

Les produits et charges relatifs à ces opérations sont rapportés au compte de résultat prorata temporis sauf en cas de classement des actifs et passifs à la juste valeur par résultat.

- Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ;
- ou sont transférés, ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Les actifs financiers renégociés pour raisons commerciales en l'absence de difficultés financières de la contrepartie et dans le but de développer ou conserver une relation commerciale sont décomptabilisés en date de renégociation. Les nouveaux prêts accordés aux clients sont enregistrés à leur juste valeur à la date de renégociation. La comptabilisation ultérieure dépend du modèle de gestion et du test « SPPI ».

- Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du Groupe Crédit Agricole accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. Ainsi, les prêts qui bénéficient de ces bonifications sont accordés au taux de marché.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.

Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées en résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

## ✓ **Passifs financiers**

- Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés au bilan dans les deux catégories comptables suivantes :

- passifs financiers à la juste valeur par résultat, par nature ou sur option ;
- passifs financiers au coût amorti.

### ❖ **Passifs financiers à la juste valeur par résultat par nature**

Les instruments financiers émis principalement en vue d'être rachetés à court terme, les instruments faisant partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des

indications d'un profil récent de prise de bénéfice à court terme, et les dérivés (à l'exception de certains dérivés de couverture) sont évalués à la juste valeur par nature.

Les variations de juste valeur de ce portefeuille sont constatées en contrepartie du compte de résultat.

❖ Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

Les passifs financiers répondant à l'un des trois cas prévus par la norme ci-après, peuvent être évalués à la juste valeur par résultat sur option : émissions hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables, réduction ou élimination de distorsion de traitement comptable ou groupes de passifs financiers gérés et dont la performance est évaluée à la juste valeur.

Cette option est irrévocable et s'applique obligatoirement à la date de comptabilisation initiale de l'instrument.

Lors des évaluations ultérieures, ces passifs financiers sont évalués à la juste valeur en contrepartie du résultat pour les variations de juste valeur non liées au risque de crédit propre et en contrepartie des capitaux propres non recyclables pour les variations de valeur liées au risque de crédit propre sauf si cela aggrave la non-concordance comptable (auquel cas les variations de valeur liées au risque de crédit propre sont enregistrées en résultat, comme prévu par la norme).

❖ Passifs financiers évalués au coût amorti

Tous les autres passifs répondant à la définition d'un passif financier (hors dérivés) sont évalués au coût amorti.

Ces passifs sont enregistrés en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis sont comptabilisés ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

❖ Produits de la collecte

Les produits de la collecte sont comptabilisés dans la catégorie des « Passifs financiers au coût amorti – Dettes envers la clientèle » malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le Groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole S.A. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne-logement et les comptes d'épargne-logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la Note 6.16 « Provisions ».

- Reclassement de passifs financiers

Le classement initial des passifs financiers est irrévocable. Aucun reclassement ultérieur n'est autorisé.

- Distinction dettes – capitaux propres

La distinction entre instruments de dette et instruments de capitaux propres est fondée sur une analyse de la substance des dispositifs contractuels.

Un passif financier est un instrument de dette s'il inclut une obligation contractuelle :

- de remettre à une autre entité de la trésorerie, un autre actif financier ou un nombre variable d'instruments de capitaux propres ;

- ou d'échanger des actifs et des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un instrument financier non remboursable qui offre une rémunération discrétionnaire mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de tous ses passifs financiers (actif net) et qui n'est pas qualifié d'instrument de dette.

- Décomptabilisation et modification des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsqu'il arrive à extinction ;
- lorsque les analyses quantitative ou qualitative concluent qu'il a été substantiellement modifié en cas de restructuration.

Une modification substantielle d'un passif financier existant doit être enregistré comme une extinction du passif financier initial et la comptabilisation d'un nouveau passif financier (la novation). Tout différentiel entre la valeur comptable du passif éteint et du nouveau passif sera enregistré immédiatement au compte de résultat.

Si le passif financier n'est pas décomptabilisé, le TIE d'origine est maintenu. Une décote / surcote est constatée immédiatement au compte de résultat en date de modification puis fait l'objet d'un étalement au TIE d'origine sur la durée de vie résiduelle de l'instrument.

#### ✓ **Intérêts négatifs sur actifs et passifs financiers**

Conformément à la décision de l'IFRS IC de janvier 2015, les produits d'intérêt négatifs (charges) sur actifs financiers ne répondant pas à la définition d'un revenu au sens d'IFRS 15 sont comptabilisés en charges d'intérêts en compte de résultat, et non en réduction du produit d'intérêts. Il en est de même pour les charges d'intérêts négatives (produits) sur passifs financiers.

#### ✓ **Dépréciation / provisionnement pour risque de crédit**

- Champ d'application

Conformément à IFRS 9, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est comptabilise une correction de valeur au titre des pertes de crédit attendues (« Expected Credit Losses » ou « ECL ») sur les encours suivants :

- les actifs financiers d'instruments de dette au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables (prêts et créances, titres de dette) ;
- les engagements de financement qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les engagements de garantie relevant d'IFRS 9 et qui ne sont pas évalués à la juste valeur par résultat ;
- les créances locatives relevant de la norme IFRS 16 ;
- les créances commerciales générées par des transactions de la norme IFRS 15.

Les instruments de capitaux propres (à la juste valeur par résultat ou à la juste valeur par OCI non recyclables) ne sont pas concernés par les dispositions en matière de dépréciation.

Les instruments dérivés et les autres instruments financiers évalués à la juste valeur par résultat font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie qui n'est pas visé par le modèle ECL. Ce calcul est décrit dans le chapitre 5 « Risques et Pilier 3 » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

- Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement

Le risque de crédit se définit comme le risque de pertes lié au défaut d'une contrepartie entraînant son incapacité à faire face à ses engagements vis-à-vis du Groupe.

Le processus de provisionnement du risque de crédit distingue trois étapes (Stages) :

- 1<sup>ère</sup> étape (Stage 1) : dès la comptabilisation initiale de l'instrument financier (crédit, titre de dette, garantie, etc.), le Groupe Crédit Agricole du Nord Est comptabilise les pertes de crédit attendues sur 12 mois ;
- 2<sup>ème</sup> étape (Stage 2) : si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est comptabilise les pertes attendues à maturité ;
- 3<sup>ème</sup> étape (Stage 3) : dès lors qu'un ou plusieurs événements de défaut sont intervenus sur la transaction ou sur la contrepartie en ayant un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est comptabilise une perte de crédit avérée à maturité. Par la suite, si les conditions de classement des instruments financiers en Stage 3 ne sont plus respectées, les instruments financiers sont reclassés en Stage 2, puis en Stage 1 en fonction de l'amélioration ultérieure de la qualité de risque de crédit.

En 2023, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a adapté son dispositif de dépréciation des défauts vifs des créances de la Banque de détail (particuliers, agriculteurs, ACPL, associations). Ainsi, les dépréciations de ces créances sont dorénavant mesurées en distinguant celles supérieures ou égales à 200 milliers d'euros de celles inférieures à 200 milliers d'euros.

Si les premières font l'objet d'une « individualisation » des dépréciations comme dans le dispositif antérieur (à l'instar du marché corporate), les secondes font dorénavant l'objet d'une dépréciation « statistique » et prospective mesurée de manière prudente en 2023 au regard des « plus fortes pertes historiques » constatées sur la période 2011-2023 par nature de créances (DAV, Habitat, Consommation, MLT professionnel et court terme). À noter que cette nouvelle méthode s'applique pour les encours Corporate lors de la période transitoire de réalisation de « l'individualisation » dans les 60 jours qui suivent l'entrée des encours en défaut vif. Cette approche traduit les anticipations de la Caisse régionale et la prise en compte du contexte actuel particulièrement incertain (résurgence tendancielle des risques, etc.). Elle fera l'objet de travaux de suivi et d'affinement en 2024 pour s'assurer de sa robustesse dans le temps.

Par ailleurs, pendant la période d'observation, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est déprécie les contreparties en défaut en tenant du risque de retour en défaut vif. La dépréciation repose sur un modèle multicritère de risque de dégradation de la situation (exemple : allers-retours entre le défaut vif et le défaut d'observation, etc.).

- Définition du défaut

La définition du défaut pour les besoins du provisionnement ECL est identique à celle utilisée en gestion et pour les calculs de ratios réglementaires. Ainsi, un débiteur est considéré en situation de défaut, lorsqu'au moins une des deux conditions suivantes est satisfaite :

- un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- le Groupe Crédit Agricole du Nord Est estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'il ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours en défaut (Stage 3) est dit déprécié lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de cet actif financier. Les indications de dépréciation d'un actif financier englobent les données observables au sujet des événements suivants :

- des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- l'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- la probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- la disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- l'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Il n'est pas nécessairement possible d'isoler un événement en particulier, la dépréciation de l'actif financier pouvant résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

La contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation (a minima 90 jours) qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation de défaut (appréciation par la Direction du Crédit).

- La notion de perte de crédit attendue « ECL »

L'ECL se définit comme la valeur probable espérée pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

- Gouvernance et mesure des ECL

La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres IFRS 9 s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif bâlois. La Direction des Risques du Groupe est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de provisionnement des encours.

Le Groupe s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus bâlois actuels pour générer les paramètres IFRS 9 nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, doivent être retenues.

La formule de calcul intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Ces calculs s'appuient largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique. La norme IFRS 9 préconise une analyse en date d'arrêt (Point in Time) tout en tenant compte de données de pertes historiques et des données prospectives macro-économiques (Forward Looking), alors que la vue prudentielle s'analyse à travers le cycle (Through The Cycle) pour la probabilité de défaut et en bas de cycle (Downturn) pour la perte en cas de défaut.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les floors qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (« Loss Given Default » ou « LGD »).

Les modalités de calcul de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : instruments financiers et instruments hors bilan.

Les pertes de crédit attendues pour les douze mois à venir (Stage 1) sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie (Stage 2 et 3), et elles représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les douze mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'instrument financier est inférieure à douze mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'instrument financier.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que le Groupe Crédit Agricole du Nord Est ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Le backtesting des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima à fréquence annuelle.

Les données macro-économiques prospectives (Forward Looking) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du Groupe dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du Forward Looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
  - au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles.
- Dégradation significative du risque de crédit

Toutes les entités du Groupe doivent apprécier, pour chaque instrument financier, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêt. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (Stages).

Afin d'apprécier la dégradation significative, le Groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du Forward Looking local, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement en Stage 2 (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque instrument financier. Aucune contagion n'est requise pour le passage de Stage 1 à Stage 2 des instruments financiers d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

## 1. Critère relatif

Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en Stage 2, si le ratio entre la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe.

Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

A titre d'exemple, le seuil multiplicatif sur les crédits immobiliers résidentiels français varie en fonction du portefeuille entre 1,5 et 2,5. Celui sur les crédits à la grande clientèle (hors banque d'investissement) varie entre 2 et 2,6.

En complément à ce seuil, un instrument financier peut être classé en Stage 2 :

- si, d'une part, la probabilité de défaut (à un an) de l'instrument en date de clôture est supérieure à un seuil absolu défini par le Groupe (supérieur à 0,30 %) ;
- et si, d'autre part, la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture est supérieure à un coefficient multiplicateur de la probabilité de défaut initiale (3 fois).

## 2. Critère absolu

Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du Groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à 1 an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12 % pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en Stage 2.

Le Groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil de dégradation significative et de classement en Stage 2.

L'instrument financier est classé en Stage 2 en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le Groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en Stage 2.

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Stage 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- le type d'instrument ;
- la note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- le type de garantie ;
- la date de comptabilisation initiale ;
- la durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- le secteur d'activité ;

- l'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- la valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- le circuit de distribution, l'objet du financement, etc.

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, etc.).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur une base collective peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Pour les titres, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est utilise l'approche qui consiste à appliquer un niveau absolu de risque de crédit, conformément à IFRS 9, en-deçà duquel les expositions seront classées en Stage 1 et dépréciées sur la base d'un ECL à 12 mois.

Ainsi, les règles suivantes s'appliqueront pour le suivi de la dégradation significative des titres :

- les titres notés « Investment Grade », en date d'arrêté, seront classés en Stage 1 et provisionnés sur la base d'un ECL à 12 mois ;
- les titres notés « Non-Investment Grade » (NIG), en date d'arrêté, devront faire l'objet d'un suivi de la dégradation significative, depuis l'origine, et être classés en Stage 2 (ECL à maturité) en cas de dégradation significative du risque de crédit.

La détérioration relative doit être appréciée en amont de la survenance d'une défaillance avérée (Stage 3).

- Restructurations pour cause de difficultés financières

Les instruments de dette restructurés pour difficultés financières sont ceux pour lesquels le Groupe Crédit Agricole du Nord Est a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, maturité, etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi, ils concernent tous les instruments de dette, quelle que soit la catégorie de classement de l'instrument de dette en fonction de la dégradation du risque de crédit observée depuis la comptabilisation initiale.

Conformément à la définition de l'ABE (Autorité Bancaire Européenne) précisée dans le chapitre « Facteurs de risque » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A., les restructurations de créances pour difficultés financières du débiteur correspondent à l'ensemble des modifications apportées à un ou à des contrats de crédit à ce titre, ainsi qu'aux refinancements accordés en raison des difficultés financières rencontrées par le client.

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).



Par « modification de contrat », sont visées par exemple les situations dans lesquelles :

- il existe une différence en faveur de l'emprunteur entre le contrat modifié et les conditions antérieures au contrat ;
- les modifications apportées au contrat conduisent à des conditions plus favorables pour l'emprunteur concerné que ce qu'auraient pu obtenir, au même moment, d'autres emprunteurs de la banque ayant un profil de risque similaire.

Par « refinancement », sont visées les situations dans lesquelles une dette nouvelle est accordée au client pour lui permettre de rembourser totalement ou partiellement une autre dette dont il ne peut assumer les conditions contractuelles en raison de sa situation financière.

Une restructuration de prêt (sain ou en défaut) indique une présomption d'existence d'un risque de perte avérée (Stage 3).

La nécessité de constituer une dépréciation sur l'exposition restructurée doit donc être analysée en conséquence (une restructuration n'entraîne pas systématiquement la constitution de dépréciation pour perte avérée et un classement en défaut).

La qualification de « créance restructurée » est temporaire.

Dès lors que l'opération de restructuration au sens de l'ABE a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

En l'absence de décomptabilisation liée à ce type d'événement, la réduction des flux futurs accordée à la contrepartie ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration donne lieu à l'enregistrement d'une décote en « Coût du risque ».

Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisé au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur comptable de la créance ;
- et la somme des flux futurs de trésorerie théoriques du prêt « restructuré », actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

En cas d'abandon d'une partie du capital, ce montant constitue une perte à enregistrer immédiatement en « Coût du risque ».

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en « Coût du risque ».

Lors de la reprise de la décote, la part due à l'effet de l'écoulement du temps est enregistrée en « Produit Net Bancaire ».

- Irrécouvrabilité

Lorsqu'une créance est jugée irrécouvrable, c'est-à-dire qu'il n'y a plus d'espoir de la récupérer en tout ou partie, il convient de décomptabiliser du bilan et de passer en perte le montant jugé irrécouvrable.

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'expert. Chaque entité doit donc le fixer, avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Avant tout passage en perte, une dépréciation en Stage 3 aura dû être constituée (à l'exception des actifs à la juste valeur par résultat).

Pour les crédits au coût amorti ou à la juste valeur par capitaux propres recyclables, le montant passé en perte est enregistré en « Coût du risque » pour le nominal, en Produit Net bancaire (PNB) pour les intérêts.

## ✓ Instruments financiers dérivés

### • Classement et évaluation

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers classés par défaut en instruments dérivés détenus à des fins de transaction sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments dérivés de couverture.

Ils sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur initiale à la date de négociation.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur.

A chaque arrêté comptable, la contrepartie des variations de juste valeur des dérivés au bilan est enregistrée :

- en résultat s'il s'agit d'instruments dérivés détenus à des fins de transaction ou de couverture de juste valeur ;
  - en capitaux propres recyclables s'il s'agit d'instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie ou d'un investissement net dans une activité à l'étranger, pour la part efficace de la couverture.
- La comptabilité de couverture
    - Cadre général

Conformément à la décision du Groupe, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est n'applique pas le volet « comptabilité de couverture » d'IFRS 9 suivant l'option offerte par la norme. L'ensemble des relations de couverture reste documenté selon les règles de la norme IAS 39, et ce au plus tard jusqu'à la date d'application du texte sur la macro-couverture lorsqu'il sera adopté par l'Union européenne. Néanmoins, l'éligibilité des instruments financiers à la comptabilité de couverture selon IAS 39 prend en compte les principes de classement et d'évaluation des instruments financiers de la norme IFRS 9.

Sous IFRS 9, et compte-tenu des principes de couverture d'IAS 39, sont éligibles à la couverture de juste valeur et à la couverture de flux de trésorerie, les instruments de dette au coût amorti et à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

- Documentation

Les relations de couverture doivent respecter les principes suivants :

- la couverture de juste valeur a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut affecter le résultat (par exemple, couverture de tout ou partie des variations de juste valeur dues au risque de taux d'intérêt d'une dette à taux fixe) ;
- la couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition aux variations de flux de trésorerie futurs d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une transaction prévue hautement probable, attribuables au(x) risque(s) couvert(s) et qui peut ou pourrait (dans le cas d'une transaction prévue mais non réalisée) affecter le résultat (par exemple, couverture des variations de tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ;
- la couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se prémunir contre le risque de variation défavorable de la juste valeur liée au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro, monnaie de présentation du Groupe Crédit Agricole du Nord Est.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent également être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêt.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le Groupe Crédit Agricole privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite carve out). Notamment :

- le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts ;
- la justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.
  - o Evaluation

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé à sa juste valeur se fait de la façon suivante :

- couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé, hors intérêts courus et échus, est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite recyclés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres recyclables et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement, sauf en cas de disparition de l'élément couvert :

- couverture de juste valeur : seul l'instrument dérivé continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à son classement. Pour les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres en totalité. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- couverture de flux de trésorerie : l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que les flux couverts de l'élément couvert affectent le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est en pratique amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts ;
- couverture d'investissement net à l'étranger : les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

- Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Cette désignation s'applique uniquement aux passifs financiers et aux contrats non financiers. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

✓ **Détermination de la juste valeur des instruments financiers**

La juste valeur des instruments financiers est déterminée en maximisant le recours aux données d'entrée observables. Elle est présentée selon la hiérarchie définie par IFRS 13.

IFRS 13 définit la juste valeur comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

La juste valeur s'applique à chaque actif financier ou passif financier à titre individuel. Par exception, elle peut être estimée par portefeuille, si la stratégie de gestion et de suivi des risques le permet et fait l'objet d'une documentation appropriée. Ainsi, certains paramètres de la juste valeur sont calculés sur une base nette lorsqu'un groupe d'actifs financiers et de passifs financiers est géré sur la base de son exposition nette aux risques de marché ou de crédit.

Le Groupe Crédit Agricole du Nord Est considère que la meilleure indication de la juste valeur est la référence aux cotations publiées sur un marché actif.

En l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques d'évaluation qui maximisent l'utilisation des données observables pertinentes et minimisent celle des données non observables.

Lorsqu'une dette est évaluée à la juste valeur par résultat (par nature ou sur option), la juste valeur tient compte du risque de crédit propre de l'émetteur.

- Hiérarchie de la juste valeur

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours (non ajustés) sur des marchés actifs

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels le Groupe Crédit Agricole du Nord Est peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif, des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est retient des cours mid-price comme base de l'établissement de la juste valeur de ces

positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

- Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres au Groupe Crédit Agricole du Nord Est, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de Black & Scholes) et fondée sur des données de marché observables ;
- les instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marché observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources indépendantes des sources internes et ce, de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêt.

Lorsque les modèles utilisés sont fondés notamment sur des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

- Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de produits structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte notamment du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

#### ✓ **Compensation des actifs et passifs financiers**

Conformément à la norme IAS 32, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de réaliser le passif simultanément.

Les instruments dérivés et les opérations de pension traités avec des chambres de compensation dont les principes de fonctionnement répondent aux deux critères requis par la norme IAS 32 font l'objet d'une compensation au bilan.

✓ **Gains ou pertes nets sur instruments financiers**

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

Pour les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture.

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

Pour les actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en capitaux propres, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes provenant d'instruments de capitaux propres classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres non recyclables ;
- les plus et moins-values de cession ainsi que les résultats liés à la rupture de la relation de couverture sur les instruments de dette classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers à la juste valeur en capitaux propres lorsque l'élément couvert est cédé.

✓ **Engagements de financement et garanties financières donnés**

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IFRS 9 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions pour risque de crédit conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser son titulaire d'une perte qu'il subit en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié qui n'effectue pas un paiement à l'échéance selon les conditions initiales ou modifiées d'un instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- le montant de la correction de valeur pour pertes déterminée selon les dispositions de la norme IFRS 9, chapitre « Dépréciation » ;
- ou le montant initialement comptabilisé diminué, s'il y a lieu, du cumul des produits comptabilisés selon les principes d'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients ».

### ➤ Provisions (IAS 37)

Le Groupe Crédit Agricole du Nord Est identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- les risques opérationnels ;
- les avantages au personnel ;
- les risques d'exécution des engagements par signature ;
- les litiges et garanties de passif ;
- les risques fiscaux (hors impôt sur le résultat) ;
- les risques liés à l'épargne-logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- la provision pour risques opérationnels, pour lesquels un recensement des risques avérés, et une appréciation par la Direction de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel sont pris en compte.
- les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies en Note 6.16 « Provisions ».

## ➤ Avantages au personnel (IAS 19)

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, congés annuels, intéressement, participations et primes, sont ceux dont on s'attend à ce qu'ils soient réglés dans les douze mois suivant l'exercice au cours duquel les services ont été rendus ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies ;
- les autres avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- les indemnités de cessation d'emploi.

### ✓ Avantages postérieurs à l'emploi

- Régimes à prestations définies

Le Groupe Crédit Agricole du Nord Est détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. (cf. Note 7.4 « Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies »).

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turnover. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iBoxx AA.

Conformément à la norme IAS 19, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables. Les écarts actuariels sont constitués des ajustements liés à l'expérience (différence entre ce qui a été estimé et ce qui s'est produit) et de l'effet des changements apportées aux hypothèses actuarielles.

Le rendement attendu des actifs de régimes est déterminé sur la base des taux d'actualisation retenus pour évaluer l'obligation au titre de prestations définies. La différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs de régimes est constaté en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables.

Le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;



- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a souscrit des assurances auprès de Prédica et d'Adicam.

Au titre de ces engagements non couverts, une provision destinée à couvrir les indemnités de départ à la retraite figure au passif du bilan sous la rubrique « Provisions ». Cette provision est égale au montant correspondant aux engagements concernant les personnels de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est, présents à la clôture de l'exercice, relevant de la Convention Collective du Groupe Crédit Agricole entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Enfin, les engagements de retraite complémentaires, qui génèrent des obligations pour les sociétés concernées, font l'objet de provisions déterminées à partir de la dette actuarielle représentative de ces engagements. Ces provisions figurent également au passif du bilan sous la rubrique « Provisions ».

- Régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

- ✓ **Autres avantages à long terme**

Les autres avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi et les indemnités de fin de contrats, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différées versés douze mois ou plus après la fin de l'exercice au cours duquel ils ont été acquis, mais qui ne sont pas indexés sur des actions.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

➤ **Paielements fondés sur des actions (IFRS 2)**

La norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions » impose l'évaluation des transactions rémunérées par paiements en actions et assimilés dans les résultats et au bilan de l'entreprise. Cette norme s'applique aux transactions effectuées avec les salariés et plus précisément :

- aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en instruments de capitaux propres ;
- aux transactions dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie.

Les plans de paiements fondés sur des actions initiés par le Groupe Crédit Agricole éligibles à la norme IFRS 2 sont principalement du type de ceux dont le dénouement est réalisé par attribution d'instruments de capitaux propres (stock-options, attribution d'actions gratuites, rémunérations variables versées en cash indexé ou en actions, etc.).

Les options octroyées sont évaluées à l'attribution à leur juste valeur majoritairement selon le modèle Black & Scholes. Celles-ci sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Frais de personnel » en contrepartie d'un compte de capitaux propres au fur et à mesure sur la période d'acquisition des droits.

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du plan d'épargne entreprise relèvent également des dispositions de la norme IFRS 2. Les actions sont proposées avec une décote maximum de 30 %. Ces plans ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevés d'une période d'incessibilité de cinq ans. L'avantage consenti aux salariés se mesure comme étant la différence entre la juste valeur de l'action acquise en date d'attribution et le prix d'acquisition payé par le salarié à la date de souscription multipliée par le nombre d'actions souscrites. Cet avantage ne tient plus compte de la décote d'incessibilité depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

La charge relative aux plans d'attribution d'actions dénoués par instruments de capitaux propres de Crédit Agricole S.A., ainsi que celle relative aux souscriptions d'actions sont comptabilisées dans les comptes des entités employeur des bénéficiaires de plans. L'impact s'inscrit en « Charges de personnel » en contrepartie d'une augmentation des « Réserves consolidées Part du Groupe ».

### ➤ **Impôt sur le résultat (IAS 12)**

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le résultat comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

#### ✓ **Impôts exigibles**

La norme IAS 12 définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou la perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par les administrations fiscales et sur la base desquelles l'impôt sur le résultat doit être payé (recouvré).

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur les bénéfices » du compte de résultat.

Par ailleurs, certaines opérations réalisées par le Groupe Crédit Agricole du Nord Est peuvent avoir des conséquences fiscales non prises en compte dans la détermination de l'impôt exigible. Les différences entre la

valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

✓ **Impôts différés**

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :
  - la comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition ;
  - la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.
- un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.
- un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Le calcul des impôts différés tient compte des taux d'impôts de chaque pays et ne doit pas faire l'objet d'une actualisation.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- le Groupe Crédit Agricole du Nord Est a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ;
- et les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur les entités imposables différentes, qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- soit par un regroupement d'entreprises.

- Plus-values sur titres

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi par symétrie, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par le Groupe Crédit Agricole du Nord Est au titre de ces plus-values ou moins-values latentes est, quant à elle, reclassée en déduction des capitaux propres.

Les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées d'impôt sur les sociétés (à l'exception d'une quote-part de frais, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent une différence temporelle donnant lieu à la constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part de frais.

- Contrats de location IFRS 16

Dans le cadre des contrats de location IFRS 16, un impôt différé passif est comptabilisé sur le droit d'utilisation et un impôt différé actif sur la dette locative pour les contrats de location dont le Groupe est preneur.

- Risques fiscaux

Les risques fiscaux portant sur l'impôt sur le résultat donnent lieu à la comptabilisation d'une créance ou d'une dette d'impôt courant lorsque la probabilité de recevoir l'actif ou de payer le passif est jugée plus probable qu'improbable. Ces risques sont par ailleurs pris en compte dans l'évaluation des actifs et passifs d'impôts courants et différés.

L'interprétation IFRIC 23 portant sur l'évaluation des positions fiscales incertaines s'applique dès lors qu'une entité a identifié une ou des incertitudes à propos de positions fiscales prises concernant ses impôts. Elle apporte également des précisions sur leurs estimations :

- l'analyse doit être fondée sur une détection à 100 % de l'administration fiscale ;
- le risque fiscal doit être comptabilisé au passif dès lors qu'il est plus probable qu'improbable que les autorités fiscales remettent en cause le traitement retenu, pour un montant reflétant la meilleure estimation de la Direction ;
- en cas de probabilité supérieure à 50 % de remboursement par l'administration fiscale, une créance doit être comptabilisée.

➤ **Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)**

Le Groupe Crédit Agricole du Nord Est applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements et des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par le Groupe Crédit Agricole du Nord Est suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement sont adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composants	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	30 ans
Second œuvre	20 ans
Installations techniques	10 ans
Agencements	10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Matériel spécialisé	3 à 5 ans

### ➤ Opérations en devises (IAS 21)

En date d'arrêté, les actifs et passifs libellés en monnaie étrangère sont convertis en euros, monnaie de fonctionnement du Groupe Crédit Agricole.

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires (ex : instruments de dette) et non monétaires (ex : instruments de capitaux propres).

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de change de clôture. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte trois exceptions :

- sur les instruments de dette à la juste valeur par capitaux propres recyclables, la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres recyclables ;
- sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de change sont comptabilisés en capitaux propres recyclables pour la part efficace ;
- sur les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, les écarts de change liés aux variations de juste valeur du risque de crédit propre sont enregistrés en capitaux propres non recyclables.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon le traitement comptable de ces éléments avant conversion :

- les éléments au coût historique restent évalués au cours de change du jour de la transaction (cours historique) ;
- les éléments à la juste valeur sont convertis au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- en capitaux propres non recyclables si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres non recyclables.

### ➤ **Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec les clients (IFRS 15)**

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent.

Les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif (en application d'IFRS 9).

Concernant les autres natures de commissions, leur comptabilisation au compte de résultat doit refléter le rythme de transfert au client du contrôle du bien ou du service vendu :

- le résultat d'une transaction associée à une prestation de services est comptabilisé dans la rubrique « Commissions », lors du transfert du contrôle de la prestation de service au client s'il peut être estimé de façon fiable. Ce transfert peut intervenir au fur et à mesure que le service est rendu (service continu) ou à une date donnée (service ponctuel).
- a) Les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont enregistrées en résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation rendue.
- b) Les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont, quant à elles, intégralement enregistrées en résultat lorsque la prestation est rendue.

Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées à hauteur du montant pour lequel il est hautement probable que le revenu ainsi comptabilisé ne fera pas ultérieurement l'objet d'un ajustement significatif à la baisse lors de la résolution de l'incertitude. Cette estimation est mise à jour à chaque clôture. En pratique, cette condition a pour effet de différer l'enregistrement de certaines commissions de performance jusqu'à l'expiration de la période d'évaluation de performance et jusqu'à ce qu'elles soient acquises de façon définitive.

### ➤ **Contrats de location (IFRS 16)**

Le Groupe peut être bailleur ou preneur d'un contrat de location.

### Contrats de location dont le Groupe est bailleur

Les opérations de location sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location-financement si le contrat de location transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif sous-jacent, soit en opérations de location simple si l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

- S'agissant d'opérations de location-financement, elles sont assimilées à une vente d'immobilisation au preneur financée par un crédit accordé par le bailleur à ce dernier. Le bailleur constate ainsi une créance financière sur le preneur, comptabilisée en « Actifs financiers au coût amorti » pour une valeur égale à la valeur actualisée au taux implicite du contrat des paiements de location à recevoir, majorée de toute valeur résiduelle non garantie revenant au bailleur.

Les loyers perçus sont décomposés entre d'une part les intérêts enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés », et d'autre part l'amortissement du capital, de façon que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

Pour les créances de location-financement, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est applique l'approche générale de dépréciation des actifs financiers au coût amorti d'IFRS 9.

- S'agissant d'opérations de location simple, le bailleur comptabilise les biens loués parmi les « Immobilisations corporelles » à l'actif de son bilan et les amortit linéairement sur leur durée d'utilité hors valeur résiduelle. Les loyers sont également comptabilisés en résultat de manière linéaire sur la durée des contrats de location. Les produits de location et les dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat parmi les « Produits des autres activités » et les « Charges des autres activités ».

### Contrats de location dont le Groupe est preneur

Les opérations de location sont comptabilisées dans le bilan à la date de mise à disposition de l'actif loué. Le preneur constate un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué parmi les immobilisations corporelles pendant la durée estimée du contrat et une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers parmi les passifs divers sur cette même durée.

La durée de location d'un contrat correspond à la durée non résiliable du contrat de location ajustée des options de prolongation du contrat que le preneur est raisonnablement certain d'exercer et option de résiliation que le preneur est raisonnablement certain de ne pas exercer.

En France, le principe Groupe applicable aux contrats à durée indéterminée ou renouvelables par tacite prolongation est de retenir la première option de sortie post 5 ans. La durée retenue pour les baux commerciaux dits « 3/6/9 » est généralement de 9 ans avec une période initiale non résiliable de 3 ans. Lorsque le preneur estime qu'il est raisonnablement certain ne pas exercer l'option de sortie au bout de 3 ans, le principe Groupe sera appliqué aux baux commerciaux français dans la majeure partie des cas, à la date de début du contrat de location. Ainsi, la durée sera estimée à 6 ans. Le principe Groupe (première option de sortie post 5 ans) peut ne pas être appliqué dans certains cas spécifiques, comme pour un bail dans lequel les options de sortie intermédiaires ont été abandonnées (par exemple en contrepartie d'une réduction de loyers). Dans ce cas, il conviendra de retenir une durée de location initiale de 9 ans (sauf anticipation d'une tacite prolongation de 3 ans maximum dans le cas général).

La dette locative est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat. Les paiements de loyers comprennent les loyers fixes, les loyers variables basés sur un taux ou un indice et les paiements que le preneur s'attend à payer au titre des garanties de valeur résiduelle, d'option

d'achat ou de pénalité de résiliation anticipée. Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux et la TVA non déductible sur les loyers sont exclus du calcul de la dette et sont comptabilisés en charges générales d'exploitation.

Le taux d'actualisation applicable pour le calcul du droit d'utilisation et du passif de location est par défaut le taux d'endettement marginal du preneur sur la durée du contrat à la date de signature du contrat, lorsque le taux implicite n'est pas aisément déterminable. Le taux d'endettement marginal tient compte de la structure de paiement des loyers. Il reflète les conditions du bail (durée, garantie, environnement économique, etc.).

La charge au titre des contrats de location est décomposée entre d'une part les intérêts et d'autre part l'amortissement du capital.

Le droit d'utilisation de l'actif est évalué à la valeur initiale de la dette locative augmentée des coûts directs initiaux, des paiements d'avance, des coûts de remise en état et diminuée des avantages incitatifs à la location. Il est amorti sur la durée estimée du contrat.

La dette locative et le droit d'utilisation peuvent être ajustés en cas de modification du contrat de location, de réestimation de la durée de location ou de révision des loyers liée à l'application d'indices ou de taux.

Des impôts différés sont comptabilisés au titre des différences temporelles des droits d'utilisation et des passifs de location chez le preneur.

Conformément à l'exception prévue par la norme, les contrats de location à court terme (durée initiale inférieure à douze mois) et les contrats de location dont la valeur à neuf du bien loué est de faible valeur ne sont pas comptabilisés au bilan. Les charges de location correspondantes sont enregistrées de manière linéaire dans le compte de résultat parmi les charges générales d'exploitation.

Selon les dispositions prévues par la norme, le Groupe n'applique pas la norme IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles.

### **1.3 Principes et méthodes de consolidation (IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28)**

#### **➤ Périmètre de consolidation**

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est dispose d'un pouvoir de contrôle, d'un contrôle conjoint ou d'une influence notable, hormis ceux présentant un caractère non significatif par rapport à l'ensemble des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation.

#### **✓ Consolidation des Caisses régionales**

Les normes de consolidation existantes dans le référentiel international sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société -mère et de filiales.

Le Groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en



Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existe, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du Groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Groupe Crédit Agricole du Nord Est représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politiques commerciales communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société -mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le Groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues dans le référentiel international.

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est et des Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes consolidés sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques.

#### ✓ **Notions de contrôle**

Conformément aux normes comptables internationales, toutes les entités contrôlées, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le contrôle sur une entité est présumé exister lorsque la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est est exposée ou a droit aux rendements variables résultant de son implication dans l'entité et si le pouvoir qu'elle détient sur cette dernière lui permet d'influer sur ces rendements. Pour apprécier la notion de pouvoir, seuls les droits (de vote ou contractuels) substantifs sont examinés. Les droits sont substantifs lorsque leur détenteur a la capacité, en pratique, de les exercer, lors de la prise de décision concernant les activités pertinentes de l'entité.

Le contrôle d'une filiale régie par les droits de vote est établi lorsque les droits de vote détenus confèrent à la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est la capacité actuelle de diriger les activités pertinentes de la filiale. La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est contrôle généralement la filiale lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf s'il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas de diriger les activités pertinentes. Le contrôle existe également lorsque la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose en pratique de la capacité de diriger seule les activités pertinentes en raison notamment de l'existence d'accords contractuels, de l'importance relative des droits de vote détenus au regard de la dispersion des droits de vote détenus par les autres investisseurs ou d'autres faits et circonstances.

Le contrôle d'une entité structurée ne s'apprécie pas sur la base du pourcentage des droits de vote qui n'ont, par nature, pas d'incidence sur les rendements de l'entité. L'analyse du contrôle tient compte des accords contractuels, mais également de l'implication et des décisions de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est lors de la création de l'entité, des accords conclus à la création et des risques encourus par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est, des droits résultants d'accords qui confèrent à l'investisseur

le pouvoir de diriger les activités pertinentes uniquement lorsque des circonstances particulières se produisent ainsi que des autres faits ou circonstances qui indiquent que l'investisseur a la possibilité de diriger les activités pertinentes de l'entité. Lorsqu'il existe un mandat de gestion, l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant ainsi que les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels sont analysées afin de déterminer si le gérant agit en tant qu'agent (pouvoir délégué) ou principal (pour son propre compte).

Ainsi, au moment où les décisions relatives aux activités pertinentes de l'entité doivent être prises, les indicateurs à analyser pour définir si une entité agit en tant qu'agent ou en tant que principal sont l'étendue du pouvoir décisionnel relatif à la délégation de pouvoir au gérant sur l'entité, les rémunérations auxquelles donnent droit les accords contractuels mais aussi les droits substantifs pouvant affecter la capacité du décideur détenus par les autres parties impliquées dans l'entité et, l'exposition à la variabilité des rendements tirés d'autres intérêts détenus dans l'entité.

Le contrôle conjoint s'exerce lorsqu'il existe un partage contractuel du contrôle sur une activité économique. Les décisions affectant les activités pertinentes de l'entité requièrent l'unanimité des parties partageant le contrôle.

Dans les entités traditionnelles, l'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est est présumée avoir une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20 % ou plus des droits de vote dans une entité.

### ➤ **Méthodes de consolidation**

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IFRS 10, IFRS 11 et IAS 28. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités contrôlées, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable et les co-entreprises (hors activités conjointes).

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultat consolidés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont telles que définies par la norme IFRS 10 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

Les participations dans des entreprises associées ou contrôlées conjointement sont comptabilisées comme un élément distinct au bilan dans la rubrique « Participations dans les entreprises mises en équivalence ». La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

La variation de la valeur comptable de ces titres tient compte de l'évolution de l'écart d'acquisition.

Lors d'acquisitions complémentaires ou de cessions partielles avec maintien du contrôle conjoint ou de l'influence notable le Groupe Crédit Agricole du Nord Est constate :

- en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêts, un écart d'acquisition complémentaire ;
- en cas de diminution du pourcentage d'intérêts, une plus ou moins-value de cession/dilution en résultat.

### ➤ **Retraitements et éliminations**

Conformément à IFRS 10, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est effectue les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé pour les entités intégrées globalement.

Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations mesurées à l'occasion d'une cession interne sont constatées.

## **2 Principales opérations de structure et événements significatifs de la période**

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2023 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en Note 12 « Périmètre de consolidation au 31 décembre 2023 ».

### ➤ **Impacts liés aux opérations militaires en Ukraine**

Le Groupe Crédit Agricole du Nord Est est exposé au risque-pays, c'est-à-dire au risque que les conditions économiques, financières, politiques ou sociales d'un pays dans lequel il exerce ses activités, affectent ses intérêts financiers. Un changement significatif de l'environnement politique ou macroéconomique pourrait le contraindre à enregistrer des charges additionnelles ou à subir des pertes plus importantes que les montants déjà inscrits dans ses états financiers.

Pour le Groupe Crédit Agricole du Nord Est, compte-tenu de ses activités clientèle et financière, les risques directs liés aux opérations militaires en Ukraine ne sont pas significatifs. Aucun impact indirect n'a, à date, été identifié.

Dans le cadre de ses travaux d'identification et d'anticipation des risques potentiels indirects liés notamment aux effets inflationnistes de cette crise et aux impacts sur la croissance, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est a intégré de nouvelles hypothèses dans le cadre du provisionnement de ses créances saines et dégradées (cf. informations sur la couverture des ECL).

### ➤ **Pilier 2 - GloBE**

De nouvelles règles fiscales internationales ont été établies par l'OCDE, visant à soumettre les grands groupes internationaux à une imposition complémentaire lorsque le Taux Effectif d'Impôt (TEI) d'une juridiction dans laquelle ils sont implantés est inférieur à 15 %. L'objet de ces règles est de lutter contre la concurrence entre Etats fondée sur le taux d'imposition.

Ces règles devront être transposées par les différents États.

Au sein de l'Union européenne, une Directive européenne a été adoptée fin 2022 (en cours de transposition dans les pays) et prévoit l'exercice 2024 comme premier exercice d'application des règles GloBE dans l'Union européenne. A ce stade, à l'issue d'un 1<sup>er</sup> chiffrage, les montants estimés pour le Groupe sont non significatifs ; les travaux de recensement initiés au sein du Groupe se poursuivent. Il en découlera s'il y a lieu la comptabilisation d'un impôt complémentaire GloBE dans les comptes du Groupe en 2024.

### ➤ **FCT Crédit Agricole Habitat 2018**

Au 31 décembre 2023, l'entité FCT Crédit Agricole Habitat 2018 est sortie du périmètre, l'opération de titrisation émise sur le marché ayant été débouclée le 27 avril 2023 pour un montant total de 1,15 milliard d'euros au niveau Groupe.

### ➤ **FCT Crédit Agricole Habitat 2019**

Au 31 décembre 2023, l'entité FCT Crédit Agricole Habitat 2019 est sortie du périmètre, l'opération de titrisation auto souscrite ayant été débouclée par anticipation le 25 octobre 2023 pour un montant total de 15 milliards d'euros au niveau Groupe.

### ➤ **FCT Crédit Agricole Habitat**

Au 31 décembre 2023, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées au FCT.

### ➤ **SAS Rue La Boétie**

Dans le cadre du programme d'achat d'actions de Crédit Agricole S.A. par la SAS Rue La Boétie initié en 2022, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a capitalisé, en juin 2023, l'avance faite en 2022 de 39,7 millions d'euros.

Au cours de l'exercice 2023, la SAS Rue La Boétie a décidé d'autoriser un nouveau programme d'achat d'actions de Crédit Agricole S.A. pour un montant maximal de 1 milliard d'euros, conformément à l'autorisation donnée en mai 2023 par l'Assemblée générale. Compte tenu de l'absence de trésorerie disponible, le financement de l'opération requiert des avances en comptes courants d'associés des Caisses régionales qui ont vocation à être capitalisées.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a participé à cette opération et procédé à une avance en compte courant à hauteur de 39,6 millions d'euros en septembre 2023.

## **3 *Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture***

Le pilotage des risques bancaires au sein de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est est assurée par la Direction des Risques. Cette Direction est rattachée à la Directrice générale et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre « Facteurs de risque », comme le permet la norme IFRS 7 Instruments financiers : informations à fournir. Les tableaux de ventilations comptables figurent dans les états financiers.

### **3.1 Risque de crédit**

(cf. chapitre « 4.2. Facteurs de risque – 4.2.1. Risques de crédit et de contrepartie » du rapport de gestion de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est)

### 3.1.1 Variation des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes sur la période

Les corrections de valeur pour pertes correspondent aux dépréciations sur actifs et aux provisions sur engagement hors bilan comptabilisées en résultat net (Coût du risque) au titre du risque de crédit.

Les tableaux suivants présentent un rapprochement des soldes d'ouverture et de clôture des corrections de valeur pour pertes comptabilisées en Coût du risque et des valeurs comptables associées, par catégorie comptable et type d'instruments.

#### Actifs financiers au coût amorti : Titres de dettes

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
<i>(en milliers d'euros)</i>									
<b>Au 31 décembre 2022</b>	347 157	-192	12 858	-337	-	-	360 015	-529	359 486
<b>Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total après transferts</b>	347 157	-192	12 858	-337	-	-	360 015	-529	359 486
<b>Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes</b>	3 858	-68	-	-42	-	-	3 858	-110	-
Nouvelle production : achat, octroi, origination... (2)	14 370	-20	-	-	-	-	14 370	-20	-
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-10 512	4	-	-	-	-	-10 512	4	-
Passages à perte	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période	-	-52	-	-42	-	-	-	-94	-
Changements dans le modèle / méthodologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	351 015	-260	12 858	-379	-	-	363 873	-639	363 234
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour pertes) (3)	6 150	-	2 154	-	-	-	8 304	-	-
<b>Au 31 décembre 2023</b>	357 165	-260	15 012	-379	-	-	372 177	-639	371 538
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-	-	-	-	-	-	-	-	-

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 peuvent inclure des encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif).

**Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

(en milliers d'euros)	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
Au 31 décembre 2022	299 935	-1	-	-	-	-	299 935	-1	299 934
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-			-	-	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-			-	-	
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-			-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	299 935	-1	-	-	-	-	299 935	-1	299 934
Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes	337	0	-	-	-	-	337	0	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	409	-1	-	-			409	-1	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-72	1	-	-			-72	1	
Passages à perte							-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-			-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		-		-				-	
Changements dans le modèle / méthodologie		-		-				-	
Variations de périmètre	-	-	-	-			-	-	
Autres	-	-	-	-			-	-	
Total	300 272	-1	-	-	-	-	300 272	-1	300 271
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptable spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour pertes) (3)	-91 772		-				-91 772		
Au 31 décembre 2023	208 500	-1	-	-	-	-	208 500	-1	208 499
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-				-		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 peuvent inclure des encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

**Actifs financiers au coût amorti : Prêts et créances sur la clientèle**

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total		
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable brute (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Valeur nette comptable (a) + (b)
<i>(en milliers d'euros)</i>									
<b>Au 31 décembre 2022</b>	<b>15 347 189</b>	<b>-19 686</b>	<b>1 983 605</b>	<b>-118 005</b>	<b>297 905</b>	<b>-168 541</b>	<b>17 628 699</b>	<b>-306 232</b>	<b>17 322 467</b>
<b>Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre</b>	<b>-473 689</b>	<b>-12 202</b>	<b>455 530</b>	<b>22 300</b>	<b>18 159</b>	<b>-9 019</b>	<b>-</b>	<b>1 079</b>	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-1 136 649	2 495	1 136 649	-11 284			-	-8 789	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	666 362	-14 753	-666 362	30 504			-	15 751	
Transferts vers Stage 3 (1)	-13 214	91	-38 029	4 121	51 243	-23 792	-	-19 580	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	9 812	-35	23 272	-1 041	-33 084	14 773	-	13 697	
<b>Total après transferts</b>	<b>14 873 500</b>	<b>-31 888</b>	<b>2 439 135</b>	<b>-95 705</b>	<b>316 064</b>	<b>-177 560</b>	<b>17 628 699</b>	<b>-305 153</b>	<b>17 323 546</b>
<b>Variations des valeurs comptables brutes et des corrections de valeur pour pertes</b>	<b>318 117</b>	<b>14 881</b>	<b>-69 950</b>	<b>-27 794</b>	<b>-86 259</b>	<b>42 122</b>	<b>161 908</b>	<b>29 209</b>	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	3 324 011	-4 218	405 499	-24 177			3 729 510	-28 395	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-2 966 227	4 233	-475 086	1 260	-58 196	46 033	-3 499 509	51 526	
Passages à perte					-27 871	26 042	-27 871	26 042	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	1	-192	162	-192	163	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		14 866		-4 878		-31 050		-21 062	
Changements dans le modèle / méthodologie		-	-	-	-	-	-	-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-39 667	-	-363	-	-	935	-40 030	935	
<b>Total</b>	<b>15 191 617</b>	<b>-17 007</b>	<b>2 369 185</b>	<b>-123 499</b>	<b>229 805</b>	<b>-135 438</b>	<b>17 790 607</b>	<b>-275 944</b>	<b>17 514 663</b>
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptables spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour pertes) (3)	29 796		-466		27 437		56 767		
<b>Au 31 décembre 2023</b>	<b>15 221 413</b>	<b>-17 007</b>	<b>2 368 719</b>	<b>-123 499</b>	<b>257 242</b>	<b>-135 438</b>	<b>17 847 374</b>	<b>-275 944</b>	<b>17 571 430</b>
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-		

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 peuvent inclure des encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les variations des réévaluations de juste valeur des instruments micro-couverts, les variations relatives à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes), les variations relatives à la désactualisation des décotes constatées sur crédits restructurés (reprise en PNB sur la maturité résiduelle de l'actif), les variations des créances rattachées.

**Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Titres de dettes**

	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)		Total	
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)					
	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes	Valeur comptable	Correction de valeur pour pertes
(en milliers d'euros)								
Au 31 décembre 2022	3 351	-	-	-	5	-2 748	3 356	-2 748
Transferts d'actifs en cours de vie d'un Stage à l'autre	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-	-	-	-			-	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	-	-	-	-			-	
Transferts vers Stage 3 (1)	-	-	-	-	-	-	-	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	-	-	-	-	-	-	-	
Total après transferts	3 351	-	-	-	5	-2 748	3 356	-2 748
Variations des valeurs comptables et des corrections de valeur pour pertes	-1	-	-	-	-2 530	2 744	-2 531	2 744
Réévaluation de juste valeur sur la période	-		-		-2 532		-2 532	
Nouvelle production : achat, octroi, origination,... (2)	-	-	-	-			-	
Décomptabilisation : cession, remboursement, arrivée à échéance...	-	-	-	-	-	2 743	-	2 743
Passages à perte					-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	1	1	1	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période						-		
Changements dans le modèle / méthodologie					-	-		
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-1	-	-	-	1	-	-	
Total	3 350	-	-	-	-2 525	-4	825	-4
Variations de la valeur comptable attribuables à des modalités d'évaluation comptables spécifiques (sans impact significatif sur le montant de correction de valeur pour pertes) (3)	28		-		2 532		2 560	
Au 31 décembre 2023	3 378	-	-	-	7	-4	3 385	-4
Encours contractuels des actifs financiers qui ont été sortis du bilan au cours de la période et qui font encore l'objet de mesures d'exécution	-		-		-		-	

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des encours classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les originations en Stage 2 peuvent inclure des encours originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

(3) Inclut les impacts relatifs à l'utilisation de la méthode du TIE (notamment amortissements des surcotes/décotes).

La valeur comptable de l'actif au bilan est définie comme étant la juste valeur.

**Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Prêts et créances sur les établissements de crédit**

Au 31 décembre 2023, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est ne détient pas de prêts et créances sur les établissements de crédit classés en actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables.

**Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables : Prêts et créances sur la clientèle**

Au 31 décembre 2023, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est ne détient pas de prêts et créances sur la clientèle classés en actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables.



**Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a) + (b)
(en milliers d'euros)									
Au 31 décembre 2022	2 346 594	-2 878	141 870	-7 391	10 222	-4 250	2 498 686	-14 519	2 484 167
Transferts d'engagements en cours de vied'un Stage à l'autre	-14 877	49	15 021	-266	-144	60	-	-157	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-45 451	104	45 451	-1 753			-	-1 649	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	30 405	-55	-30 405	1 513			-	1 458	
Transferts vers Stage 3 (1)	-332	1	-787	15	1 119	-336	-	-320	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	501	-1	762	-41	-1 263	396	-	354	
Total après transferts	2 331 717	-2 829	156 891	-7 657	10 078	-4 190	2 498 686	-14 676	2 484 010
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	-242 365	389	-47 890	2 787	-1 710	-1 053	-291 965	2 123	
Nouveaux engagements donnés (2)	843 149	-1 828	57 225	-2 552			900 374	-4 380	
Extinction des engagements	-1 085 514	1 528	-105 115	5 771	-5 015	3 761	-1 195 644	11 060	
Passages à perte					-2	-	-2	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		688		-432		-4 814		-4 558	
Changements dans le modèle/ méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	1	-	-	3 307	-	3 307	1	
Au 31 décembre 2023	2 089 352	-2 440	109 001	-4 870	8 368	-5 243	2 206 721	-12 553	2 194 168

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 peuvent inclure des engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

**Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)		Total		
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)		Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)						
	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement	Correction de valeur pour pertes	Montant de l'engagement (a)	Correction de valeur pour pertes (b)	Montant net de l'engagement (a + (b))
(en milliers d'euros)									
Au 31 décembre 2022	375 871	-541	5 233	-582	3 633	-3 085	384 737	-4 208	380 529
Transferts d'engagements en cours de vied'un Stage à l'autre	-2 765	2	2 616	-48	149	-30	-	-76	
Transferts de Stage 1 vers Stage 2	-3 502	6	3 502	-103			-	-97	
Retour de Stage 2 vers Stage 1	855	-4	-855	54			-	50	
Transferts vers Stage 3 (1)	-158	1	-38	2	196	-37	-	-34	
Retour de Stage 3 vers Stage 2 / Stage 1	40	-1	7	-1	-47	7	-	5	
Total après transferts	373 106	-539	7 849	-630	3 782	-3 115	384 737	-4 284	380 453
Variations des montants de l'engagement et des corrections de valeur pour pertes	-8 527	86	-1 640	108	254	368	-9 913	562	
Nouveaux engagements donnés (2)	63 091	-115	439	-71			63 530	-186	
Extinction des engagements	-71 618	184	-2 079	299	-526	368	-74 223	851	
Passages à perte					-	-	-	-	
Modifications de flux sur restructurations pour cause de difficultés financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
Evolution des paramètres de risque de crédit des modèles sur la période		17		-119		-		-102	
Changements dans le modèle/ méthodologie		-		-		-		-	
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres	-	-	-	-1	780	-	780	-1	
Au 31 décembre 2023	364 579	-453	6 209	-522	4 036	-2 747	374 824	-3 722	371 102

(1) Les transferts vers le Stage 3 correspondent à des engagements classés initialement en Stage 1, qui, au cours de l'année, ont fait l'objet d'un déclassement directement en Stage 3, ou en Stage 2 puis en Stage 3.

(2) Les nouveaux engagements donnés en Stage 2 peuvent inclure des engagements originés en Stage 1 reclassés en Stage 2 au cours de la période.

### 3.1.2 Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur comptable, nette de toute perte de valeur comptabilisée et compte non tenu des actifs détenus en garantie ou des autres rehaussements de crédit (par exemple les accords de compensation qui ne remplissent pas les conditions de compensation selon IAS 32).

Les tableaux ci-dessous présentent les expositions maximales ainsi que le montant des actifs détenus en garantie et autres techniques de rehaussements de crédit permettant de réduire cette exposition.

Les actifs dépréciés en date de clôture correspondent aux actifs dépréciés (Stage 3).

#### **Actifs financiers non soumis aux exigences de dépréciation (comptabilisés à la juste valeur par résultat)**

	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautiionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(en milliers d'euros)</i>						
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)</b>	<b>199 863</b>	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	9 287	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	190 576	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>100 789</b>	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>300 652</b>	-	-	-	-	-

	Au 31 décembre 2022					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautiionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(en milliers d'euros)</i>						
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)</b>	<b>180 691</b>	-	-	-	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	12 694	-	-	-	-	-
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI	167 997	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-	-	-
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>179 325</b>	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>360 016</b>	-	-	-	-	-

**Actifs financiers soumis aux exigences de dépréciation**

	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(en milliers d'euros)</i>						
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>3 385</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	7	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	<b>3 385</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	7	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>18 151 467</b>	-	<b>4 120 398</b>	<b>945 452</b>	<b>6 645 136</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	121 804	-	26 546	4 340	42 310	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	<b>208 499</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	<b>17 571 430</b>	-	<b>4 120 398</b>	<b>945 452</b>	<b>6 556 035</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	121 804	-	26 546	4 340	42 310	-
Titres de dettes	<b>371 538</b>	-	-	-	<b>89 101</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>18 154 852</b>	-	<b>4 120 398</b>	<b>945 452</b>	<b>6 645 136</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	121 811	-	26 546	4 340	42 310	-

	Au 31 décembre 2022					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(en milliers d'euros)</i>						
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>3 356</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	5	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	<b>3 356</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	5	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>17 981 887</b>	-	<b>4 165 548</b>	<b>756 287</b>	<b>6 537 554</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	129 364	-	29 022	2 600	44 178	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes au Crédit Agricole)	<b>299 934</b>	-	-	-	-	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	<b>17 322 467</b>	-	<b>4 165 548</b>	<b>756 287</b>	<b>6 447 998</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	129 364	-	29 022	2 600	44 178	-
Titres de dettes	<b>359 486</b>	-	-	-	<b>89 556</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>17 985 243</b>	-	<b>4 165 548</b>	<b>756 287</b>	<b>6 537 554</b>	-
dont : actifs dépréciés en date de clôture	129 369	-	29 022	2 600	44 178	-

**Engagements hors bilan soumis aux exigences de provisionnement**

	Au 31 décembre 2023					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	371 102	-	-	-	-	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	1 289	-	-	-	-	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	2 194 168	-	46 719	57 353	235 652	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	3 125	-	143	67	1 544	-
Total	2 565 270	-	46 719	57 353	235 652	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	4 414	-	143	67	1 544	-

	Au 31 décembre 2022					
	Exposition maximale au risque de crédit	Réduction du risque de crédit				
		Actifs détenus en garantie			Autres techniques de rehaussement de crédit	
		Instruments financiers reçus en garantie	Hypothèques	Nantissements	Cautionnements et autres garanties financières	Dérivés de crédit
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)	380 529	-	-	-	-	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	548	-	-	-	-	-
Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)	2 484 167	-	74 313	78 082	264 732	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	5 972	-	173	203	1 163	-
Total	2 864 696	-	74 313	78 082	264 732	-
dont : engagements provisionnés en date de clôture	6 520	-	173	203	1 163	-

Une description des actifs détenus en garantie est présentée dans la Note 9 « Engagements de financement et de garantie et autres garanties ».

**3.1.3 Actifs financiers modifiés**

Les actifs financiers modifiés correspondent aux actifs restructurés pour difficultés financières. Il s'agit de créances pour lesquelles le Groupe Crédit Agricole du Nord Est a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances. Ainsi elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration. (Une définition plus détaillée des encours restructurés et leur traitement comptable est détaillée dans la Note 1.2 « Principes et méthodes comptables », chapitre 1.2.2. « Instruments financiers - Risque de crédit » - Paragraphe « Restructurations pour cause de difficultés financières »).

Pour les actifs ayant fait l'objet d'une restructuration au cours de la période, la valeur comptable établie à l'issue de la restructuration est de :

	2023		
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	
<i>(en milliers d'euros)</i>			
<b>Prêts et créances sur les établissements de crédit</b>	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-
<b>Prêts et créances sur la clientèle</b>	<b>20</b>	<b>234</b>	<b>10 175</b>
Valeur comptable brute avant modification	20	234	10 367
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-192
<b>Titres de dettes</b>	-	-	-
Valeur comptable brute avant modification	-	-	-
Gains ou pertes nets de la modification	-	-	-

Selon les principes établis dans la Note 1.2 « Principes et méthodes comptables », chapitre « Instruments financiers - Risque de crédit », les actifs restructurés dont le stade de dépréciation correspond à celui du Stage 2 (actifs sains) ou du Stage 3 (actifs dépréciés) peuvent faire l'objet d'un retour en Stage 1 (actifs sains). La valeur comptable des actifs modifiés concernés par ce reclassement au cours de la période est nulle au 31 décembre 2023.

### 3.1.4 Concentrations du risque de crédit

Les valeurs comptables et montants des engagements sont présentés nets de dépréciations et de provisions.

### Exposition au risque de crédit par catégories de risque de crédit

Les catégories de risques de crédit sont présentées par intervalles de probabilité de défaut. La correspondance entre les notations internes et les intervalles de probabilité de défaut est détaillée dans le chapitre « Risques et pilier 3 – Gestion du risque de crédit » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.

**Actifs financiers au coût amorti (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

		Au 31 décembre 2023				Au 31 décembre 2022			
		Valeur comptable				Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit								
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	9 053 092	131 528		9 184 620	9 104 847	60 890		9 165 737
	0,5% < PD ≤ 2%	1 358 288	656 828		2 015 116	1 598 256	371 154		1 969 410
	2% < PD ≤ 20%	380 677	1 201 099		1 581 776	421 094	1 125 134		1 546 228
	20% < PD < 100%		31 098		31 098		47 075		47 075
	PD = 100%			185 428	185 428			210 323	210 323
Total Clientèle de détail		10 792 057	2 020 553	185 428	12 998 038	11 124 197	1 604 253	210 323	12 938 773
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	3 628 341	20 898		3 649 239	3 448 456	32 434		3 480 890
	0,6% < PD < 12%	1 366 680	320 171		1 686 851	1 421 628	317 261		1 738 889
	12% ≤ PD < 100%		22 109		22 109		42 515		42 515
	PD = 100%			71 814	71 814			87 582	87 582
Total Hors clientèle de détail		4 995 021	363 178	71 814	5 430 013	4 870 084	392 210	87 582	5 349 876
Dépréciations		-17 268	-123 878	-135 438	-276 584	-19 879	-118 342	-168 541	-306 762
Total		15 769 810	2 259 853	121 804	18 151 467	15 974 402	1 878 121	129 364	17 981 887

**Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables**

		Au 31 décembre 2023				Au 31 décembre 2022			
		Valeur comptable				Valeur comptable			
		Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
		Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit								
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	-	-		-	-	-		-
	0,5% < PD ≤ 2%	-	-		-	-	-		-
	2% < PD ≤ 20%	-	-		-	-	-		-
	20% < PD < 100%		-		-		-		-
	PD = 100%			-	-			-	-
Total Clientèle de détail		-	-	-	-	-	-	-	-
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	3 378	-		3 378	3 351	-		3 351
	0,6% < PD < 12%	-	-		-	-	-		-
	12% ≤ PD < 100%		-		-		-		-
	PD = 100%			7	7			5	5
Total Hors clientèle de détail		3 378	-	7	3 385	3 351	-	5	3 356
Total		3 378	-	7	3 385	3 351	-	5	3 356

La valeur comptable de l'actif au bilan est définie comme étant la juste valeur.

**Engagements de financement (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

		Au 31 décembre 2023				Au 31 décembre 2022			
		Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit								
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	810 133	2 794		812 927	938 147	1 563		939 710
	0,5% < PD ≤ 2%	114 874	24 421		139 295	165 039	10 568		175 607
	2% < PD ≤ 20%	42 842	62 546		105 388	54 447	66 087		120 534
	20% < PD < 100%		1 629		1 629		2 518		2 518
	PD = 100%			6 091	6 091			7 299	7 299
Total Clientèle de détail		967 849	91 390	6 091	1 065 330	1 157 633	80 736	7 299	1 245 668
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	886 554	1 514		888 068	887 427	2 530		889 957
	0,6% < PD < 12%	234 948	15 169		250 117	301 534	55 818		357 352
	12% ≤ PD < 100%		927		927		2 786		2 786
	PD = 100%			2 277	2 277			2 923	2 923
Total Hors clientèle de détail		1 121 502	17 610	2 277	1 141 389	1 188 961	61 134	2 923	1 253 018
Provisions (1)		-2 440	-4 870	-5 243	-12 553	-2 878	-7 391	-4 250	-14 519
Total		2 086 912	104 131	3 125	2 194 168	2 343 716	134 479	5 972	2 484 167

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

**Engagements de garantie (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

		Au 31 décembre 2023				Au 31 décembre 2022			
		Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
		Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
		Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
(en milliers d'euros)	Catégories de risque de crédit								
Clientèle de détail	PD ≤ 0,5%	16 089	-		16 089	11 990	-		11 990
	0,5% < PD ≤ 2%	4 921	1 211		6 132	8 689	623		9 312
	2% < PD ≤ 20%	677	2 031		2 708	986	2 340		3 326
	20% < PD < 100%		4		4		137		137
	PD = 100%			358	358			285	285
Total Clientèle de détail		21 687	3 246	358	25 291	21 665	3 100	285	25 050
Hors clientèle de détail	PD ≤ 0,6%	290 274	-		290 274	291 723	300		292 023
	0,6% < PD < 12%	52 618	2 884		55 502	62 483	1 101		63 584
	12% ≤ PD < 100%		79		79		732		732
	PD = 100%			3 678	3 678			3 348	3 348
Total Hors clientèle de détail		342 892	2 963	3 678	349 533	354 206	2 133	3 348	359 687
Provisions (1)		-453	-522	-2 747	-3 722	-541	-582	-3 085	-4 208
TOTAL		364 126	5 687	1 289	371 102	375 330	4 651	548	380 529

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

**Concentrations du risque de crédit par agent économique****Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option par agent économique**

Au 31 décembre 2023, comme au 31 décembre 2022, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est ne détient aucun actif financier à la juste valeur par résultat sur option.

**Actifs financiers au coût amorti par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Au 31 décembre 2023						
	Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2			
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Administration générale	656 780	-399	2 781	-21	210	-	659 771
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	323 709	-133	-	-	-	-	323 709
Grandes entreprises	4 014 532	-8 401	360 397	-32 298	71 604	-23 825	4 446 533
Clientèle de détail	10 792 057	-8 335	2 020 553	-91 559	185 428	-111 613	12 998 038
<b>Total</b>	<b>15 787 078</b>	<b>-17 268</b>	<b>2 383 731</b>	<b>-123 878</b>	<b>257 242</b>	<b>-135 438</b>	<b>18 428 051</b>

	Au 31 décembre 2022						
	Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total brut
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2			
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Administration générale							
Banques centrales	735 996	-326	356	-20	354	-6	736 706
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	413 999	-103	-	-	-	-	413 999
Clientèle de détail	3 720 089	-9 414	391 854	-30 156	87 228	-35 141	4 199 171
<b>Total</b>	<b>11 124 197</b>	<b>-10 036</b>	<b>1 604 253</b>	<b>-88 166</b>	<b>210 323</b>	<b>-133 394</b>	<b>12 938 773</b>
	<b>15 994 281</b>	<b>-19 879</b>	<b>1 996 463</b>	<b>-118 342</b>	<b>297 905</b>	<b>-168 541</b>	<b>18 288 649</b>

**Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par agent économique**

	Au 31 décembre 2023						
	Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 3	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti - Stage 2			
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	3 378	-	-	-	7	-4	3 385
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>3 378</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>-4</b>	<b>3 385</b>



	Au 31 décembre 2022						
	Valeur comptable						
	Actifs sains				Actifs dépréciés (Stage 3)	Dépréciation des actifs au coût amorti – Stage 3	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Dépréciation des actifs au coût amorti – Stage 1	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Dépréciation des actifs au coût amorti – Stage 2			
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	3 351	-	-	-	5	-2 748	3 356
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>3 351</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>-2 748</b>	<b>3 356</b>

Pour rappel, les dépréciations au titre du risque de crédit sur actifs à la juste valeur par capitaux propres recyclables n'impactent pas la valeur comptable de l'actif au bilan. En effet, elles sont comptabilisées dans le résultat de la période en contrepartie des capitaux propres.

### **Dettes envers la clientèle par agent économique**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2023	31/12/2022
Administration générale	1 222	1 714
Grandes entreprises	2 527 982	2 875 885
Clientèle de détail	6 224 006	6 160 702
<b>Total Dettes envers la clientèle</b>	<b>8 753 210</b>	<b>9 038 301</b>

### **Engagements de financement par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Au 31 décembre 2023						
	Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 2) (1)			
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Administration générale	13 899	-10	-	-	-	-	13 899
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	1 107 603	-1 669	17 626	-1 465	2 277	-2 774	1 127 506
Clientèle de détail	967 850	-761	91 375	-3 405	6 091	-2 469	1 065 316
<b>Total</b>	<b>2 089 352</b>	<b>-2 440</b>	<b>109 001</b>	<b>-4 870</b>	<b>8 368</b>	<b>-5 243</b>	<b>2 206 721</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

	Au 31 décembre 2023						
	Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 2) (1)			
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Administration générale	13 899	-10	-	-	-	-	13 899
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	1 107 603	-1 669	17 626	-1 465	2 277	-2 774	1 127 506
Clientèle de détail	967 850	-761	91 375	-3 405	6 091	-2 469	1 065 316
<b>Total</b>	<b>2 089 352</b>	<b>-2 440</b>	<b>109 001</b>	<b>-4 870</b>	<b>8 368</b>	<b>-5 243</b>	<b>2 206 721</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

**Engagements de garantie par agent économique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Au 31 décembre 2023						
	Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 2) (1)			
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	12 149	-	-	-	-	-	12 149
Grandes entreprises	330 743	-387	2 963	-214	3 678	-2 568	337 384
Clientèle de détail	21 687	-66	3 246	-308	358	-179	25 291
<b>Total</b>	<b>364 579</b>	<b>-453</b>	<b>6 209</b>	<b>-522</b>	<b>4 036</b>	<b>-2 747</b>	<b>374 824</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

	Au 31 décembre 2022						
	Montant de l'engagement						
	Engagements sains				Engagements provisionnés (Stage 3)	Provisions sur engagements (Stage 3) (1)	Total brut
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 1) (1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)	Provisions sur engagements soumis à une ECL 12 Mois (Stage 2) (1)			
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	16 497	-	-	-	-	-	16 497
Grandes entreprises	337 709	-483	2 133	-248	3 348	-2 809	343 190
Clientèle de détail	21 665	-58	3 100	-334	285	-276	25 050
<b>Total</b>	<b>375 871</b>	<b>-541</b>	<b>5 233</b>	<b>-582</b>	<b>3 633</b>	<b>-3 085</b>	<b>384 737</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

**Concentrations du risque de crédit par zone géographique****Actifs financiers au coût amorti par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Au 31 décembre 2023				Au 31 décembre 2022			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DROM-COM)	15 329 756	2 374 946	257 204	17 970 449	15 647 562	1 991 020	297 855	17 936 437
Autres pays de l'Union européenne	388 505	6 004	2	394 511	290 098	2 602	2	292 702
Autres pays d'Europe	25 966	1 918	36	27 920	31 883	1 301	47	33 231
Amérique du Nord	21 610	4	-	21 614	4 028	106	1	4 135
Amériques centrale et du Sud	590	105	-	695	686	79	-	765
Afrique et Moyen-Orient	6 885	139	-	7 024	6 332	456	-	6 788
Asie et Océanie (hors Japon)	4 742	615	-	5 357	4 986	684	-	5 670
Japon	481	-	-	481	300	215	-	515
Organismes supra-nationaux	8 543	-	-	-	8 406	-	-	8 406
Dépréciations	-17 268	-123 878	-135 438	-276 584	-19 879	-118 342	-168 541	-306 762
<b>Total</b>	<b>15 769 810</b>	<b>2 259 853</b>	<b>121 804</b>	<b>18 151 467</b>	<b>15 974 402</b>	<b>1 878 121</b>	<b>129 364</b>	<b>17 981 887</b>

**Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables par zone géographique**

	Au 31 décembre 2023				Au 31 décembre 2022			
	Valeur comptable				Valeur comptable			
	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total	Actifs sains		Actifs dépréciés (Stage 3)	Total
	Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Actifs soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Actifs soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DROM-COM)	3 378	-	7	3 385	3 351	-	5	3 356
Autres pays de l'Union européenne	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays d'Europe	-	-	-	-	-	-	-	-
Amérique du Nord	-	-	-	-	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>3 378</b>	<b>-</b>	<b>7</b>	<b>3 385</b>	<b>3 351</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>3 356</b>

Pour rappel, les dépréciations au titre du risque de crédit sur actifs à la juste valeur par capitaux propres recyclables n'impactent pas la valeur comptable de l'actif au bilan. En effet, elles sont comptabilisées dans le résultat de la période en contrepartie des capitaux propres.

**Dettes envers la clientèle par zone géographique**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
France (y compris DROM-COM)	8 683 148	8 977 195
Autres pays de l'Union européenne	36 516	36 633
Autres pays d'Europe	17 908	9 319
Amérique du Nord	6 932	6 916
Amériques centrale et du Sud	1 353	552
Afrique et Moyen-Orient	4 291	4 036
Asie et Océanie (hors Japon)	2 963	3 522
Japon	99	128
Organismes supra-nationaux	-	-
<b>Total Dettes envers la clientèle</b>	<b>8 753 210</b>	<b>9 038 301</b>

**Engagements de financement par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Au 31 décembre 2023				Au 31 décembre 2022			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DROM-COM)	2 074 206	108 706	8 368	2 191 280	2 300 815	141 799	10 222	2 452 836
Autres pays de l'Union européenne	2 490	285	-	2 775	12 618	61	-	12 679
Autres pays d'Europe	5 493	5	-	5 498	9 890	7	-	9 897
Amérique du Nord	6 856	1	-	6 857	23 064	1	-	23 065
Amériques centrale et du Sud	2	-	-	2	1	-	-	1
Afrique et Moyen-Orient	254	4	-	258	53	1	-	54
Asie et Océanie (hors Japon)	50	-	-	50	153	1	-	154
Japon	1	-	-	1	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions (1)	-2 440	-4 870	-5 243	-12 553	-2 878	-7 391	-4 250	-14 519
<b>Total</b>	<b>2 086 912</b>	<b>104 131</b>	<b>3 125</b>	<b>2 194 168</b>	<b>2 343 716</b>	<b>134 479</b>	<b>5 972</b>	<b>2 484 167</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

**Engagements de garantie par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

	Au 31 décembre 2023				Au 31 décembre 2022			
	Montant de l'engagement				Montant de l'engagement			
	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total	Engagements sains		Engagements provisionnés (Stage 3)	Total
	Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)			Engagements soumis à une ECL 12 mois (Stage 1)	Engagements soumis à une ECL à maturité (Stage 2)		
<i>(en milliers d'euros)</i>								
France (y compris DROM-COM)	364 483	5 639	4 030	374 152	375 775	4 657	3 627	384 059
Autres pays de l'Union européenne	96	-	6	102	96	6	6	108
Autres pays d'Europe	-	570	-	570	-	570	-	570
Amérique du Nord	-	-	-	-	-	-	-	-
Amériques centrale et du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique et Moyen-Orient	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie et Océanie (hors Japon)	-	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-
Organismes supra-nationaux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions (1)	-453	-522	-2 747	-3 722	-541	-582	-3 085	-4 208
<b>Total</b>	<b>364 126</b>	<b>5 687</b>	<b>1 289</b>	<b>371 102</b>	<b>375 330</b>	<b>4 651</b>	<b>548</b>	<b>380 529</b>

(1) Les pertes attendues ou avérées relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

### 3.1.5. Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement

#### Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique

	Valeur comptable au 31 décembre 2023								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
<i>(en milliers d'euros)</i>									
<b>Titres de dettes</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Prêts et créances</b>	<b>153 032</b>	<b>1 795</b>	-	<b>70 112</b>	<b>9 588</b>	-	<b>9 280</b>	<b>3 160</b>	<b>31 340</b>
Administration générale	20 994	67	-	-	-	-	-	-	131
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	99 653	1 533	-	6 770	810	-	5 210	423	8 191
Clientèle de détail	32 385	195	-	63 342	8 778	-	4 070	2 737	23 018
<b>Total</b>	<b>153 032</b>	<b>1 795</b>	-	<b>70 112</b>	<b>9 588</b>	-	<b>9 280</b>	<b>3 160</b>	<b>31 340</b>

	Valeur comptable au 31 décembre 2022								
	Actifs sans augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale (Stage 1)			Actifs avec augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale mais non dépréciés (Stage 2)			Actifs dépréciés (Stage 3)		
	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours	≤ 30 jours	> 30 jours à ≤ 90 jours	> 90 jours
<i>(en milliers d'euros)</i>									
<b>Titres de dettes</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Administration générale	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Clientèle de détail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Prêts et créances</b>	<b>86 891</b>	<b>2 569</b>	-	<b>65 056</b>	<b>10 789</b>	-	<b>5 984</b>	<b>3 063</b>	<b>23 564</b>
Administration générale	32 099	131	-	-	-	-	-	-	241
Banques centrales	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etablissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Grandes entreprises	21 207	895	-	9 765	430	-	567	993	7 905
Clientèle de détail	33 585	1 543	-	55 291	10 359	-	5 417	2 070	15 418
<b>Total</b>	<b>86 891</b>	<b>2 569</b>	-	<b>65 056</b>	<b>10 789</b>	-	<b>5 984</b>	<b>3 063</b>	<b>23 564</b>

### 3.2 Expositions au risque souverain

Le périmètre des expositions souveraines recensées couvre les expositions à l'État, hors collectivités locales. Les créances fiscales sont exclues du recensement.

L'exposition aux dettes souveraines correspond à une exposition nette de dépréciation (valeur au bilan) présentée à la fois brute et nette de couverture.

Les expositions du Groupe Crédit Agricole du Nord Est au risque souverain sont les suivantes :

#### Activité bancaire

31/12/2023  (en milliers d'euros)	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	-	-	-	-
Brésil	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Egypte	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-
Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-
France	-	-	-	59 028	59 028	-	59 028
Hong Kong	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taiwan	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays souverains	-	-	-	8 596	8 596	-	8 596
<b>Total</b>	-	-	-	<b>67 624</b>	<b>67 624</b>	-	<b>67 624</b>

31/12/2022	Expositions nettes de dépréciations						
	Actifs financiers à la juste valeur par résultat		Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	Actifs financiers au coût amorti	Total activité banque brut de couvertures	Couvertures	Total activité banque net de couvertures
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat					
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Arabie Saoudite	-	-	-	-	-	-	-
Argentine							
Belgique	-	-	-	-	-	-	-
Brésil	-	-	-	-	-	-	-
Chine	-	-	-	-	-	-	-
Egypte	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-
Etats-Unis	-	-	-	-	-	-	-
France	-	-	-	58 893	58 893	-	58 893
Hong Kong	-	-	-	-	-	-	-
Israël	-	-	-	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-
Russie	-	-	-	-	-	-	-
Taiwan	-	-	-	-	-	-	-
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	-	-	-	-	-	-	-
Autres pays souverains	-	-	-	8 418	8 418	-	8 418
<b>Total</b>	-	-	-	<b>67 311</b>	<b>67 311</b>	-	<b>67 311</b>

### **Activité assurance**

Pour l'activité assurance, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est n'est pas exposé au risque souverain au 31 décembre 2023.

### **3.3 Risque de marché**

(Cf. Rapport de gestion)

#### ***Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle***

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

**Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif**

(en milliers d'euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	15 024	78 522	7 243	100 789
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	15 024	78 522	7 243	100 789
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	15 024	78 522	7 243	100 789

(en milliers d'euros)	31/12/2022			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	4 098	136 193	39 034	179 325
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	4 098	136 193	39 034	179 325
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif	4 098	136 193	39 034	179 325

**Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif**

(en milliers d'euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	10	40 722	124 613	165 345
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	10	40 722	124 613	165 345
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	10	40 722	124 613	165 345

(en milliers d'euros)	31/12/2022			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	2 804	41 653	149 210	193 667
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	2 804	41 653	149 210	193 667
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif	2 804	41 653	149 210	193 667



**Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif**

(en milliers d'euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	991	1 535	6 534	9 060
Instruments de devises et or	-	-	-	-
Autres instruments	7	188	-	195
Sous-total	998	1 723	6 534	9 255
Opérations de change à terme	32	-	-	32
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	1 030	1 723	6 534	9 287

(en milliers d'euros)	31/12/2022			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	1 873	10 508	12 381
Instruments de devises et or	12	-	-	12
Autres instruments	-	214	-	214
Sous-total	12	2 087	10 508	12 607
Opérations de change à terme	87	-	-	87
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif	99	2 087	10 508	12 694

**Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif**

(en milliers d'euros)	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	26	6 571	6 597
Instruments de devises et or	-	-	-	-
Autres instruments	63	-	-	63
Sous-total	63	26	6 571	6 660
Opérations de change à terme	25	-	-	25
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	88	26	6 571	6 685

(en milliers d'euros)	31/12/2022			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total en valeur de marché
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
Instruments de taux d'intérêt	-	-	10 558	10 558
Instruments de devises et or	12	-	-	12
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	12	-	10 558	10 570
Opérations de change à terme	78	-	-	78
Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif	90	-	10 558	10 648

**Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements**

	31/12/2023	31/12/2022
(en milliers d'euros)	Total encours notionnel	Total encours notionnel
Instruments de taux d'intérêt	5 019 955	4 623 295
Instruments de devises et or	-	1 900
Autres instruments	1 871	1 871
Sous-total	5 021 826	4 627 066
Opérations de change à terme	9 320	11 471
Total Notionnels	5 031 146	4 638 537

**Risque de change**

(Cf. Rapport de gestion)

**3.4 Risque de liquidité et de financement**

(Cf. Rapport de gestion)

**Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle**

	31/12/2023					
(en milliers d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 786 418	8 852	2 188 947	23 221	1 214	4 008 652
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	1 195 609	2 135 638	6 944 408	7 516 584	55 135	17 847 374
Total	2 982 027	2 144 490	9 133 355	7 539 805	56 349	21 856 026
Dépréciations						-275 945
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						21 580 081

	31/12/2022					
(en milliers d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	2 203 966	342 898	2 699 846	41 842	818	5 289 370
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location-financement)	1 183 248	2 310 945	6 598 151	7 456 914	79 441	17 628 699
Total	3 387 214	2 653 843	9 297 997	7 498 756	80 259	22 918 069
Dépréciations						-306 232
Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle						22 611 837

**Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle**

	31/12/2023					
(en milliers d'euros)	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	1 565 596	1 987 535	5 092 688	2 758 820	-	11 404 639
Dettes envers la clientèle	6 011 071	74 549	1 921 456	746 134	-	8 753 210
Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle	7 576 667	2 062 084	7 014 144	3 504 954	-	20 157 849

	31/12/2022					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	753 084	3 083 909	5 713 386	2 205 180	-	11 755 559
Dettes envers la clientèle	6 653 182	151 560	1 799 510	433 658	391	9 038 301
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	<b>7 406 266</b>	<b>3 235 469</b>	<b>7 512 896</b>	<b>2 638 838</b>	<b>391</b>	<b>20 793 860</b>

### Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
<b>Dettes représentées par un titre</b>						
Bons de caisse	235	337	3 455	-	-	4 027
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	46 223	273 764	1 350	-	-	321 337
Emprunts obligataires	347	-	-	40 772	-	41 119
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>46 805</b>	<b>274 101</b>	<b>4 805</b>	<b>40 772</b>	<b>-</b>	<b>366 483</b>
<b>Dettes subordonnées</b>						
Dettes subordonnées à durée déterminée	600	-	-	200 000	-	200 600
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes subordonnées</b>	<b>600</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>200 000</b>	<b>-</b>	<b>200 600</b>

	31/12/2022					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
<b>Dettes représentées par un titre</b>						
Bons de caisse	81	320	4 974	-	-	5 375
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-	-	-
Titres de créances négociables	221 375	496 730	900	-	-	719 005
Emprunts obligataires	260	-	-	63 940	-	64 200
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>221 716</b>	<b>497 050</b>	<b>5 874</b>	<b>63 940</b>	<b>-</b>	<b>788 580</b>
<b>Dettes subordonnées</b>						
Dettes subordonnées à durée déterminée	352	-	-	200 000	-	200 352
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-	-	-	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-	-	-	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-	-	-	-	-
<b>Total Dettes subordonnées</b>	<b>352</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>200 000</b>	<b>-</b>	<b>200 352</b>

### Garanties financières en risque données par maturité attendue

Au 31 décembre 2023, le Groupe Crédit Agricole du Nord n'a pas donné de garantie financière en risque, ayant fait l'objet de provisions ou étant sous surveillance.

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la Note 3.3 « Risque de marché ».

### 3.5 Comptabilité de couverture

(cf. Note 3.3 « Risque de marché » et Chapitre « Gestion des risques – Gestion du bilan » du Document d'enregistrement universel de Crédit Agricole S.A.)

#### **Couverture de juste valeur**

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variable.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

#### **Couverture de flux de trésorerie**

Les couvertures de flux de trésorerie modifient notamment le risque inhérent à la variabilité des flux de trésorerie liés à des instruments portant intérêt à taux variable.

Les couvertures de flux de trésorerie comprennent notamment les couvertures de prêts et de dépôts à taux variable.

#### **Couverture d'un investissement net en devise**

Les couvertures des investissements nets en devises modifient le risque inhérent aux fluctuations des taux de change liées aux participations dans les filiales en devises étrangères.

#### **Instruments dérivés de couverture**

(en milliers d'euros)	31/12/2023			31/12/2022		
	Valeur de marché		Montant notionnel	Valeur de marché		Montant notionnel
	Positive	Négative		Positive	Négative	
<b>Couverture de juste valeur</b>	100 789	165 345	4 691 289	179 325	193 667	4 471 675
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	-	-	-	-	-	-
<b>Total Instruments dérivés de couverture</b>	100 789	165 345	4 691 289	179 325	193 667	4 471 675

Le Groupe applique, conformément à nos principes et méthodes comptables pour la couverture de juste valeur d'un portefeuille d'éléments de taux d'intérêt, d'un portefeuille d'actifs ou de passifs financiers, la norme IAS 39 tel qu'adoptée par l'Union européenne (version carve-out). Les dispositions de la norme permettent notamment d'inclure les dépôts à vue faiblement ou non rémunérés dans cette relation de couverture.

Le Groupe Crédit Agricole a recours à des swaps de macro-couverture de juste valeur pour couvrir le risque inflation des livrets d'épargne (réglementés et non réglementés).

Le contexte actuel de taux d'intérêts et d'inflation a conduit le Gouvernement à figer, par arrêté ministériel publié le 29 juillet 2023, le taux de rémunération du Livret A à 3 % pour la période du 1<sup>er</sup> août 2023 au 31 janvier 2025, rendant la rémunération de ces produits d'épargne insensible en termes de rémunération aux variations de l'inflation et des taux d'intérêt sur cette période.

Dans ce contexte, les relations de couverture comptable par des swaps ont fait l'objet d'une déqualification comptable concernant notamment les positions courtes. A compter de la date d'application de cet arrêté ministériel, les dérivés de couverture non résiliés ont fait l'objet d'un reclassement en dérivés détenus à des fins de transaction dans la mesure où la relation de couverture a cessé.

Conformément à IAS 39.92, le stock d'écarts de réévaluation de la portion couverte du portefeuille fait l'objet d'un étalement sur la durée résiduelle de la portion couverte initialement.

Au 31 cours du 3<sup>ème</sup> trimestre 2023, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a procédé à une déqualification en « trading » de 6 swaps de macro-couverture pour 190 000 milliers d'euros de nominal pour une valorisation de 1 453 milliers d'euros (à étaler jusqu'à l'échéance). L'impact au compte de résultat de cette déqualification s'élève à un produit de 681 milliers d'euros.

### **Opérations sur instruments dérivés de couverture : analyse par durée résiduelle (notionnels)**

La ventilation des notionnels des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

	31/12/2023			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	589 045	2 584 075	1 518 169	4 691 289
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	589 045	2 584 075	1 518 169	4 691 289
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	589 045	2 584 075	1 518 169	4 691 289

	31/12/2022			
	Opérations sur marchés organisés et de gré à gré			Total notionnel
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Instruments de taux d'intérêt	503 615	2 564 458	1 403 602	4 471 675
Instruments de devises	-	-	-	-
Autres instruments	-	-	-	-
Sous-total	503 615	2 564 458	1 403 602	4 471 675
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Total Notionnel des instruments dérivés de couverture	503 615	2 564 458	1 403 602	4 471 675

La Note 3.3 « Risque de marché - Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle » présente la ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés de couverture par maturité contractuelle résiduelle.

## ➤ Couverture de juste valeur

### Instruments dérivés de couverture

	31/12/2023				31/12/2022			
	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel	Valeur comptable		Variations de la juste valeur sur la période (y compris cessation de couverture au cours de la période)	Montant notionnel
	Actif	Passif			Actif	Passif		
(en milliers d'euros)								
Couverture de juste valeur								
Marchés organisés et de gré à gré	2 516	8 599	-5 684	206 289	4 521	6 120	36 393	216 675
Taux d'intérêt	2 516	8 599	-5 684	206 289	4 521	6 120	36 393	216 675
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des micro-couvertures de juste valeur	2 516	8 599	-5 684	206 289	4 521	6 120	36 393	216 675
Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers	98 273	156 746	-43 652	4 485 000	174 804	187 547	-59 064	4 255 000
Total couverture de juste valeur	100 789	165 345	-49 336	4 691 289	179 325	193 667	-22 671	4 471 675

Les variations de juste valeur des dérivés de couverture sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

### Eléments couverts

Micro-couvertures	31/12/2023				31/12/2022			
	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)	Couvertures existantes		Couvertures ayant cessé	Réévaluations de juste valeur sur la période liées à la couverture (y compris cessations de couvertures au cours de la période)
	Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler		Valeur comptable	Dont cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler	
(en milliers d'euros)								
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-		-	-	-		
Taux d'intérêt	-	-		-	-	-		
Change	-	-		-	-	-		
Autres	-	-		-	-	-		
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	215 495	9 206	-	5 670	221 786	5 111	-	-36 211
Taux d'intérêt	215 495	9 206	-	5 670	221 786	5 111	-	-36 211
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments d'actif	215 495	9 206	-	5 670	221 786	5 111	-	-36 211
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-
Taux d'intérêt	-	-	-	-	-	-	-	-
Change	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la couverture de juste valeur sur les éléments de passif	-	-	-	-	-	-	-	-

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste du bilan auquel elle se rattache. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers micro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

Macro-couvertures	31/12/2023		31/12/2022	
	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé	Valeur comptable	Cumul des réévaluations de juste valeur liées à la couverture restant à étaler sur couvertures ayant cessé
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-		-	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	2 992 583	3 974	2 485 870	5 596
<b>Total - Actifs</b>	<b>2 992 583</b>	<b>3 974</b>	<b>2 485 870</b>	<b>5 596</b>
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	1 333 766	22 719	1 444 091	26 290
<b>Total - Passifs</b>	<b>1 333 766</b>	<b>22 719</b>	<b>1 444 091</b>	<b>26 290</b>

La juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur est comptabilisée dans le poste « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » au bilan. Les variations de juste valeur des portions couvertes des instruments financiers macro-couverts en juste valeur sont comptabilisées au sein du poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » au compte de résultat.

### Résultat de la comptabilité de couverture

	31/12/2023			31/12/2022		
	Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)			Résultat net (Résultat de la comptabilité de couverture)		
	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture	Variation de juste valeur sur les instruments de couverture (y compris cessations de couverture)	Variation de juste valeur sur les éléments couverts (y compris cessations de couverture)	Part de l'inefficacité de la couverture
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Taux d'intérêt	-49 336	49 444	108	-22 671	21 995	-676
Change	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>-49 336</b>	<b>49 444</b>	<b>108</b>	<b>-22 671</b>	<b>21 995</b>	<b>-676</b>

## ➤ Couverture de flux de trésorerie et d'investissements nets à l'étranger

### Instruments dérivés de couverture

Au 31 décembre 2023, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est ne dispose pas de couverture de flux de trésorerie ni d'investissement net dans une activité à l'étranger.

## 3.6 Risques opérationnels

(cf. Rapport de gestion)

## 3.7 Gestion du capital et ratios réglementaires

La Direction Finances de Crédit Agricole S.A. a pour objectif de sécuriser l'adéquation entre les besoins générés par l'activité globale du Groupe et ses ressources financières en liquidité et en capital. Elle a la responsabilité du pilotage des ratios prudentiels et réglementaires (solvabilité, liquidité, levier, résolution) du Groupe Crédit

Agricole et de Crédit Agricole S.A. A ce titre, elle définit les principes et assure la cohérence de la gestion financière du Groupe.

**Les informations sur la gestion du capital et le respect des ratios réglementaires requises par IAS 1 sont présentées dans le chapitre « Risques et Pilier 3 ».**

Le pilotage des risques bancaires au sein du Groupe est assuré par la Direction des Risques et contrôles permanents Groupe (DRG). Cette Direction est rattachée au Directeur général délégué en charge du Pilotage et du Contrôle de Crédit Agricole S.A. et a pour mission d'assurer la maîtrise et le contrôle permanent des risques de crédit, financiers et opérationnels.

La description de ces dispositifs ainsi que les informations narratives figurent dans le rapport de gestion, chapitre « Gestion des risques », comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilations comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.

## 4 **Notes relatives au résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres**

### 4.1 Produits et charges d'intérêts

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
Sur les actifs financiers au coût amorti	577 364	366 123
Opérations avec les établissements de crédit	30 717	3 971
Opérations internes au Crédit Agricole	157 954	49 193
Opérations avec la clientèle	381 972	308 950
Opérations de location-financement	-	-
Titres de dettes	6 721	4 009
Sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	395	621
Opérations avec les établissements de crédit	-	-
Opérations avec la clientèle	-	-
Titres de dettes	395	621
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	109 951	33 831
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
<b>Produits d'intérêts (1) (2)</b>	<b>687 710</b>	<b>400 575</b>
Sur les passifs financiers au coût amorti	-471 394	-168 028
Opérations avec les établissements de crédit	-17 657	-2 495
Opérations internes au Crédit Agricole	-344 719	-121 617
Opérations avec la clientèle	-82 586	-38 923
Opérations de location-financement	-	-
Dettes représentées par un titre	-17 628	-2 590
Dettes subordonnées	-8 804	-2 403
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-85 850	-29 434
Autres intérêts et charges assimilées	-59	-37
<b>Charges d'intérêts</b>	<b>-557 303</b>	<b>-197 499</b>

(1) Dont 7 285 milliers d'euros sur créances dépréciées (Stage 3) au 31 décembre 2023 contre 5 250 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

(2) Dont 76 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2023 contre 96 milliers d'euros au 31 décembre 2022. Les bonifications de l'Etat concernent les prêts effectués auprès de la clientèle.



Les montants d'intérêts négatifs enregistrés en produits d'intérêts pour les passifs financiers et charges d'intérêts pour les actifs financiers sont non significatifs au 31 décembre 2023.

Les produits d'intérêts incluent les effets de la catch-up résultant de la prorogation des PGE pour un montant de 15 milliers d'euros en 2023 (contre 45 milliers d'euros en 2022).

## 4.2 Produits et charges de commissions

(en milliers d'euros)	31/12/2023			31/12/2022		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	933	-44	889	1 470	-59	1 411
Sur opérations internes au Crédit Agricole	26 579	-29 002	-2 423	17 850	-31 787	-13 937
Sur opérations avec la clientèle	5 774	-674	5 100	6 692	-865	5 827
Sur opérations sur titres	-	-	-	-	-	-
Sur opérations de change	313	-	313	297	-	297
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan	10	-	10	10	-	10
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	203 894	-16 725	187 169	201 716	-15 537	186 179
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	4 076	-95	3 981	4 360	-110	4 250
<b>Total Produits et charges de commissions</b>	<b>241 579</b>	<b>-46 540</b>	<b>195 039</b>	<b>232 395</b>	<b>-48 358</b>	<b>184 037</b>

Les produits de commissions sont portés majoritairement par l'activité « banque de proximité en France ».

## 4.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Dividendes reçus	1 327	2 062
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif détenus à des fins de transaction	-453	2 583
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	25 891	13 652
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur instruments de dette ne remplissant pas les critères SPPI	4 507	7 864
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Gains ou pertes nets sur actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Plus ou moins-values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	823	826
Résultat de la comptabilité de couverture	108	-676
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>32 203</b>	<b>26 311</b>

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

(en milliers d'euros)	31/12/2023			31/12/2022		
	Profits	Pertes	Net	Profits	Pertes	Net
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>18 175</b>	<b>-18 190</b>	<b>-15</b>	<b>48 540</b>	<b>-48 358</b>	<b>182</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	9 123	-3 453	5 670	5 870	-42 081	-36 211
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couverture)	9 052	-14 737	-5 685	42 670	-6 277	36 393
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Couverture de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	<b>612 378</b>	<b>-612 255</b>	<b>123</b>	<b>473 491</b>	<b>-474 349</b>	<b>-858</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	328 189	-284 415	43 774	266 235	-208 029	58 206
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	284 189	-327 840	-43 651	207 256	-266 320	-59 064
<b>Couverture de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>	-	-	-	-	-	-
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	-	-	-	-	-	-
<b>Total Résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>630 553</b>	<b>-630 445</b>	<b>108</b>	<b>522 031</b>	<b>-522 707</b>	<b>-676</b>

Le détail du résultat de la comptabilité de couverture par type de relation (couverture de juste valeur, couverture de flux de trésorerie, etc.) est présenté dans la Note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

#### 4.4 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	76 640	67 679
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>76 640</b>	<b>67 679</b>

#### 4.5 Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti

Au 31 décembre 2023, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est n'a procédé à aucune cession d'actifs financiers au coût amorti.

#### 4.6 Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat

Au 31 décembre 2023, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est n'a procédé à aucun reclassement d'actifs financiers vers la juste valeur par résultat.

#### 4.7 Produits (charges) nets des autres activités

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation	-	-
Produits nets des immeubles de placement	4 289	3 754
Autres produits (charges) nets	1 758	3 458
<b>Produits (charges) des autres activités</b>	<b>6 047</b>	<b>7 212</b>

#### 4.8 Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Charges de personnel	-165 890	-158 483
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	-8 099	-11 584
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-92 353	-95 094
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>-266 342</b>	<b>-265 161</b>

(1) Dont 2 227 milliers d'euros comptabilisés au titre du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2023 contre 3 722 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

La réforme des retraites en France adoptée à travers la Loi 2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 (publiée au Journal Officiel du 15 avril 2023) et les décrets d'application 2023-435 et 2023-436 du 3 juin 2023 (publiés au Journal Officiel du 4 juin 2023) ont été pris en compte dans les états financiers annuels 2023. L'impact de cette réforme est considéré comme une modification de régime et est comptabilisé en coût des services passés, en charges générales d'exploitation.

Au 31 décembre 2023, l'impact de cette réforme est un produit de 716 milliers d'euros.

#### Honoraires des commissaires aux comptes

La répartition par cabinet et par type de mission des honoraires des commissaires aux comptes des sociétés du Groupe Crédit Agricole du Nord Est intégrées globalement est la suivante au titre de 2023 :

Collège des commissaires aux comptes du Groupe Crédit Agricole du Nord Est

(en milliers d'euros hors taxes)	KPMG AUDIT FS I		PRICEWATERHOUSECOO PERS AUDIT		Total 2023
	2023	2022	2023	2022	
<b>Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés</b>	<b>133</b>	<b>129</b>	<b>88</b>	<b>85</b>	<b>221</b>
Emetteur	88	85	88	85	176
Filiales intégrées globalement	45	44	-	-	45
<b>Services autres que la certification des comptes</b>	<b>20</b>	<b>14</b>	<b>10</b>	<b>4</b>	<b>30</b>
Emetteur	20	14	10	4	30
Filiales intégrées globalement	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>153</b>	<b>143</b>	<b>98</b>	<b>89</b>	<b>251</b>

Le montant total des honoraires de KPMG Audit FS I, commissaire aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 153 milliers d'euros, dont 133 milliers d'euros au titre de la mission de certification des comptes de la Caisse régionale de

Crédit Agricole Mutuel du Nord Est et ses filiales, et 20 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, consultations, etc.).

Le montant total des honoraires de PricewaterhouseCoopers Audit, commissaire aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est, figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 98 milliers d'euros, dont 88 milliers d'euros au titre la mission de certification des comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est, et 10 milliers d'euros au titre de services autres que la certification des comptes (lettres de confort, procédures convenues, attestations, revue de conformité de déclarations fiscales, consultations, etc.).

#### 4.9 Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>-13 590</b>	<b>-13 535</b>
Immobilisations corporelles (1)	-13 590	-13 513
Immobilisations incorporelles	-	-22
<b>Dotations (reprises) aux dépréciations</b>	<b>35</b>	<b>887</b>
Immobilisations corporelles	35	887
Immobilisations incorporelles	-	-
<b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>-13 555</b>	<b>-12 648</b>

(1) Dont 1 526 milliers d'euros comptabilisés au titre de l'amortissement du droit d'utilisation (IFRS 16) au 31 décembre 2023.

## 4.10 Coût du risque

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan sains (Stage 1 et Stage 2) (A)</b>	<b>181</b>	<b>-20 427</b>
<b>Stage 1 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir</b>	<b>3 136</b>	<b>-3 551</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	2 611	-3 013
Engagements par signature	525	-538
<b>Stage 2 : Pertes évaluées au montant des pertes de crédit attendues pour la durée de vie</b>	<b>-2 955</b>	<b>-16 876</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	-
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-5 537	-15 510
Engagements par signature	2 582	-1 366
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations sur actifs et provisions sur engagements hors bilan dépréciés (Stage 3) (B)</b>	<b>8 801</b>	<b>-6 452</b>
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	2 533	-138
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	6 923	-5 842
Engagements par signature	-655	-472
<b>Autres actifs (C)</b>	<b>4</b>	<b>-11</b>
<b>Risques et charges (D)</b>	<b>631</b>	<b>-186</b>
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions (E)= (A)+ (B)+ (C)+ (D)</b>	<b>9 617</b>	<b>-27 076</b>
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés	-2 532	-
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-1 783	-746
Récupérations sur prêts et créances	1 676	1 393
comptabilisés au coût amorti	1 676	1 393
comptabilisés en capitaux propres recyclables	-	-
Décotes sur crédits restructurés	-192	-274
Pertes sur engagements par signature	-98	-19
Autres pertes	-996	-944
Autres produits	-	-
<b>Coût du risque</b>	<b>5 692</b>	<b>-27 666</b>

Au 31 décembre 2023, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est contribue majoritairement au coût du risque consolidé.

Le coût du risque crédit sur les encours en défaut (Stage 3) est de 7 millions d'euros (produit) au 31 décembre 2023. Il est réparti de manière diffuse sur l'ensemble des segments de marchés.

Le coût du risque crédit des encours sains et dégradés (Stages 1 et 2) est globalement nul en 2023.

Sur les encours de crédits sains, l'année 2023 a été marquée par une révision du scénario macro-économique Groupe (« forward looking central ») pour tenir compte du contexte macro-économique global avec la hausse des taux et la guerre Ukraine-Russie. Une prise en compte anticipée d'une révision à venir des modèles relatifs à la prise en compte de l'inflation a également été intégrée. L'impact de ces évolutions, et de l'évolution du portefeuille, est une baisse limitée des provisions de « forward looking central » d'environ 2 millions d'euros.

En complément, dans le cadre du « forward looking local » (complément au « forward looking central »), la dotation globale de 2 millions d'euros en 2023 se concentre notamment sur le segment des Professionnels (dotation de 9 millions d'euros en grande partie liée à un élargissement du périmètre des encours stressés) et sur le segment des Agris-Vitis (reprise de 6 millions d'euros liée à l'évolution globale du portefeuille).

#### 4.11 Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2023	31/12/2022
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>94</b>	<b>-599</b>
Plus-values de cession	114	226
Moins-values de cession	-20	-825
<b>Résultat de cession sur participations consolidées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Plus-values de cession	-	-
Moins-values de cession	-	-
<b>Produits (charges) nets sur opérations de regroupement</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>94</b>	<b>-599</b>

#### 4.12 Impôts

##### *Charge d'impôt*

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2023	31/12/2022
Charge d'impôt courant	-29 371	-26 306
Produit (Charge) d'impôt différé	9 430	1 440
<b>Total Charge d'impôt</b>	<b>-19 941</b>	<b>-24 866</b>

##### *Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté*

Au 31 décembre 2023

<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	166 225	25,83 %	-42 936
Effet des différences permanentes			-689
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			-
Effet de l'imposition à taux réduit			6 361
Changement de taux			-
Effet des autres éléments			17 323
<b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>		<b>12,00 %</b>	<b>-19 941</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2023.

Au 31 décembre 2023, le montant d'impôt différé sur les gains et pertes comptabilisé directement en capitaux propres s'élève à 4 698 milliers d'euros (minoration des capitaux propres).

Au 31 décembre 2022

<i>(en milliers d'euros)</i>	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisition, activités abandonnées et résultats des entreprises mises en équivalence	182 241	25,83 %	-47 073
Effet des différences permanentes			-5 546
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères			-
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires			76
Effet de l'imposition à taux réduit			3 750
Changement de taux			-
Effet des autres éléments			23 927
<b>Taux et charge effectifs d'impôt</b>		<b>13,64 %</b>	<b>-24 866</b>

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2022.

Au 31 décembre 2022, le montant d'impôt différé sur les gains et pertes comptabilisé directement en capitaux propres s'élève à 5 425 milliers d'euros (majoration des capitaux propres).

## 4.13 Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période :

### Détail des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>		
<b>Gains et pertes sur écarts de conversion</b>	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
<b>Gains et pertes sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables</b>	<b>0</b>	<b>1 411</b>
Ecart de réévaluation de la période	-	1 411
Transferts en résultat	2 532	-
Autres variations	-2 532	-
<b>Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture</b>	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en résultat	-	-
Autres variations	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres recyclables	-	-
Produits financiers ou charges financières de réassurance ventilés en capitaux propres	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	-	-
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>0</b>	<b>-472</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables sur activités abandonnées</b>	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres recyclables</b>	<b>0</b>	<b>939</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>		
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	-4 822	3 835
<b>Gains et pertes sur passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit propre</b>	-	-
Ecart de réévaluation de la période	-	-
Transferts en réserves	-	-
Autres variations	-	-
<b>Gains et pertes sur instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables</b>	<b>193 249</b>	<b>-220 061</b>
Ecart de réévaluation de la période	193 250	-218 295
Transferts en réserves	-1	-1 766
Autres variations	-	-
Produits financiers ou charges financières d'assurance ventilés en capitaux propres non recyclables	-	-
<b>Gains et pertes avant impôt comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	-	-
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables hors entreprises mises en équivalence</b>	<b>-4 698</b>	<b>5 897</b>
<b>Impôts sur les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables des entreprises mises en équivalence</b>	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables sur activités abandonnées</b>	-	-
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables</b>	<b>183 729</b>	<b>-210 329</b>
<b>Gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>183 729</b>	<b>-209 390</b>
Dont part du Groupe	183 729	-209 390
Dont participations ne donnant pas le contrôle	-	-



## 5 Informations sectorielles

### Définition des secteurs opérationnels

En application d'IFRS 8, les informations présentées sont fondées sur le reporting interne utilisé par la Direction générale pour le pilotage de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est, l'évaluation des performances et l'affectation des ressources aux secteurs opérationnels identifiés.

Le secteur opérationnel, présenté dans le reporting interne correspondant au métier de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est et conforme à la nomenclature en usage au sein de Crédit Agricole S.A., est celui de la « banque de proximité en France ». La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est est donc considérée comme étant « mono métier ».

## 6 Notes relatives au bilan

### 6.1 Caisse, banques centrales

(en milliers d'euros)	31/12/2023		31/12/2022	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	80 678	-	81 594	-
Banques centrales	1 801	-	2 894	-
Valeur au bilan	82 479	-	84 488	-

### 6.2 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

#### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	9 287	12 694
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	371 763	314 919
Instruments de capitaux propres	181 187	146 922
Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI (1)	190 576	167 997
Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	-	-
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>381 050</b>	<b>327 613</b>
Dont Titres prêtés	-	-

(1) Dont 157 026 milliers d'euros d'OPCVM au 31 décembre 2023 contre 134 242 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

#### Passifs financiers à la juste valeur par résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	6 685	10 648
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>6 685</b>	<b>10 648</b>

Une information détaillée sur les instruments dérivés de transaction est fournie dans la Note 3.3 relative au risque de marché, notamment sur taux d'intérêt.

### ***Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option***

Au 31 décembre 2023, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est ne détient aucun passif financier à la juste valeur par résultat sur option.

## **6.3 Instruments dérivés de couverture**

L'information détaillée est fournie à la Note 3.5 « Comptabilité de couverture ».

## **6.4 Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres**

	31/12/2023			31/12/2022		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	3 385	-	-155	3 356	-	-155
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	2 161 183	635 977	-12 836	1 926 747	444 187	-14 296
<b>Total</b>	<b>2 164 568</b>	<b>635 977</b>	<b>-12 991</b>	<b>1 930 103</b>	<b>444 187</b>	<b>-14 451</b>

### ***Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables***

	31/12/2023			31/12/2022		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	3 385	-	-155	3 356	-	-155
<b>Total des titres de dettes</b>	<b>3 385</b>	<b>-</b>	<b>-155</b>	<b>3 356</b>	<b>-</b>	<b>-155</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-	-	-	-	-	-
<b>Total des prêts et créances</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables</b>	<b>3 385</b>	<b>-</b>	<b>-155</b>	<b>3 356</b>	<b>-</b>	<b>-155</b>
Impôts sur les bénéfices		-	-		-	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables (nets d'impôt)</b>		<b>-</b>	<b>-155</b>		<b>-</b>	<b>-155</b>

***Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables*****Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres non recyclables**

	31/12/2023			31/12/2022		
	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au bilan	Gains latents	Pertes latentes
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Actions et autres titres à revenu variable	10 896	-	-	9 739	-	-
Titres de participation non consolidés	2 150 287	635 977	-12 836	1 917 008	444 187	-14 296
<b>Total Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables</b>	<b>2 161 183</b>	<b>635 977</b>	<b>-12 836</b>	<b>1 926 747</b>	<b>444 187</b>	<b>-14 296</b>
Impôts sur les bénéfices		-18 318	-		-12 374	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)</b>		<b>617 659</b>	<b>-12 836</b>		<b>431 813</b>	<b>-14 296</b>

**Instruments de capitaux propres ayant été décomptabilisés au cours de la période**

	31/12/2023			31/12/2022		
	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés <sup>(1)</sup>	Pertes cumulées réalisées <sup>(1)</sup>	Juste Valeur à la date de décomptabilisation	Gains cumulés réalisés <sup>(1)</sup>	Pertes cumulées réalisées <sup>(1)</sup>
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	1	1	-	5 871	1 766	-
<b>Total Placements dans des instruments de capitaux propres</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>-</b>	<b>5 871</b>	<b>1 766</b>	<b>-</b>
Impôts sur les bénéfices		-	-		-	-
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (nets d'impôt)</b>		<b>1</b>	<b>-</b>		<b>1 766</b>	<b>-</b>

(1) Les profits et pertes réalisés sont transférés en réserves consolidées au moment de la décomptabilisation de l'instrument concerné.

Au cours de l'exercice, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est a procédé à une décomptabilisation non significative d'instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables par le biais de sa filiale Nord Est Aménagement Promotion.

**6.5 Actifs financiers au coût amorti**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2023	31/12/2022
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 008 651	5 289 370
Prêts et créances sur la clientèle	17 571 430	17 322 467
Titres de dettes	371 538	359 486
<b>Valeur au bilan</b>	<b>21 951 619</b>	<b>22 971 323</b>

**Prêts et créances sur les établissements de crédit**

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et prêts	157 176	239 260
<i>dont comptes ordinaires débiteurs non douteux (1)</i>	157 141	239 166
<i>dont comptes et prêts au jour le jour non douteux</i>	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	50 454	59 805
Prêts subordonnés	870	870
Autres prêts et créances	-	-
<b>Valeur brute</b>	<b>208 500</b>	<b>299 935</b>
Dépréciations	-1	-1
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit</b>	<b>208 499</b>	<b>299 934</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires	1 140 170	1 921 052
Titres reçus en pension livrée	-	-
Comptes et avances à terme	2 659 982	3 068 384
Prêts subordonnés	-	-
<b>Total Prêts et créances internes au Crédit Agricole</b>	<b>3 800 152</b>	<b>4 989 436</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>4 008 651</b>	<b>5 289 370</b>

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique « Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit » du tableau des flux de trésorerie.

**Prêts et créances sur la clientèle**

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
<b>Opérations avec la clientèle</b>		
Créances commerciales	1 363	1 090
Autres concours à la clientèle	17 712 866	17 461 665
Valeurs reçues en pension	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-
Prêts subordonnés	11 754	11 657
Créances nées d'opérations d'assurance directe	-	-
Créances nées d'opérations de réassurance	-	-
Avances en comptes courants d'associés	67 681	79 840
Comptes ordinaires débiteurs	53 710	74 447
<b>Valeur brute</b>	<b>17 847 374</b>	<b>17 628 699</b>
Dépréciations	-275 944	-306 232
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle</b>	<b>17 571 430</b>	<b>17 322 467</b>
<b>Opérations de location-financement</b>		
Location-financement immobilier	-	-
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées	-	-
<b>Valeur brute</b>	-	-
Dépréciations	-	-
<b>Valeur nette des opérations de location-financement</b>	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>17 571 430</b>	<b>17 322 467</b>

**Titres de dettes**

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Effets publics et valeurs assimilées	67 652	67 328
Obligations et autres titres à revenu fixe	304 525	292 687
<b>Total</b>	<b>372 177</b>	<b>360 015</b>
Dépréciations	-639	-529
<b>Valeur au bilan</b>	<b>371 538</b>	<b>359 486</b>

**6.6 Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue****Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2023**

Nature des actifs transférés  (en milliers d'euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité									Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité
	Actifs transférés				Passifs associés				Actifs et passifs associés	
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	Juste valeur (1)	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	Juste valeur (1)	Juste valeur nette (1)	
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>39 149</b>	<b>39 149</b>	-	<b>43 623</b>	<b>39 149</b>	<b>39 149</b>	-	<b>40 628</b>	<b>2 995</b>	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	39 149	39 149	-	43 623	39 149	39 149	-	40 628	2 995	-
<b>Total Actifs financiers</b>	<b>39 149</b>	<b>39 149</b>	-	<b>43 623</b>	<b>39 149</b>	<b>39 149</b>	-	<b>40 628</b>	<b>2 995</b>	-
<b>Opérations de location-financement</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS</b>	<b>39 149</b>	<b>39 149</b>	-	<b>43 623</b>	<b>39 149</b>	<b>39 149</b>	-	<b>40 628</b>	<b>2 995</b>	-

**Actifs transférés non décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2022**

Nature des actifs transférés (en milliers d'euros)	Actifs transférés restant comptabilisés en totalité									Actifs transférés comptabilisés à hauteur de l'implication continue de l'entité
	Actifs transférés				Passifs associés				Actifs et passifs associés	
	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	Juste valeur (1)	Valeur comptable	dont titrisations (non déconsolidantes)	dont pensions livrées	Juste valeur (1)	Juste valeur nette (1)	
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts et créances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Actifs financiers au coût amorti</b>	<b>79 518</b>	<b>70 096</b>	<b>9 422</b>	<b>79 518</b>	<b>73 843</b>	<b>64 200</b>	<b>9 643</b>	<b>73 843</b>	<b>5 675</b>	-
Titres de dettes	9 422	-	9 422	9 422	9 643	-	9 643	9 643	-221	-
Prêts et créances	70 096	70 096	-	70 096	64 200	64 200	-	64 200	5 896	-
<b>Total Actifs financiers</b>	<b>79 518</b>	<b>70 096</b>	<b>9 422</b>	<b>79 518</b>	<b>73 843</b>	<b>64 200</b>	<b>9 643</b>	<b>73 843</b>	<b>5 675</b>	-
<b>Opérations de location-financement</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>TOTAL ACTIFS TRANSFÉRÉS</b>	<b>79 518</b>	<b>70 096</b>	<b>9 422</b>	<b>79 518</b>	<b>73 843</b>	<b>64 200</b>	<b>9 643</b>	<b>73 843</b>	<b>5 675</b>	-

**Titrisations**

Les titrisations consolidées avec investisseurs externes constituent un transfert d'actifs au sens de l'amendement à IFRS 7. En effet, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a une obligation contractuelle indirecte de remettre aux investisseurs externes les flux de trésorerie des actifs cédés au fonds de titrisation (bien que ces actifs figurent au bilan la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est via la consolidation du fonds). Les créances cédées au fonds de titrisation servent de garantie aux investisseurs.

Les titrisations consolidées intégralement autosouscrites ne constituent pas un transfert d'actifs au sens de la norme IFRS 7.

**Engagements encourus relatifs aux actifs transférés décomptabilisés intégralement au 31 décembre 2023**

Au titre de l'exercice, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est n'a constaté aucun engagement encouru relatif aux actifs transférés décomptabilisés intégralement.

**6.7 Passifs financiers au coût amorti**

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Dettes envers les établissements de crédit	11 404 639	11 755 559
Dettes envers la clientèle	8 753 210	9 038 301
Dettes représentées par un titre	366 483	788 580
<b>Valeur au bilan</b>	<b>20 524 332</b>	<b>21 582 440</b>

**Dettes envers les établissements de crédit**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et emprunts	8 642	6 709
<i>dont comptes ordinaires créditeurs (1)</i>	5 615	4 513
<i>dont comptes et emprunts au jour le jour</i>	-	-
Valeurs données en pension	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	182 165
<b>Total</b>	<b>8 642</b>	<b>188 874</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires créditeurs	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-
Comptes et avances à terme	11 395 997	11 566 685
<b>Total</b>	<b>11 395 997</b>	<b>11 566 685</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>11 404 639</b>	<b>11 755 559</b>

(1) Ces opérations composent pour partie la rubrique « Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit » du tableau des flux de trésorerie.

**Dettes envers la clientèle**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
Comptes ordinaires créditeurs	5 679 166	6 295 544
Comptes d'épargne à régime spécial	112 304	132 407
Autres dettes envers la clientèle	2 961 740	2 610 350
Titres donnés en pension livrée	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>8 753 210</b>	<b>9 038 301</b>

**Dettes représentées par un titre**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
Bons de caisse	4 027	5 375
Titres du marché interbancaire	-	-
Titres de créances négociables	321 337	719 005
Emprunts obligataires	41 119	64 200
Autres dettes représentées par un titre	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>366 483</b>	<b>788 580</b>

## 6.8 Informations sur la compensation des actifs et des passifs financiers

### Compensation – Actifs financiers

Nature des instruments financiers  (en milliers d'euros)	31/12/2023					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	110 076	7	110 069	103 308	-	6 761
Prises en pension de titres (2)	50 454	-	50 454	-	50 424	30
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
<b>Total des actifs financiers soumis à compensation</b>	<b>160 530</b>	<b>7</b>	<b>160 523</b>	<b>103 308</b>	<b>50 424</b>	<b>6 791</b>

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 97 % des dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

(2) Le montant des prises en pension de titres soumis à compensation représente 100 % des prises en pension de titres à l'actif à la date d'arrêté.

Nature des instruments financiers  (en milliers d'euros)	31/12/2022					
	Effets de compensation sur les actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des actifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des passifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des actifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers reçus en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	181 511	-	181 511	181 223	-	288
Prises en pension de titres (2)	59 805	-	59 805	59 805	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
<b>Total des actifs financiers soumis à compensation</b>	<b>241 316</b>	<b>-</b>	<b>241 316</b>	<b>241 028</b>	<b>-</b>	<b>288</b>

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 95 % de dérivés à l'actif à la date d'arrêté.

(2) Le montant des prises en pension de titres soumis à compensation représente 100 % des prises en pension de titres à l'actif à la date d'arrêté.

### Compensation – Passifs financiers

Nature des instruments financiers  (en milliers d'euros)	31/12/2023					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	172 030	63	171 967	103 308	63 165	5 494
Mises en pension de titres	-	-	-	-	-	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
<b>Total des passifs financiers soumis à compensation</b>	<b>172 030</b>	<b>63</b>	<b>171 967</b>	<b>103 308</b>	<b>63 165</b>	<b>5 494</b>

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 96 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.



Nature des instruments financiers <i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2022					
	Effets de compensation sur les passifs financiers relevant de convention-cadre de compensation et autres accords similaires					
	Montants bruts des passifs comptabilisés avant tout effet de compensation	Montants bruts des actifs effectivement compensés comptablement	Montants nets des passifs financiers présentés dans les états de synthèse	Autres montants compensables sous conditions		Montant net après l'ensemble des effets de compensation
				Montants bruts des actifs financiers relevant de convention-cadre de compensation	Montants des autres instruments financiers donnés en garantie, dont dépôt de garantie	
Dérivés (1)	204 315	-	204 315	181 223	13 070	10 022
Mises en pension de titres (2)	182 165	-	182 165	59 805	122 360	-
Autres instruments financiers	-	-	-	-	-	-
<b>Total des passifs financiers soumis à compensation</b>	<b>386 480</b>	<b>-</b>	<b>386 480</b>	<b>241 028</b>	<b>135 430</b>	<b>10 022</b>

(1) Le montant des dérivés soumis à compensation représente 100 % des dérivés au passif à la date d'arrêté.

(2) Le montant des mises en pension de titres soumis à compensation représente 100 % des mises en pension de titres au passif à la date d'arrêté.

## 6.9 Actifs et passifs d'impôts courants et différés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2023	31/12/2022
Impôts courants	4 692	14 124
Impôts différés	61 500	56 736
<b>Total Actifs d'impôts courants et différés</b>	<b>66 192</b>	<b>70 860</b>
Impôts courants	3 583	2 403
Impôts différés	3	4
<b>Total Passifs d'impôts courants et différés</b>	<b>3 586</b>	<b>2 407</b>

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2023		31/12/2022	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
<b>Décalages temporaires comptables-fiscaux</b>	<b>72 968</b>	<b>-</b>	<b>61 538</b>	<b>-</b>
Charges à payer non déductibles	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges non déductibles	42 010	-	43 514	-
Autres différences temporaires (1)	30 958	-	18 024	-
<b>Impôts différés sur réserves latentes</b>	<b>-17 935</b>	<b>-</b>	<b>-13 270</b>	<b>-1</b>
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-19 213	-895	-13 270	-896
Couverture de flux de trésorerie	-	-	-	-
Gains et pertes sur écarts actuariels	1 278	895	-	895
Gains et pertes sur variation du risque de crédit propre	-	-	-	-
<b>Impôts différés sur résultat</b>	<b>6 467</b>	<b>3</b>	<b>8 468</b>	<b>5</b>
<b>Total Impôts différés</b>	<b>61 500</b>	<b>3</b>	<b>56 736</b>	<b>4</b>

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale.

## 6.10 Comptes de régularisation actif, passif et divers

### Comptes de régularisation et actifs divers

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
<b>Autres actifs</b>	<b>200 543</b>	<b>189 896</b>
Comptes de stocks et emplois divers	27 764	23 001
Gestion collective des titres Livret de développement durable et solidaire	-	-
Débiteurs divers (1)	172 692	166 853
Comptes de règlements	87	42
Capital souscrit non versé	-	-
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>121 564</b>	<b>164 953</b>
Comptes d'encaissement et de transfert	39 617	92 948
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	-	1
Produits à recevoir	73 721	65 986
Charges constatées d'avance	3 372	5 664
Autres comptes de régularisation	4 854	354
<b>Valeur au bilan</b>	<b>322 107</b>	<b>354 849</b>

(1) Dont 5 472 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2023 contre 4 502 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article.

Au titre de l'exercice 2023, le montant de la contribution sous forme d'engagements irrévocables de paiement s'élève à 970 milliers d'euros ; le montant versé sous forme de cotisation s'élève à 2 227 milliers d'euros en « Charges générales d'exploitation » (Note 4.8 des présents états financiers).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le Conseil de Résolution Unique appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel complémentaire pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteurs divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique.

### Comptes de régularisation et passifs divers

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
<b>Autres passifs (1)</b>	<b>285 828</b>	<b>232 401</b>
Comptes de règlements	-	-
Créditeurs divers	199 259	162 574
Versements restant à effectuer sur titres	81 981	66 588
Dettes locatives	4 588	3 239
Autres	-	-
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>152 831</b>	<b>190 603</b>
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	17 109	12 759
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	1	-
Produits constatés d'avance	43 965	39 101
Charges à payer	91 542	101 129
Autres comptes de régularisation	214	37 614
<b>Valeur au bilan</b>	<b>438 659</b>	<b>423 004</b>

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées.

(2) Les montants sont indiqués en net.

### 6.11 Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Au 31 décembre 2023, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est ne détient aucun actif en vue de la vente ni d'activité abandonnée.

### 6.12 Co-entreprises et entreprises associées

Au 31 décembre 2023, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est ne détient pas d'intérêt dans des co-entreprises ou entreprises associées.

### 6.13 Immeubles de placement

(en milliers d'euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Valeur brute	745	-	-	-	-	-	745
Amortissements et dépréciations	-548	-	-12	-	-	-	-560
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>197</b>	-	<b>-12</b>	-	-	-	<b>185</b>

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

(en milliers d'euros)	31/12/2021	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2022
Valeur brute	745	-	-	-	-	-	745
Amortissements et dépréciations	-536	-	-12	-	-	-	-548
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>209</b>	-	<b>-12</b>	-	-	-	<b>197</b>

(1) Y compris immeubles de placement donnés en location simple

## Juste valeur des immeubles de placement

Tous les immeubles de placement font l'objet d'une comptabilisation au coût au bilan.

### 6.14 Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

Les immobilisations corporelles d'exploitation incluent les droits d'utilisation des immobilisations prises en location en tant que preneur.

Les amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles d'exploitation sont présentés y compris amortissements sur immobilisations données en location simple.

(en milliers d'euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2022
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	300 490	-	38 850	-6 733	-	-	332 607
Amortissements et dépréciations	-182 693	-	-13 588	1 084	-	-	-195 197
<b>Valeur au bilan</b>	<b>117 797</b>	<b>-</b>	<b>25 262</b>	<b>-5 649</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>137 410</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	784	-	-	-	-	-	784
Amortissements et dépréciations	-344	-	-	-	-	-	-344
<b>Valeur au bilan</b>	<b>440</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>440</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2021	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2022
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	294 531	-	9 494	-3 535	-	-	300 490
Amortissements et dépréciations	-171 578	-	-13 513	2 398	-	-	-182 693
<b>Valeur au bilan</b>	<b>122 953</b>	<b>-</b>	<b>-4 019</b>	<b>-1 137</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>117 797</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	788	-	-	-4	-	-	784
Amortissements et dépréciations	-322	-	-22	-	-	-	-344
<b>Valeur au bilan</b>	<b>466</b>	<b>-</b>	<b>-22</b>	<b>-4</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>440</b>

### 6.15 Ecarts d'acquisition

Au 31 décembre 2023, aucun écart d'acquisition n'a été constaté au bilan du Groupe Crédit Agricole du Nord Est.

### 6.16 Provisions

(en milliers d'euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
Risques sur les produits épargne-logement	14 120	-	115	-	-7 430	-	-	6 805
Risques d'exécution des engagements par signature	18 727	-	50 623	-	-53 075	-	-	16 275
Risques opérationnels	2 275	-	753	-47	-1 712	-	-	1 269
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	1 474	-	888	-879	-16	-	1 721	3 188
Litiges divers	5 885	-	111	-3 097	-721	-	1	2 179
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	6 444	-	11 368	-5 711	-49	-	-	12 052
<b>TOTAL</b>	<b>48 925</b>	<b>-</b>	<b>63 858</b>	<b>-9 734</b>	<b>-63 003</b>	<b>-</b>	<b>1 722</b>	<b>41 768</b>

(1) Dont 1 720 milliers d'euros au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la Note 7.4, dont 1 468 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

(en milliers d'euros)	31/12/2021	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2022
Risques sur les produits épargne-logement	27 970	-	-	-	-13 850	-	-	14 120
Risques d'exécution des engagements par signature	16 350	-	48 242	-	-45 866	-	1	18 727
Risques opérationnels	2 178	-	287	-	-190	-	-	2 275
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	2 173	-	1 905	-1 959	-271	-	-374	1 474
Litiges divers	6 257	-	1 020	-10	-1 381	-	-1	5 885
Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
Restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres risques	10 345	-	2 090	-5 936	-55	-	-	6 444
<b>TOTAL</b>	<b>65 273</b>	<b>-</b>	<b>53 544</b>	<b>-7 905</b>	<b>-61 613</b>	<b>-</b>	<b>-374</b>	<b>48 925</b>

(1) Dont 1 474 milliers d'euros au titre de la provision pour médaille du travail.

## ➤ Litige image chèque

LCL et Crédit Agricole S.A., ainsi que 10 autres banques, ont reçu en mars 2008 une notification de griefs du Conseil de la concurrence (devenu l'Autorité de la concurrence).

Il leur est reproché d'avoir, de façon concertée, mis en place et appliqué des commissions interbancaires dans le cadre de l'encaissement des chèques, depuis le passage à l'échange image chèques, soit depuis 2002 jusqu'en 2007. Selon l'Autorité de la concurrence, ces commissions seraient constitutives d'ententes anticoncurrentielles sur les prix au sens des articles 81, paragraphe 1, du traité instituant la Communauté européenne et de l'article L. 420-1 du Code de commerce, et auraient causé un dommage à l'économie. En défense, les banques ont réfuté catégoriquement le caractère anticoncurrentiel des commissions et contesté la régularité de la procédure suivie.

Par décision du 20 septembre 2010, l'Autorité de la concurrence a jugé que la Commission d'Échange Image Chèques (CEIC) était anticoncurrentielle par son objet et qu'elle a eu pour conséquence d'augmenter artificiellement les coûts supportés par les banques remettantes, ce qui a eu un impact défavorable sur le prix des services bancaires. Pour ce qui concerne l'une des commissions pour services connexes dite AOCT (Annulation d'Opérations Compensées à Tort), l'Autorité de la concurrence a enjoint les banques de procéder à la révision de leur montant dans les six mois de la notification de la décision. Les banques mises en cause ont été sanctionnées pour un montant global de 384,92 millions d'euros. LCL et le Crédit Agricole ont été condamnés à payer respectivement 20,7 millions d'euros et 82,1 millions d'euros pour la CEIC et 0,2 million d'euros et 0,8 million d'euros pour l'AOCT. L'ensemble des banques a fait appel de la décision devant la Cour d'appel de Paris. Cette dernière a, par un arrêt du 23 février 2012, annulé la décision estimant que l'Autorité de la concurrence n'avait pas démontré l'existence de restrictions de concurrence constitutives d'une entente par objet. L'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation le 23 mars 2012. La Cour de cassation a cassé, le 14 avril 2015, la décision de la Cour d'appel de Paris du 23 février 2012 et renvoyé l'affaire devant cette même Cour, autrement composée, au seul motif que les interventions volontaires des associations UFC - Que Choisir et l'ADUMPE devant la Cour d'appel ont été déclarées sans objet, sans que les moyens de ces parties ne soient examinés par la Cour.

La Cour de cassation n'a pas tranché l'affaire sur le fond et le Crédit Agricole a saisi la juridiction de renvoi. La Cour d'Appel de Paris a rendu sa décision le 21 décembre 2017. Elle a confirmé la décision de l'Autorité de la concurrence du 20 septembre 2010 tout en réduisant de 82,94 millions d'euros à 76,56 millions d'euros les sanctions pécuniaires infligées au Crédit Agricole. La sanction pour LCL est demeurée inchangée à 20,93 millions d'euros. Comme les autres banques parties à cette procédure, LCL et le Crédit Agricole se sont pourvus en cassation. Par une décision du 29 janvier 2020, la Cour de cassation a cassé l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 21 décembre 2017 au motif que la Cour d'appel n'avait pas caractérisé l'existence de restrictions de concurrence par objet et renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de Paris autrement composée.

La Cour d'appel de Paris a rendu un arrêt le 2 décembre 2021 reformant la quasi-intégralité de la décision de l'Autorité de la Concurrence de 2010, condamnant cette dernière aux dépens et ouvrant droit au remboursement des sommes versées par les banques en application de la décision reformée assorties des intérêts au taux légal à compter du 2 décembre 2021.

Le 31 décembre 2021, l'Autorité de la concurrence s'est pourvue en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 2 décembre 2021.

Du fait du caractère exécutoire de l'arrêt de la Cour d'appel de Paris, un produit de 1 405 milliers d'euros a été constaté. Néanmoins, compte tenu du pourvoi formé en cassation, une provision du même montant a été constatée dans les comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est au 31 décembre 2021. Les dépôts des mémoires des deux parties ont été effectués sur l'année 2022.

Le 28 juin 2023, la Cour de cassation a rejeté le pourvoi de l'Autorité, clôturant ainsi la procédure. Dans ce contexte, la provision comptabilisée au 31 décembre 2021 a été reprise dans les comptes du 31 décembre 2023.

### ***Provision épargne-logement :***

#### **Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	282 832	287 166
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	1 389 512	1 596 441
Ancienneté de plus de 10 ans	1 079 955	1 152 097
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>2 752 299</b>	<b>3 035 704</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>332 056</b>	<b>303 696</b>
<b>Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>3 084 355</b>	<b>3 339 400</b>

Les encours de collecte, hors prime de l'Etat, sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2023 pour les données au 31 décembre 2023 et à fin novembre 2022 pour les données au 31 décembre 2022.

#### **Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
Plans d'épargne-logement	5 139	428
Comptes épargne-logement	1 575	1 113
<b>Total encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>6 714</b>	<b>1 541</b>

#### **Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement**

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
<b>Plans d'épargne-logement</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	1 540	-
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	2 590	4 040
Ancienneté de plus de 10 ans	2 560	10 080
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>6 690</b>	<b>14 120</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>115</b>	<b>-</b>
<b>Total Provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>6 805</b>	<b>14 120</b>

La provision épargne-logement comprend 3 composantes :

- la composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixées ;
- la composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées ;
- la composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

Jusqu'au 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 seule la composante épargne était significative. Le niveau bas des taux d'intérêt rendait le volet épargne du PEL attractif (principalement sur les générations anciennes dont le taux était supérieur à 2 %). La brusque montée des taux a conduit le Groupe à geler la provision sur le niveau du 30 juin 2022.

Constatant que la situation s'est stabilisée au cours du second semestre 2023 avec une hiérarchie des taux entre produits clientèles de nouveau cohérente, le Groupe a mis à jour les paramètres du modèle de provision Epargne Logement. Avec le nouveau contexte de taux, la composante épargne est fortement réduite et la composante engagement représente désormais 90 % de la provision.

Le calcul de la provision sur la composante engagement prend en compte des paramètres qui ont été fixés à dire d'expert pour les générations PEL à 2,50 %, 2 %, 1,50 % et 1 % : le coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt et le taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL. Ces paramètres ont été fixés à dire d'expert dans la mesure où l'historique à notre disposition qui aurait permis leur évaluation ne reflète pas les conditions actuelles.

Une hausse de 0,10 % du coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une hausse de la provision de 7 % pour les Caisses régionales. Une hausse de 0,10% du taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une baisse de la provision de 13 % pour les Caisses régionales.

L'organisation financière du Groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe « Relations internes aux Crédit Agricole - mécanismes financiers internes » de la partie « Cadre général ».

## 6.17 Dettes subordonnées

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
Dettes subordonnées à durée déterminée	200 600	200 352
Dettes subordonnées à durée indéterminée	-	-
Dépôts de garantie à caractère mutuel	-	-
Titres et emprunts participatifs	-	-
<b>Valeur au bilan</b>	<b>200 600</b>	<b>200 352</b>

### Émissions de dettes subordonnées

Les émissions de dettes subordonnées du Groupe Crédit Agricole du Nord Est entrent dans le cadre de la gestion des fonds propres prudentiels, tout en contribuant au refinancement de l'ensemble des activités du Groupe Crédit Agricole du Nord Est.

La Directive et le Règlement européens sur les exigences de fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (Directive CRD/Règlement CRR1 <sup>(1)</sup>) et leurs modalités d'application en droit français définissent les conditions selon lesquelles les instruments subordonnés peuvent bénéficier du statut

de fonds propres réglementaires et prévoient les modalités et les conditions de la disqualification progressive des anciens instruments qui ne remplissent pas ou plus ces conditions.

Toutes les émissions de dettes subordonnées, qu'il s'agisse des nouvelles émissions ou des émissions plus anciennes, sont susceptibles de faire l'objet d'absorption de pertes par le jeu de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital dans certaines circonstances, et ce conformément au droit français applicable transposant la Directive européenne sur le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (DRRB2 <sup>(2)</sup>).

Les dettes subordonnées se distinguent des obligations senior chirographaires (préférées ou non préférées) en raison de leur rang de créance en liquidation (principal et intérêts) contractuellement défini par leur clause de subordination faisant référence explicitement au droit français applicable : les dettes subordonnées sont junior aux dettes senior chirographaires non préférées et préférées. Par conséquent, les instruments de dettes subordonnées sont convertis en capital ou dépréciés en priorité et en tout état de cause avant les instruments de dettes senior chirographaires, notamment en cas de mise en œuvre de l'outil de renflouement interne (« Bail-In ») par les autorités compétentes dans le cadre de la mise en résolution de l'entité émettrice. De la même manière, en cas de liquidation de cette même entité émettrice, les créanciers de ces instruments de dettes subordonnées ne seront potentiellement payés, s'il reste des fonds disponibles, qu'après le paiement de ces instruments de dettes chirographaires préférées et non préférées.

Sur l'exercice 2023, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est n'a pas émis de dette subordonnée.

Les différents types de dettes subordonnées émises par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est et toujours en circulation sont détaillés ci-dessous :

- un emprunt subordonné de 100 000 milliers d'euros, libellé en euros, assorti d'un intérêt annuel indexé sur le taux euribor 3 mois plus une marge de 1,19 %, à échéance au 11 décembre 2032 et assorti d'une option de remboursement anticipé à compter du 11 décembre 2027 ;
- un emprunt subordonné de 100 000 milliers d'euros, libellé en euros, assorti d'un intérêt annuel indexé sur le taux euribor 3 mois plus une marge de 1,16 %, à échéance au 11 décembre 2029 et assorti d'une option de remboursement anticipé à compter du 11 décembre 2024.

(1) Directive 2013/36/EU du 26 juin 2013 telle que modifiée et amendée notamment par la Directive (UE) 2019/878 du 20 mai 2019 (et ses transpositions en droit français) et Règlement (UE) du 26 juin 2013 n.575/2013 tel que supplémenté et amendé, en ce compris notamment au travers du Règlement (UE) 2019/876 du 20 mai 2019.

(2) Directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 telle que supplémentée et amendée, en ce compris notamment au travers de la Directive (UE) 2019/879 du 20 mai 2019.

## **6.18 Capitaux propres**

### ***Composition du capital au 31 décembre 2023***

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit Agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié portant statut de la coopération.



Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires et de Certificats Coopératifs d'Associés (C.C.A.).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du Conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les C.C.A. sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II quater et quinquies de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les C.C.A. ne peuvent en revanche être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

	Nombre de titres au 31/12/2022	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2023	% du capital
<b>Répartition du capital de la Caisse Régionale</b>					
<b>Certificats Coopératifs d'associés (C.C.A.)</b>	<b>5 301 262</b>	<b>53 473</b>	<b>53 473</b>	<b>5 301 262</b>	<b>40,37 %</b>
Dont part Caisses locales	431 165	53 473	-	484 638	3,69 %
Dont part du public	1 390 315	-	53 473	1 336 842	10,18 %
Dont part Sacam Mutualisation	3 479 782	-	-	3 479 782	26,50 %
<b>Parts sociales</b>	<b>7 831 036</b>	<b>30</b>	<b>30</b>	<b>7 831 036</b>	<b>59,63 %</b>
Dont 67 Caisses locales	7 589 136	-	-	7 589 136	57,79 %
Dont 20 administrateurs de la Caisse régionale	200	30	30	200	
Dont Sacam Mutualisation	1	-	-	1	
Dont Autres	241 699	-	-	241 699	1,84 %
<b>Total</b>	<b>13 132 298</b>	<b>53 503</b>	<b>53 503</b>	<b>13 132 298</b>	<b>100,00 %</b>

La valeur nominale des titres de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est est de 15 euros et le montant total du capital est de 196 984 milliers d'euros.

### **Rémunération par titre de capital**

Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est sont composés de parts sociales et de C.C.A.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 modifié relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne, sur les trois années civiles précédant la date de l'Assemblée générale, du taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées, majorée de deux points, publié par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des C.C.A. est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action ne sont pas applicables.

### **Dividendes**

Au titre de l'exercice 2023, le Conseil d'administration de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a décidé de proposer à l'Assemblée générale du 28 mars 2024 le paiement d'un dividende par part sociale de 0,56 euro, soit un taux de rémunération de 3,70 %, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale.

La rémunération accordée aux parts sociales et aux C.C.A. pour les années 2020, 2021, 2022 et prévue pour 2023 est présentée dans le tableau ci-dessous :

Année de rattachement du dividende	Par C.C.A.	Par part sociale
	Montant Net	Montant Net
2020	2,23 euros	2,45 %
2021	2,46 euros	2,20 %
2022	2,50 euros	2,70 %
Prévu 2023	2,48 euros	3,70 %

### **Dividendes payés au cours de l'exercice**

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 16 424 milliers d'euros en 2023 contre 15 111 milliers d'euros en 2022.

### **Affectation du résultat et fixation du dividende 2023**

L'affectation du résultat, la fixation, et la mise en paiement du dividende 2023 sont proposées dans le projet de résolutions présenté par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est du 28 mars 2024.

Le texte de la résolution est le suivant :

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-11 du Code monétaire et financier et de l'article 37 des statuts de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est, l'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'administration, décide de répartir le résultat de l'exercice 2023 de 108 506 762,13 euros comme suit :

- Intérêts aux parts sociales 4 346 225,29 euros
- Dividendes C.C.A. 13 147 129,76 euros
- Réserve légale 68 260 055,31 euros
- Réserve facultative 22 753 351,77 euros

### **6.19 Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle**

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle.

L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle.

Les instruments de capitaux propres sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminée ».

(en milliers d'euros)	31/12/2023					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	82 479	-	-	-	-	82 479
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	954	10 472	20 197	10 662	338 765	381 050
Instruments dérivés de couverture	2	15 022	78 522	7 243	-	100 789
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	29	404	2 952	-	2 161 183	2 164 568
Actifs financiers au coût amorti	2 948 077	2 116 744	9 206 905	7 623 651	56 242	21 951 619
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-61 535					-61 535
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>2 970 006</b>	<b>2 142 642</b>	<b>9 308 576</b>	<b>7 641 556</b>	<b>2 556 190</b>	<b>24 618 970</b>
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	67	21	26	6 571	-	6 685
Instruments dérivés de couverture	1	9	40 722	124 613	-	165 345
Passifs financiers au coût amorti	7 623 472	2 336 185	7 018 949	3 545 726	-	20 524 332
Dettes subordonnées	600	-	-	200 000	-	200 600
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-97 115					-97 115
<b>Total Passifs financiers par échéance</b>	<b>7 527 025</b>	<b>2 336 215</b>	<b>7 059 697</b>	<b>3 876 910</b>	<b>-</b>	<b>20 799 847</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2022					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminée	Total
Caisse, banques centrales	84 488	-	-	-	-	84 488
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	126	1 774	29 252	14 872	281 589	327 613
Instruments dérivés de couverture	353	3 745	136 193	39 034	-	179 325
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	22	-	3 334	-	1 926 747	1 930 103
Actifs financiers au coût amorti	3 343 775	2 624 974	9 335 634	7 586 877	80 063	22 971 323
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-168 318					-168 318
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>3 260 446</b>	<b>2 630 493</b>	<b>9 504 413</b>	<b>7 640 783</b>	<b>2 288 399</b>	<b>25 324 534</b>
Banques centrales	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	22	68	-	10 558	-	10 648
Instruments dérivés de couverture	34	2 770	41 653	149 210	-	193 667
Passifs financiers au coût amorti	7 627 982	3 732 519	7 518 770	2 702 778	391	21 582 440
Dettes subordonnées	352	-	-	200 000	-	200 352
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-156 721					-156 721
<b>Total Passifs financiers par échéance</b>	<b>7 471 669</b>	<b>3 735 357</b>	<b>7 560 423</b>	<b>3 062 546</b>	<b>391</b>	<b>21 830 386</b>

## 7 Avantages au personnel et autres rémunérations

### 7.1 Détail des charges de personnel

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Salaires et traitements (1) (2)	-88 355	-81 936
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-11 653	-10 517
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-971	-2 100
Autres charges sociales	-34 334	-33 056
Intéressement et participation	-15 717	-16 670
Impôts et taxes sur rémunération	-14 860	-14 204
<b>Total Charges de personnel</b>	<b>-165 890</b>	<b>-158 483</b>

(1) Dont indemnités liées à la retraite pour 516 milliers d'euros au 31 décembre 2023 contre 374 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

(2) Dont une charge pour les médailles du travail pour 112 milliers d'euros au 31 décembre 2023 contre un produit de 213 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

## 7.2 Effectif moyen de la période

Effectif moyen	31/12/2023	31/12/2022
France	1 839	1 834
Étranger	-	-
<b>Total</b>	<b>1 839</b>	<b>1 834</b>

## 7.3 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, les sociétés du Groupe Crédit Agricole du Nord Est n'ont pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

## 7.4 Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

### Variation dette actuarielle

	31/12/2023	31/12/2022
<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Zone euro</b>	<b>Zone euro</b>
<b>Dette actuarielle au 31/12/N-1</b>	<b>32 553</b>	<b>34 614</b>
Ecart de change	-	-
Coût des services rendus sur l'exercice	2 500	2 735
Coût financier	1 119	245
Cotisations employés	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime (1)	-716	-
Variations de périmètre	-26	70
Prestations versées (obligatoire)	-1 733	-1 597
Taxes, charges administratives et primes	-	-
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (2)	2 647	3 495
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (2)	1 705	-7 009
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>38 049</b>	<b>32 553</b>

(1) Au 31 décembre 2023, l'impact de la réforme des retraites est un produit de 716 milliers d'euros.

(2) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

### Détail de la charge comptabilisée au résultat

	31/12/2023	31/12/2022
<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Zone euro</b>	<b>Zone euro</b>
Coût des services	1 784	2 735
Charge/produit d'intérêt net	-808	-643
<b>Impact en compte de résultat à la clôture</b>	<b>976</b>	<b>2 092</b>

**Détail des gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables**

	31/12/2023	31/12/2022
(en milliers d'euros)	Zone euro	Zone euro
Réévaluation du passif (de l'actif) net		
<b>Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à l'ouverture</b>	<b>701</b>	<b>4 536</b>
Ecart de change	-	-
Gains/(pertes) actuariels sur l'actif	470	-321
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses démographiques (1)	2 647	3 495
Gains/(pertes) actuariels - liés aux hypothèses financières (1)	1 705	-7 009
Ajustement de la limitation d'actifs	-	-
<b>Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en gains et pertes nets comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables à la clôture</b>	<b>5 523</b>	<b>701</b>

(1) Dont écarts actuariels liés aux ajustements d'expérience.

**Variation de juste valeur des actifs**

	31/12/2023	31/12/2022
(en milliers d'euros)	Zone euro	Zone euro
<b>Juste valeur des actifs à l'ouverture</b>	<b>36 871</b>	<b>35 601</b>
Ecart de change	-	-
Intérêt sur l'actif (produit)	1 395	314
Gains/(pertes) actuariels	-470	321
Cotisations payées par l'employeur	957	2 162
Cotisations payées par les employés	-	-
Modifications, réductions et liquidations de régime	-	-
Variations de périmètre	-26	70
Taxes, charges administratives et primes	-	-
Prestations payées par le fonds	-1 733	-1 597
<b>Juste valeur des actifs à la clôture</b>	<b>36 994</b>	<b>36 871</b>

**Position nette**

	31/12/2023	31/12/2022
(en milliers d'euros)	Zone euro	Zone euro
<b>Dette actuarielle à la clôture</b>	<b>-38 049</b>	<b>-32 553</b>
Impact de la limitation d'actifs	-	-
Autres	-255	-787
Juste valeur des actifs fin de période	36 994	36 871
<b>Position nette (passif) / actif à la clôture</b>	<b>-1 310</b>	<b>3 531</b>

**Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles**

	31/12/2023	31/12/2022
(en milliers d'euros)	Zone euro	Zone euro
Taux d'actualisation (1)(2)	3,17 %	3,77 %
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement (2)	1,80 %	1,70 %
Taux attendus d'augmentation des salaires (2)	2,80 %	2,50 %

(1) Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de rotation du personnel. Le sous-jacent utilisé est le taux d'actualisation par référence à l'indice iboxxAA.

(2) Les taux mentionnés correspondent au régime des indemnités de fin de carrière des salariés.

**Information sur les actifs des régimes - Allocations d'actifs**

	Zone euro		
(en milliers d'euros)	en %	En montant	dont coté
Actions	18,11 %	6 700	-
Obligations	70,90 %	26 227	-
Immobilier	10,99 %	4 067	

Au 31 décembre 2023, les taux de sensibilité démontrent que :

- une variation de plus 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 3,74 % ;
- une variation de moins 50 points de base des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 4,03 %.

**7.5 Autres avantages sociaux**

Les provisions constituées par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est au titre de ces autres engagements sociaux s'élèvent à 1 468 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2023 et concernent les médailles du travail.

Par ailleurs, les salariés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est bénéficient d'une participation et d'un intéressement. La provision constituée au titre de ces engagements s'élève à 15 717 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

**7.6 Rémunérations de dirigeants**

Durant l'année 2023, le montant global des rémunérations allouées à l'ensemble des membres du Conseil d'administration et du Comité de direction de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est s'élève à 3 182 milliers d'euros.

## 8 Contrats de location

### 8.1 Contrats de location dont le Groupe est preneur

Le poste « Immobilisations corporelles d'exploitation » au bilan est composé d'actifs détenus en propre et d'actifs loués qui ne remplissent pas la définition d'immeubles de placement.

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Immobilisations corporelles détenues en propre	132 678	114 400
Droits d'utilisation des contrats de location	4 732	3 397
<b>Total Immobilisations corporelles d'exploitation</b>	<b>137 410</b>	<b>117 797</b>

Le Groupe Crédit Agricole du Nord Est est également preneur dans des contrats de location de matériel informatique (photocopieurs, ordinateurs, etc.) pour des durées de 1 à 3 ans. Ces contrats sont de faible valeur et/ou de courte durée. Le Groupe Crédit Agricole du Nord Est a choisi d'appliquer les exemptions prévues par IFRS 16 et de ne pas comptabiliser au bilan de droit d'utilisation ni de dette locative sur ces contrats.

#### Variation des actifs au titre du droit d'utilisation

Le Groupe Crédit Agricole du Nord Est est preneur de nombreux actifs dont des bureaux et des agences. Les informations relatives aux contrats dont le Groupe Crédit Agricole du Nord Est est preneur sont présentées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	31/12/2022	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2023
<b>Immobilier</b>							
Valeur brute	9 280	-	2 859	-	-	-	12 139
Amortissements et dépréciations	-5 883	-	-1 524	-	-	-	-7 407
<b>Total Immobilier</b>	<b>3 397</b>	<b>-</b>	<b>1 335</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 732</b>
<b>Mobilier</b>							
Valeur brute		-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations		-	-	-	-	-	-
<b>Total Mobilier</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Droits d'utilisation</b>	<b>3 397</b>	<b>-</b>	<b>1 335</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>4 732</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2021	Variations de périmètre	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2022
<b>Immobilier</b>							
Valeur brute	11 564	-	121	-2 405	-	-	9 280
Amortissements et dépréciations	-5 853	-	-1 555	1 525	-	-	-5 883
<b>Total Immobilier</b>	<b>5 711</b>	<b>-</b>	<b>-1 434</b>	<b>-880</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 397</b>
<b>Mobilier</b>							
Valeur brute		-	-	-	-	-	-
Amortissements et dépréciations		-	-	-	-	-	-
<b>Total Mobilier</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total Droits d'utilisation</b>	<b>5 711</b>	<b>-</b>	<b>-1 434</b>	<b>-880</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 397</b>

**Echéancier des dettes locatives**

(en milliers d'euros)	31/12/2023			Total Dettes locatives
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<b>Dettes locatives</b>	<b>1 709</b>	<b>2 061</b>	<b>818</b>	<b>4 588</b>

(en milliers d'euros)	31/12/2022			Total Dettes locatives
	≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	
<b>Dettes locatives</b>	<b>1 221</b>	<b>1 692</b>	<b>326</b>	<b>3 239</b>

**Détail des charges et produits de contrats de location**

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
Charges d'intérêts sur dettes locatives	-59	-37
<b>Total Intérêts et charges assimilées (PNB)</b>	<b>-59</b>	<b>-37</b>
Charges relatives aux contrats de location court terme	-1 489	-1 852
Charges relatives aux contrats de location de faible valeur	-148	-116
Charges relatives aux paiements de loyers variables exclus de l'évaluation de la dette	-	-
Produits de sous-location tirés d'actifs au titre de droits d'utilisation	-	-
Profits ou pertes résultant de transactions de cession-bail	-	-
Profits ou pertes résultant de modifications de contrats de location	-	15
<b>Total Charges générales d'exploitation</b>	<b>-1 637</b>	<b>-1 953</b>
Dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-1 526	-1 554
<b>Total Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles</b>	<b>-1 526</b>	<b>-1 554</b>
<b>Total Charges et produits de contrats de location</b>	<b>-3 222</b>	<b>-3 544</b>

**Montants des flux de trésorerie de la période**

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
<b>Total des sorties de trésorerie relatives aux contrats de location</b>	<b>-3 214</b>	<b>-3 825</b>

**8.2 Contrats de location dont le Groupe est bailleur**

Le Groupe Crédit Agricole du Nord Est propose à ses clients des activités de location qui prennent la forme de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat, de location financière, ou de location longue durée. Les contrats de location sont classés en contrats de location financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent en substance la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété au preneur. Les autres contrats de location sont classés en location simple.

**Produits de contrats de location**

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
<b>Location-financement</b>	-	-
Profits ou pertes réalisés sur la vente	-	-
Produits financiers tirés des créances locatives	-	-
Produits des paiements de loyers variables	-	-
<b>Location simple</b>	<b>4 446</b>	<b>4 028</b>
Produits locatifs	4 446	4 028



## 9 Engagements de financement et de garantie et autres garanties

### Engagements donnés et reçus

(en milliers d'euros)	31/12/2023	31/12/2022
<b>Engagements donnés</b>	<b>2 600 969</b>	<b>2 899 289</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>2 206 721</b>	<b>2 498 686</b>
Engagements en faveur des établissements de crédit	-	-
Engagements en faveur de la clientèle	2 206 721	2 498 686
<b>Engagements de garantie</b>	<b>394 248</b>	<b>400 603</b>
Engagements d'ordre des établissements de crédit	31 573	32 363
Engagements d'ordre de la clientèle	362 675	368 240
<b>Engagements sur titres</b>	-	-
Titres à livrer	-	-
<b>Engagements reçus</b>	<b>4 649 216</b>	<b>4 514 328</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>8 960</b>	<b>9 086</b>
Engagements reçus des établissements de crédit	8 960	9 086
Engagements reçus de la clientèle	-	-
<b>Engagements de garantie</b>	<b>4 640 256</b>	<b>4 505 242</b>
Engagements reçus des établissements de crédit	808 714	813 324
Engagements reçus de la clientèle (1)	3 831 542	3 691 918
<b>Engagements sur titres</b>	-	-
Titres à recevoir	-	-

(1) Dans le cadre des mesures de soutien à l'économie suite à la crise sanitaire liée à la Covid-19, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a accordé des prêts pour lesquels elle a reçu des engagements de garantie de l'Etat français (PGE). Au 31 décembre 2023, le montant de ces engagements de garantie reçus s'élève à 132 375 milliers d'euros.

Le 23 mars 2022, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de lever progressivement les mesures temporaires d'assouplissement des garanties de politique monétaire introduites en réponse à la pandémie de Covid-19.

Dans ce contexte, la Banque de France a mis fin, à compter du 30 juin 2023, à l'éligibilité des prêts immobiliers résidentiels dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière et modifié en conséquence la décision du Gouverneur 2022-04 du 30 juin 2022.

En conséquence, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est ne postera plus de créance immobilière auprès de la Banque de France (pour mémoire 2 237 309 milliers d'euros au 31 décembre 2022).

En complément le Groupe Crédit Agricole a décidé d'émettre un programme d'obligations sécurisées (Covered Bonds FHSFH) par les créances habitats libérées pour un montant global de 92 milliards d'euros. Ce programme a été souscrit par Crédit Agricole S.A. afin de constituer des réserves éligibles au programme de refinancement de la Banque centrale européenne.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a apporté en garantie des émissions de la FH SFH 2 197 601 milliers d'euros de créances immobilières.

***Instruments financiers remis et reçus en garantie***

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2023</b>	<b>31/12/2022</b>
<b>Valeur comptable des actifs financiers remis en garantie (dont actifs transférés)</b>		
Titres et créances apportées en garanties des dispositifs de refinancement (Banque de France, CRH ...)	6 950 346	6 855 278
Titres prêtés	-	-
Dépôts de garantie sur opérations de marché	63 170	13 070
Autres dépôts de garantie	-	-
Titres et valeurs donnés en pension	-	182 165
<b>Total de la valeur comptable des actifs financiers remis en garantie</b>	<b>7 013 516</b>	<b>7 050 513</b>
<b>Valeur comptable des actifs financiers reçus en garantie</b>		
Autres dépôts de garantie	-	-
<b>Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>		
Titres empruntés	-	-
Titres et valeurs reçus en pension	63 836	70 557
Titres vendus à découvert	-	-
<b>Total Juste valeur des instruments reçus en garantie réutilisables et réutilisés</b>	<b>63 836</b>	<b>70 557</b>

Au 31 décembre 2023, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est n'a pas utilisé les titres souscrits auprès des « FCT Crédit Agricole Habitat » comme dispositif de refinancement.

***Créances apportées en garantie***

Au cours de l'année 2023, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a apporté 6 950 346 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du Groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 6 855 278 milliers d'euros en 2022. La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a apporté :

- 3 518 635 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 5 639 959 milliers d'euros en 2022 ;
- 122 952 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 155 856 milliers d'euros en 2022 ;
- 1 035 319 milliers d'euros de créances dans le cadre du refinancement auprès de Crédit Agricole Home Loan SFH, contre 973 441 milliers d'euros au 31 décembre 2022 ;
- 2 197 601 milliers d'euros de créances auprès de Crédit Agricole Financement Habitat SFH, aucun refinancement de cette nature n'a été opéré en 2022 ;
- 75 839 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 86 022 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

***Garanties détenues et actifs reçus en garantie***

La plus grande partie des garanties et rehaussements détenus correspond à des hypothèques, des nantissements ou des cautionnements reçus, quelle que soit la qualité des actifs garantis.

A l'exception des titres reçus en pension livrée, pour un montant de 52 818 milliers d'euros au 31 décembre 2023 contre 59 636 milliers d'euros au 31 décembre 2022, et des valeurs reçues en garantie ou en

nantissement, pour un montant de 11 018 milliers d'euros au 31 décembre 2023 contre 10 921 milliers d'euros au 31 décembre 2022, les garanties détenues par le Groupe Crédit Agricole du Nord Est et qu'il est autorisé à vendre ou à redonner en garantie sont non significatives et l'utilisation de ces garanties ne fait pas l'objet d'une politique systématisée, étant donné son caractère marginal dans le cadre de l'activité du Groupe Crédit Agricole du Nord Est.

## **10 Reclassements d'instruments financiers**

### **Principes retenus par le Groupe Crédit Agricole**

Les reclassements ne sont effectués que dans des circonstances rares résultant d'une décision prise par la Direction Générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est à la suite de changements internes ou externes : changements importants par rapport à l'activité de l'entité.

Reclassements effectués par la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est

Le Groupe Crédit Agricole du Nord Est n'a pas opéré en 2023 de reclassement au titre du paragraphe 4.4.1 d'IFRS 9.

## **11 Juste valeur des instruments financiers**

**La juste valeur** est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

La juste valeur est basée sur le prix de sortie (notion « d'exit price »).

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêt en ayant recours en priorité à des données de marché observables. Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs.

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite. Elle se base sur un certain nombre d'hypothèses. Il est supposé que les intervenants de marché agissent dans leur meilleur intérêt économique.

Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés.

La hiérarchie de juste valeur des actifs et passifs financiers est ventilée selon les critères généraux d'observabilité des données d'entrées utilisées dans l'évaluation, conformément aux principes définis par la norme IFRS 13.

Le niveau 1 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers cotés sur un marché actif.

Le niveau 2 de la hiérarchie s'applique à la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il existe des données observables. Il s'agit notamment des paramètres liés au risque de taux ou des paramètres de risque de crédit lorsque celui-ci peut être réévalué à partir de cotations de spreads de Credit Default Swaps (CDS). Les pensions données et reçues portant sur des sous-jacents cotés sur un marché actif sont également inscrites dans le niveau 2 de la hiérarchie, ainsi que les actifs et passifs financiers avec une composante à vue pour lesquels la juste valeur correspond au coût amorti non ajusté.

Le niveau 3 de la hiérarchie indique la juste valeur des actifs et passifs financiers pour lesquels il n'existe pas de donnée observable ou pour lesquels certains paramètres peuvent être réévalués à partir de modèles internes

qui utilisent des données historiques. Il s'agit principalement des paramètres liés au risque de crédit ou au risque de remboursement anticipé.

Dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable. Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux du marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels il est considéré que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des actifs ou passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables.

### **11.1 Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût amorti**

La norme IFRS 7 demande des informations portant sur les instruments financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur.

Les montants présentés dans « la valeur au bilan » des instruments financiers concernés incluent les créances et dettes rattachées et sont, pour les actifs, nets de dépréciation. Par ailleurs, la valeur au bilan des tableaux inclut la juste valeur de la portion couverte des éléments micro-couverts en couverture de juste valeur (cf. Note 3.5 des présents états financiers consolidés). En revanche, la valeur comptable des éléments présentés dans ce tableau n'inclut pas l'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux.

Pour rappel, les actifs financiers dont les caractéristiques sont SPPI, doivent être comptabilisés au coût amorti s'ils sont gérés dans un portefeuille dont la gestion a pour objectif la collecte des flux de trésorerie contractuels sur la durée de vie des actifs et dont les ventes sont strictement encadrées et limitées. De plus, pour être éligibles à cette catégorie, ils doivent de manière complémentaire à ce mode de gestion, répondre à deux critères, lorsque le financement donne droit seulement au remboursement du principal et lorsque le versement des intérêts perçus reflète la valeur temps de l'argent, le risque de crédit associé à l'instrument, les autres coûts et risques d'un contrat de prêt classique ainsi qu'une marge raisonnable, que le taux d'intérêt soit fixe ou variable (test « Solely Payments of Principal & Interests » ou test « SPPI »).

A ce titre, les informations relatives à la juste valeur de ces instruments doivent être analysées avec une attention particulière :

- les justes valeurs indiquées représentent une estimation de la valeur de marché du 31 décembre 2023. Néanmoins ces valeurs de marché peuvent faire l'objet de variations en fonction des paramètres de marché, notamment l'évolution des taux d'intérêt et la qualité du risque de crédit des contreparties. Compte tenu de leur modèle de gestion, la décomptabilisation qui, sauf exception explicitement prévue par la norme IFRS 9, doit intervenir à l'échéance ou proche de l'échéance, devrait se faire à une valeur proche de la valeur de remboursement de ces instruments.

Ainsi, l'écart entre l'indication de la juste valeur et sa valeur comptable ne représente pas une valeur de réalisation dans une perspective de continuité d'activité de l'établissement.

- compte tenu du modèle de gestion consistant à collecter les flux de trésorerie des instruments financiers du portefeuille auquel il appartient, il est rappelé que ces instruments financiers ne sont pas

gérés en fonction de l'évolution de leur juste valeur et que la performance de ces actifs est appréciée sur la base des flux de trésorerie contractuels perçus sur leur durée de vie de l'instrument.

- l'estimation de la juste valeur indicative des instruments comptabilisés au coût amorti est sujette à l'utilisation de modèles de valorisation notamment les prêts et créances vis-à-vis de la clientèle et plus particulièrement ceux dont la valorisation est fondée sur des données non observables de niveau 3.

### ***Juste valeur des actifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan***

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur au bilan au 31/12/2023	Juste valeur au 31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Prêts et créances</b>	<b>21 580 081</b>	<b>21 246 186</b>	-	<b>4 105 614</b>	<b>17 140 572</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 008 651	4 001 813	-	4 001 813	-
Prêts et créances sur la clientèle (1)	17 571 430	17 244 373	-	103 801	17 140 572
<b>Titres de dettes</b>	<b>371 538</b>	<b>349 354</b>	<b>235 324</b>	-	<b>114 030</b>
<b>Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>21 951 619</b>	<b>21 595 540</b>	<b>235 324</b>	<b>4 105 614</b>	<b>17 254 602</b>

(1) Pour les crédits habitats, la juste valeur est issue d'un calcul d'actualisation dont le taux est désormais issu des données ALM ; précédemment le taux retenu était déterminé à partir des prêts commercialisés. Au 31 décembre 2022, la juste valeur communiquée au titre de ces prêts était de 7 833 361 milliers d'euros ; calculée à partir des taux ALM, elle se serait élevée à 7 188 862 milliers d'euros.

L'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux à l'actif du bilan s'élève à -61 535 milliers d'euros au 31 décembre 2023 contre -168 318 milliers d'euros au 31 décembre 2022. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable à l'actif serait de -294 544 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur au bilan au 31/12/2022	Juste valeur au 31/12/2022	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Prêts et créances</b>	<b>22 611 837</b>	<b>22 588 480</b>	-	<b>5 415 944</b>	<b>17 172 536</b>
Prêts et créances sur les établissements de crédit	5 289 370	5 278 929	-	5 278 929	-
Prêts et créances sur la clientèle	17 322 467	17 309 551	-	137 015	17 172 536
<b>Titres de dettes</b>	<b>359 486</b>	<b>365 086</b>	<b>247 940</b>	-	<b>117 146</b>
<b>Total Actifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>22 971 323</b>	<b>22 953 566</b>	<b>247 940</b>	<b>5 415 944</b>	<b>17 289 682</b>

### ***Juste valeur des passifs financiers comptabilisés au coût amorti au bilan***

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur au bilan au 31/12/2023	Juste valeur au 31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	<b>11 404 639</b>	<b>11 404 669</b>	-	<b>11 404 669</b>	-
<b>Dettes envers la clientèle</b>	<b>8 753 210</b>	<b>8 753 262</b>	-	<b>8 640 958</b>	<b>112 304</b>
<b>Dettes représentées par un titre</b>	<b>366 483</b>	<b>366 257</b>	<b>40 628</b>	<b>325 629</b>	-
<b>Dettes subordonnées</b>	<b>200 600</b>	<b>200 600</b>	-	<b>200 600</b>	-
<b>Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	<b>20 724 932</b>	<b>20 724 788</b>	<b>40 628</b>	<b>20 571 856</b>	<b>112 304</b>

L'écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux au passif du bilan s'élève à -97 115 milliers d'euros au 31 décembre 2023 contre -156 721 milliers d'euros au 31 décembre 2022. En tenant compte de cette réévaluation, l'écart entre la juste valeur indicative et la valeur comptable au passif serait de 96 971 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur au bilan au 31/12/2022	Juste valeur au 31/12/2022	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<b>Dettes envers les établissements de crédit</b>	11 755 559	11 693 064	-	11 693 064	-
<b>Dettes envers la clientèle</b>	9 038 301	8 929 403	-	8 796 996	132 407
<b>Dettes représentées par un titre</b>	788 580	786 157	63 463	722 694	-
<b>Dettes subordonnées</b>	200 352	200 000	-	200 000	-
<b>Total Passifs financiers dont la juste valeur est indiquée</b>	21 782 792	21 608 624	63 463	21 412 754	132 407

## 11.2 Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

**Evaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs (Credit Valuation Adjustment ou CVA) du risque de non-exécution sur les dérivés passifs (Debit Valuation Adjustment ou DVA ou risque de crédit propre).**

L'ajustement de valeur relatif à la qualité de la contrepartie (CVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque de crédit associé à la contrepartie (risque de non-paiement des sommes dues en cas de défaut). Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions, déduction faite d'éventuels collatéraux. Cet ajustement est systématiquement négatif et vient en minoration de la juste valeur active des instruments financiers.

L'ajustement de valeur relatif au risque de crédit propre de notre établissement (DVA) vise à intégrer dans la valorisation des instruments dérivés le risque porté par nos contreparties. Cet ajustement est calculé globalement par contrepartie en fonction du profil d'expositions futures des transactions. Cet ajustement est systématiquement positif et vient en diminution de la juste valeur passive des instruments financiers.

Le calcul du CVA/DVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables. La probabilité de défaut est en priorité directement déduite de CDS cotés ou de proxys de CDS cotés lorsqu'ils sont jugés suffisamment liquides.

### **Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation**

Les montants présentés incluent les créances et dettes rattachées et sont nets de dépréciation.

**Actifs financiers valorisés à la juste valeur**

	31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>9 287</b>	-	<b>9 287</b>	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés	9 287	-	9 287	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat (1)</b>	<b>371 763</b>	<b>5 639</b>	<b>12 762</b>	<b>353 362</b>
<i>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</i>	<b>181 187</b>	<b>5 639</b>	<b>12 762</b>	<b>162 786</b>
<i>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</i>	<b>190 576</b>	-	-	<b>190 576</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	190 576	-	-	190 576
<i>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</i>	<b>0</b>	-	-	-
<i>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</i>	<b>0</b>	-	-	-
<i>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>	<b>0</b>	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>2 164 568</b>	-	<b>2 131 973</b>	<b>32 595</b>
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	2 161 183	-	2 131 973	29 210
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	3 385	-	-	3 385
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>100 789</b>	-	<b>100 789</b>	-
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR</b>	<b>2 646 407</b>	<b>5 639</b>	<b>2 254 811</b>	<b>385 957</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	-

(1) Le montant des OPCVM s'élève à 157 026 milliers d'euros au 31 décembre 2023 et est classé en niveau 3.

	31/12/2022	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>12 694</b>	-	<b>12 694</b>	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres reçus en pension livrée	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-
Titres détenus à des fins de transaction	-	-	-	-
Instruments dérivés	12 694	-	12 694	-
<b>Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat (1)</b>	<b>314 919</b>	-	<b>9 390</b>	<b>305 529</b>
<i>Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat</i>	<b>146 922</b>	-	<b>9 390</b>	<b>137 532</b>
<i>Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI</i>	<b>167 997</b>	-	-	<b>167 997</b>
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres de dettes	167 997	-	-	167 997
<i>Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature</i>	<b>0</b>	-	-	-
<i>Actifs représentatifs de contrats en unités de compte</i>	<b>0</b>	-	-	-
<i>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</i>	<b>0</b>	-	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	-	-	-	-
Titres à la juste valeur par résultat sur option	-	-	-	-
<b>Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres</b>	<b>1 930 103</b>	-	<b>1 898 278</b>	<b>31 825</b>
Instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables	1 926 747	-	1 898 278	28 469
Instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	3 356	-	-	3 356
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>179 325</b>	-	<b>179 325</b>	-
<b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS VALORISÉS À LA JUSTE VALEUR</b>	<b>2 437 041</b>	-	<b>2 099 687</b>	<b>337 354</b>
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
<b>Total des transferts vers chacun des niveaux</b>		-	-	-

(1) Le montant des OPCVM s'élève à 134 242 milliers d'euros au 31 décembre 2022 et est classé en niveau 3.



Passifs financiers valorisés à la juste valeur

	31/12/2023	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
(en milliers d'euros)				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	6 685	-	6 685	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	6 685	-	6 685	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	165 345	-	165 345	-
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	172 030	-	172 030	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

	31/12/2022	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : Niveau 1	Valorisation fondée sur des données observables : Niveau 2	Valorisation fondée sur des données non observables : Niveau 3
(en milliers d'euros)				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	10 648	-	10 648	-
Titres vendus à découvert	-	-	-	-
Titres donnés en pension livrée	-	-	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	-	-	-	-
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-
Instruments dérivés	10 648	-	10 648	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	0	-	-	-
Instruments dérivés de couverture	193 667	-	193 667	-
Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur	204 315	-	204 315	-
Transferts issus du Niveau 1 : Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques			-	-
Transferts issus du Niveau 2 : Valorisation fondée sur des données observables		-		-
Transferts issus du Niveau 3 : Valorisation fondée sur des données non observables		-	-	
Total des transferts vers chacun des niveaux		-	-	-

### Variation du solde des instruments financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

#### Actifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Tableau 1 sur 3	Total Actifs financiers valorisés à la juste Valeur selon le niveau 3	Actifs financiers détenus à des fins de transaction					
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres reçus en pension livrée	Valeurs reçues en pension	Titres détenus à des fins de transaction	Instruments dérivés
<b>Solde de clôture (31/12/2022)</b>	<b>337 354</b>	-	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	25 896	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	26 313	-	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-417	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	48 185	-	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-25 354	-	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-124	-	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-
<b>Solde de clôture (31/12/2023)</b>	<b>385 957</b>	-	-	-	-	-	-

Tableau 2 sur 3	Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat								
	Instruments de capitaux propres à la juste valeur par résultat	Instruments de dettes ne remplissant pas les critères SPPI			Autres instruments de dettes à la juste valeur par résultat par nature	Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
		Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes			Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Titres de dettes
(en milliers d'euros)									
<b>Solde de clôture (31/12/2022)</b>	<b>137 532</b>	-	-	167 997	-	-	-	-	-
Gains /pertes de la période (1)	24 437	-	-	1 847	-	-	-	-	-
Comptabilisés en résultat	24 437	-	-	1 847	-	-	-	-	-
Comptabilisés en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Achats de la période	17 416	-	-	29 590	-	-	-	-	-
Ventes de la période	-16 599	-	-	-8 755	-	-	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dénouements de la période	-	-	-	-103	-	-	-	-	-
Reclassements de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Solde de clôture (31/12/2023)</b>	<b>162 786</b>	-	-	190 576	-	-	-	-	-

Tableau 3 sur 3	Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		Instruments dérivés de couverture
	Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	Instruments de dette comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	
(en milliers d'euros)			
<b>Solde de clôture (31/12/2022)</b>	<b>28 469</b>	<b>3 356</b>	-
Gains /pertes de la période (1)	-417	29	-
Comptabilisés en résultat	-	29	-
Comptabilisés en capitaux propres	-417	-	-
Achats de la période	1 158	21	-
Ventes de la période	-	-	-
Emissions de la période	-	-	-
Dénouements de la période	-	-21	-
Reclassements de la période	-	-	-
Variations liées au périmètre de la période	-	-	-
Transferts	-	-	-
Transferts vers niveau 3	-	-	-
Transferts hors niveau 3	-	-	-
<b>Solde de clôture (31/12/2023)</b>	<b>29 210</b>	<b>3 385</b>	-

(1) Ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

<b>Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture</b>	<b>13 354</b>
Comptabilisés en résultat	13 771
Comptabilisés en capitaux propres	-417

### Passifs financiers valorisés à la juste valeur selon le niveau 3

Au 31 décembre 2023, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est ne détient aucun passif financier valorisé à la juste valeur selon le niveau 3.

Les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux instruments financiers détenus à des fins de transaction et à la juste valeur par résultat sur option et aux instruments dérivés sont enregistrés en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » ; les gains et pertes comptabilisés en résultat liés aux actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont enregistrés en « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ».

### ***Analyse de sensibilité des instruments financiers valorisés sur un modèle de valorisation de niveau 3***

Pour les actifs financiers valorisés sur un modèle de niveau 3, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est s'appuie notamment, pour les titres détenus dans le cadre de l'activité de capital investissement, sur des modèles de valorisation basés sur les capitaux propres et les résultats des entités sous-jacentes.

### **11.3 Rappels sur la réforme des indices de taux et implications pour le Groupe Crédit Agricole**

La réforme des indices de taux IBOR (InterBank Offered Rates) initiée par le Conseil de Stabilité Financière en 2014, vise à remplacer ces indices par des taux alternatifs et plus particulièrement par des Risk Free Rates (RFR).

Cette réforme s'est accélérée le 5 mars 2021 lorsque l'IBA - l'administrateur du LIBOR - a confirmé le jalon important de fin 2021 pour l'arrêt de la publication ou la non représentativité des LIBOR, sauf sur les tenors les plus utilisés du LIBOR USD (échéances au jour le jour, un, trois, six et douze mois) pour lesquels la date a été fixée au 30 juin 2023.

Dès 2019, le Groupe Crédit Agricole s'est organisé pour préparer et encadrer la transition des indices de taux pour l'ensemble de ses activités :

- ces transitions s'inscrivent dans les calendriers et standards définis par les travaux de place dont certains auxquels le Crédit Agricole participe et le cadre réglementaire européen (BMR).
- conformément aux recommandations des groupes de travail nationaux et des autorités, le Groupe Crédit Agricole préconise et privilégie des bascules vers les indices alternatifs par anticipation de la disparition des indices de référence tout en visant le respect des échéances fixées par la place voire imposées par les autorités.
- la réalisation ordonnée et maîtrisée des transitions est garantie par les efforts menés par le Groupe pour mettre à niveau ses outils et ses processus ainsi que par la forte mobilisation des équipes support et des métiers pour absorber la charge de travail induite par les transitions, notamment pour la renégociation des contrats.

L'ensemble des actions entreprises permet ainsi aux entités du Groupe d'assurer la continuité de leur activité après la disparition des indices de références et d'être en capacité de gérer les nouvelles offres de produits référençant des RFR ou certains RFR à terme tout en limitant les risques opérationnels et commerciaux après la cessation des indices.

#### **Transition LIBOR USD**

Au niveau du Groupe, la très forte mobilisation des équipes et l'organisation mise en place ont permis de mener à bien la transition de la quasi-totalité du stock de contrats par anticipation ou activation de la clause de fallback et de limiter l'usage du LIBOR USD synthétique post 30 juin 2023.

Le Groupe a également pu bénéficier pour certains de ces contrats et instruments financiers du dispositif mis en place par les autorités américaines qui ont validé la désignation d'un taux de remplacement statutaire pérenne du LIBOR USD pour les contrats de droit américain.

Les actions menées au second semestre 2023 ont principalement visé à conclure des négociations qui n'avaient pas été totalement finalisées avant le 30 juin et à basculer effectivement les contrats de leasing avant la première période d'intérêt basée sur l'indice de substitution conformément à la stratégie de transition retenue.

Hormis quelques crédits où la maturité de la transaction est antérieure à la fin du LIBOR synthétique et pour lesquels les emprunteurs ne sont donc pas enclins à faire la transition, tous les contrats ont maintenant basculé vers un indice alternatif.

#### **Transition des autres indices (CDOR, WIBOR, SOR)**

Au 31 décembre 2023, le Groupe a encore quelques expositions sur d'autres indices de référence dont la non-représentativité ou la cessation ont été annoncées :

- le CDOR (Canada) dont la cessation a été annoncée après le 28 juin 2024 sur les échéances non encore arrêtées (un, deux et trois mois) ;
- le WIBOR (indice de référence polonais, classifié critique par la Commission Européenne) pour lequel le planning de cessation n'a pas encore été confirmé par l'administrateur ;
- le SIBOR (Singapour) dont la cessation est prévue après le 31 décembre 2024 sur les échéances un et trois mois.

Les transitions sur le CDOR et le SIBOR concernent quasi exclusivement la banque d'investissement alors que le WIBOR est également utilisé au sein du Groupe Crédit Agricole par CA Pologne (banque de détail) et CAL&F au travers de l'entité EFL (leasing).

Les actions se sont poursuivies au second semestre afin de préparer le plus en amont possible les bascules effectives et finaliser l'inventaire des clients et transactions exposées. CACIB, sauf exceptions autorisées, a également arrêté le flux de nouvelles opérations en CDOR courant 2023.

La quasi-totalité du stock en CDOR et une part très majoritaire du stock en WIBOR sont composés de dérivés où il est prévu de s'appuyer sur les dispositions de fallback ISDA dans la mesure où la plupart des contreparties ont adhéré au protocole ISDA 2020.

### **Gestion des risques associés à la réforme des taux**

Outre la préparation et la mise en œuvre du remplacement des indices de référence, depuis 2019 les travaux menés par le Groupe ont porté sur la gestion et le contrôle des risques inhérents aux transitions des indices de référence, notamment sur les volets financiers, opérationnels, juridiques et conformité en particulier sur le volet protection des clients (prévention du « conduct risk »).

Les migrations opérationnelles à venir s'appuieront sur l'ensemble des processus et outils préalablement développés pour la transition des contrats indexés sur les taux IBOR dont la cessation de publication ou la non-représentativité sont déjà intervenues. Afin de limiter les risques opérationnels et commerciaux, les entités impactées organiseront également, lorsque cela sera possible, des transitions proactives dans le respect des recommandations et jalons définis par les autorités.

A date, les risques potentiels associés à la réforme ne concernent que la transition du WIBOR et du CDOR pour lesquels les enjeux sont très localisés et jugés peu significatifs pour le Groupe et la transition du SIBOR pour lequel les expositions sont extrêmement marginales.

## **12 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2023**

### ***Date de clôture***

Les états financiers utilisés pour la préparation des états financiers consolidés sont établis à la même date que celle des états financiers du Groupe.

### **12.1 Information sur les filiales**

#### ***12.1.1 Restrictions sur les entités contrôlées***

Au 31 décembre 2023, il n'existe aucune disposition réglementaire, légale ou contractuelle pouvant limiter la capacité de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est à avoir librement accès aux actifs et à régler les passifs de ses filiales.

### 12.1.2 Soutiens aux entités structurées contrôlées

Le Groupe Crédit Agricole du Nord Est n'a accordé aucun soutien financier à une ou plusieurs entités structurées consolidées au 31 décembre 2023 ni au 31 décembre 2022.

### 12.1.3 Opérations de titrisation et fonds dédiés

Pour plus de détails sur ces opérations de titrisation et sur l'indication de la valeur comptable des actifs concernés et des passifs associés, il est possible de se reporter à la Note 6.6 « Actifs transférés non décomptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue ».

Les Caisses régionales depuis 2015 ont participé à plusieurs titrisations True Sale. Ces titrisations sont des RMBS français soit autosouscrits, soit placés dans le marché par le Groupe.

Ces opérations se traduisent par une cession de crédits à l'habitat originés par les 39 Caisses régionales et éventuellement LCL pour certains FCT, à un FCT (un par titrisation). Les FCT sont consolidés au sein du Groupe Crédit Agricole.

Dans le cadre de ces titrisations, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est a cédé, à l'origine, des crédits habitat pour un montant de 47 millions d'euros aux deux FCT non encore démembrés au 31 décembre 2023.

## 12.2 Participations ne donnant pas le contrôle

### Informations sur l'étendue des intérêts détenus par les participations significatives ne donnant pas le contrôle

Le Groupe Crédit Agricole du Nord Est ne détient pas de filiale consolidée dont le montant des participations ne donnant pas le contrôle est significatif au regard des capitaux propres totaux du Groupe.

## 12.3 Composition du périmètre

Périmètre de consolidation du Groupe Crédit Agricole du Nord Est	Méthode de consolidation	Modification de périmètre (1)	Implantation	Siège social (si différent de l'implantation)	Type d'entité et nature du contrôle	% de contrôle		% d'intérêt	
						31/12/2023	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2022
SAS Nord Est Expansion	Intégration globale		France		Filiale	100 %	100 %	100 %	100 %
SAS Nord Est Capital Investissement	Intégration globale		France		Filiale	100 %	100 %	100 %	100 %
SAS Nord Est Aménagement Promotion	Intégration globale		France		Filiale	100 %	100 %	100 %	100 %
SAS La Foncière Rémoise	Intégration globale		France		Filiale	100 %	100 %	100 %	100 %
SAS Nord Est Immo	Intégration globale		France		Filiale	100 %	100 %	100 %	100 %
FCT Crédit Agricole Habitat 2018 - 2019	Intégration globale	S1	France		Entité structurée contrôlée	0 %	100 %	0 %	100 %
FCT Crédit Agricole Habitat 2020 - 2022	Intégration globale		France		Entité structurée contrôlée	100 %	100 %	100 %	100 %

(1) S1 : cessation d'activité (dont dissolution, liquidation).

Au 31 décembre 2023, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est ayant participé aux opérations de titrisation Crédit Agricole Habitat a consolidé ses quotes-parts (analyse par silo) de chacun des FCT, le complément de prix de cession, le mécanisme de garantie ainsi que la convention de remboursement interne limitant in fine la responsabilité de chaque cédant à hauteur des « gains et pertes » réellement constatés sur les créances qu'il a cédées aux FCT.

## 13 Participations et entités structurées non consolidées

### 13.1 Participations non consolidées

Ces titres enregistrés à la juste valeur par résultat ou la juste valeur par capitaux propres non recyclables, sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement.

Ce poste s'élève à 2 244 483 milliers d'euros au 31 décembre 2023 contre 1 995 085 milliers d'euros au 31 décembre 2022.

#### 13.1.1 Entités non intégrées dans le périmètre de consolidation

Les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint et sous influence notable non intégrées dans le périmètre de consolidation, sont présentées dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Motif d'exclusion du périmètre de consolidation
		31/12/2023	31/12/2022	
SCI Hincmar	France	100,00 %	100,00 %	Entité non significative
SAS Nord Est Protection & Assistance	France	100,00 %	100,00 %	Entité non significative
SCI CA Edition	France	55,00 %	55,00 %	Entité non significative
SCI P.A. Champigny B	France	49,00 %	49,00 %	Entité non significative
SAS Bacchus Energies	France	49,00 %	0 %	Entité non significative
SAS Crédit Agricole Régions Investissement	France	27,50 %	27,50 %	Entité non significative
SAS Patrimoniale des Ardennes	France	26,94 %	25,00 %	Entité non significative
SCI Maison des Agriculteurs	France	22,69 %	22,69 %	Entité non significative
SAS Crédit Agricole Capital PME	France	13,84 %	13,84 %	Entité en gestion extinctive
SAS Crédit Agricole Capital PME 2	France	12,00 %	12,00 %	Entité non significative

### 13.1.2 Titres de participation non consolidés et présentant un caractère significatif

Les titres de participation représentant une fraction du capital supérieure ou égale à 10 % n'entrant pas dans le périmètre de consolidation sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Entités non consolidées	Siège social	% d'intérêt		Montant des capitaux propres (1)	Résultat du dernier exercice (1)	Date des données financières
		31/12/2023	31/12/2022			
Le Foyer Rémois	France	15,00 %	15,00 %	325 913	12 012	31/12/2022

(1) En milliers d'euros.

### 13.2 Informations sur les entités structurées non consolidées

Conformément à IFRS 12, une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité ; c'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels.

#### Informations sur la nature et l'étendue des intérêts détenus

Au 31 décembre 2023, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est a des intérêts dans certaines entités structurées non consolidées, dont les principales caractéristiques sont présentées ci-dessous sur la base de leur typologie d'activité :

##### Fonds de placement

Le Groupe Crédit Agricole du Nord Est investit dans des sociétés créées afin de répondre à la demande des investisseurs dans le cadre de la gestion de sa trésorerie, d'une part, et dans le cadre du placement des primes d'assurance reçues des clients des sociétés d'assurance conformément aux dispositions réglementaires prévues par le Code des assurances d'autre part. Les placements des sociétés d'assurance permettent de garantir les engagements pris vis-à-vis des assurés tout au long de la vie des contrats d'assurance. Leur valeur et leur rendement sont corrélés à ces engagements.

##### Entités sponsorisées

Au 31 décembre 2023, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est n'a sponsorisé aucune entité structurée non consolidée.

#### Informations sur les risques associés aux intérêts détenus

##### Soutien financier apporté aux entités structurées

Le Groupe Crédit Agricole du Nord Est n'a accordé aucun soutien financier à une ou plusieurs entités structurées non consolidées.

##### Intérêts détenus dans des entités structurées non consolidées par nature d'activités

Au 31 décembre 2023, le Groupe Crédit Agricole du Nord Est ne détient plus d'intérêts dans des entités structurées non consolidées.

Au 31 décembre 2022, l'implication du Groupe Crédit Agricole du Nord Est dans des entités structurées non consolidées est présentée pour l'ensemble des familles d'entités structurées sponsorisées significatives pour le Groupe Crédit Agricole du Nord Est dans le tableau ci-dessous :



	31/12/2022							
	Titrisation				Gestion d'actifs			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
(en milliers d'euros)								
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-			-	-			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	-			-	-			-
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements donnés		-	-		-	-	-	-
Engagements de financement		-	-		-	-	-	-
Engagements de garantie		-	-		-	-	-	-
Autres		-	-		-	-	-	-
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature		-	-		-	-	-	-
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Bilan des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-

	31/12/2022							
	Fonds de placement (1)				Financement structuré			
	Valeur au bilan	Perte maximale			Valeur au bilan	Perte maximale		
		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette		Exposition maximale au risque de perte	Garanties reçues et autres rehaussements de crédit	Exposition nette
(en milliers d'euros)								
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4	4	-	4	-	-	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers au coût amorti	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des actifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	4	4	-	4	-	-	-	-
Instruments de capitaux propres	-			-	-			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes	-			-	-			-
Total des passifs reconnus vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-
Engagements donnés		-	-	-		-	-	-
Engagements de financement		-	-	-		-	-	-
Engagements de garantie		-	-	-		-	-	-
Autres		-	-	-		-	-	-
Provisions pour risque d'exécution - Engagements par signature		-	-	-		-	-	-
Total des engagements hors bilan net de provisions vis-à-vis des entités structurées non consolidées	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Bilan des entités structurées non consolidées	227	-	-	-	-	-	-	-

***Exposition maximale au risque de perte***

L'exposition maximale au risque de perte des instruments financiers correspond à la valeur comptabilisée au bilan à l'exception des dérivés de vente d'option et de Credit Default Swapp pour lesquels l'exposition correspond à l'actif au montant du notionnel et au passif au notionnel minoré du mark-to-market. L'exposition maximale au risque de perte des engagements donnés correspond au montant du notionnel et la provision sur engagements donnés au montant comptabilisé au bilan.

***14 Événements postérieurs au 31 décembre 2023***

Aucun évènement significatif postérieur à la date de clôture n'est survenu pendant la période subséquente.

**Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est**

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

**(Exercice clos le 31 décembre 2023)**

**PricewaterhouseCoopers Audit**

63, rue de Villiers

92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

S.A.S. au capital de €2 510 460 672 006 483 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes Membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre

**KPMG SA**

Tour EQHO

2 Avenue Gambetta

92066 Paris la Défense Cedex

S.A. au capital de €5 497 100 775 726 417 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes Membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés****(Exercice clos le 31 décembre 2023)**

A l'assemblée générale

**Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est**

25 rue Libergier

51100 REIMS Cedex

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

**Fondement de l'opinion*****Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

**Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et

de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

### **Dépréciation des crédits en défaut**

Risque identifié	Notre réponse
<p>Du fait de son activité, votre caisse régionale est notamment exposée à un risque de crédit sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture.</p> <p>S'agissant de la détermination d'éventuelles dépréciations, votre direction est conduite à formuler des hypothèses pour estimer les flux futurs de recouvrement.</p> <p>Comme indiqué dans le paragraphe « Risque de crédit et étapes de dépréciation / provisionnement » de la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, les encours en défaut (Stage 3) sont dépréciés lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur les flux de trésorerie futurs estimés de ces actifs financiers. Le montant de ces dépréciations correspond :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour les créances supérieures ou égales à 200 milliers d'euros, à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus à maturité (incluant le principal et les intérêts) ;</li> <li>• Pour les créances de la Banque de détail (y compris agriculteurs et professionnels) inférieures à 200 milliers d'euros, ainsi que les créances « <i>Corporate</i> » (entreprises) pendant les premiers jours qui suivent l'entrée en défaut vif, à une estimation des pertes sur la base des plus fortes observations historiques, traduisant les anticipations de la Caisse régionale dans un contexte incertain.</li> </ul> <p>Nous avons considéré la détermination des dépréciations des crédits portant sur les marchés des entreprises, des professionnels et de l'agriculture comme un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de leur importance dans le bilan et de leur sensibilité aux hypothèses retenues par la direction dans le contexte macro-économique de l'exercice 2023 tel qu'indiqué dans la note 2 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p><b>Ces corrections de valeur représentent sur les prêts et créances sur la clientèle au 31 décembre 2023, un montant de 135 M€ comme détaillé dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés.</b></p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction, dans le contexte macro-économique de l'exercice 2023, pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser.</p> <p>Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mené des entretiens au cours de l'exercice avec les personnes en charge du suivi des risques au sein de votre caisse régionale afin de prendre connaissance de la gouvernance et des procédures mises en place pour évaluer ces dépréciations et assurer leur correcte comptabilisation ;</li> <li>• testé l'efficacité des contrôles jugés clés mis en œuvre par votre caisse régionale relatifs à ces procédures ;</li> <li>• analysé les hypothèses utilisées par la direction pour la détermination des flux futurs estimés sur un échantillon de dossiers de crédit en prenant en compte, le cas échéant, l'impact du contexte macro-économique sur ces flux ou les garanties spécifiques liées aux plans de soutien à l'économie ;</li> <li>• pour les dépréciations déterminées au regard des observations historiques, contrôlé sur un échantillon l'application des taux de perte tels que définis dans la politique de recouvrement et dépréciation des défauts de votre Caisse régionale ;</li> <li>• mis en œuvre des procédures analytiques sur la couverture des encours douteux ;</li> <li>• examiné les informations données au titre des dépréciations des crédits en défaut dans l'annexe aux comptes consolidés.</li> </ul>

**Risque de crédit et estimation des pertes attendues sur les expositions n'étant pas en défaut**

Risque identifié	Notre réponse
<p>Comme indiqué dans le paragraphe « Risque de crédit et étapes de dépréciation/provisionnement » de la note 1.2 de l'annexe aux comptes consolidés, votre caisse régionale comptabilise des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou « ECL ») dès la comptabilisation initiale d'un instrument financier (crédit, titre de dettes, garantie, etc.), au titre des pertes de crédit attendues sur douze mois (Stage 1), et si la qualité de crédit se dégrade significativement pour une transaction ou un portefeuille donné, à maturité (Stage 2).</p> <p>Les corrections de valeurs reposent sur des estimations qui intègrent des paramètres de probabilité de défaut, de pertes en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut tenant compte de données macro-économiques prospectives (Forward Looking) appréciées au niveau du groupe Crédit Agricole et au niveau de votre Caisse régionale au regard des caractéristiques propres à ses portefeuilles de crédits.</p> <p>Nous avons considéré qu'il s'agissait d'un point clé de l'audit des comptes consolidés en raison de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'importance des hypothèses prises, en particulier dans le contexte macro économique de l'exercice 2023 tel qu'indiqué dans la note 2 de l'annexe aux comptes consolidés ;</li> <li>• l'importance des crédits à la clientèle dans le bilan, et du recours à de nombreux paramètres et hypothèses appliqués pour décliner la méthode sur plusieurs types de portefeuilles (entreprises, particuliers, crédit à la consommation, etc.), dont par exemple des informations prospectives (Forward Looking central et local) ou des critères de transfert parmi les catégories d'expositions homogènes de risques (Stages 1 et 2).</li> </ul> <p><b>Ces corrections de valeur représentent en cumul sur les prêts et créances sur la clientèle et sur les engagements par signature, au 31 décembre 2023, un montant de 149 M€ comme détaillé dans la note 3.1.1 de l'annexe aux comptes consolidés.</b></p>	<p>Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• prendre connaissance, lors d'un examen critique, des conclusions des travaux réalisés à notre demande par les auditeurs de la consolidation du groupe Crédit Agricole, avec l'aide de leurs experts sur les modèles de détermination des corrections de valeur au titre des pertes de crédit attendues. Ces travaux couvrent en particulier les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ les principes méthodologiques suivis pour la construction des modèles ;</li> <li>○ le processus d'élaboration des paramètres utilisés dans les modèles (probabilité de défaut « PD », perte en cas de défaut Loss Given Default ou « LGD ») en prenant en compte notamment le contexte macro-économique de l'exercice 2023 ; la gouvernance des modèles et le changement des paramètres y compris l'analyse des scénarios et des paramètres économiques projetés ainsi que le processus de validation indépendante ;</li> <li>○ la réalisation de tests ciblés sur les fonctions calculatoires de l'outil utilisé pour déterminer les corrections de valeurs ;</li> </ul> </li> <li>• tester les données relatives aux expositions entrant dans le modèle de détermination des corrections de valeur sur la base d'un échantillon de dossiers ;</li> <li>• contrôler le déversement des expositions servant de base au calcul des corrections de valeur dans l'outil de provisionnement ;</li> <li>• apprécier les hypothèses et la documentation fournie par votre Caisse régionale sur l'identification de dégradations significatives notamment dans le contexte macro-économique pour des portefeuilles d'encours et la justification des paramètres conjoncturels et/ou structurels locaux retenus pour l'application du Forward Looking local ;</li> <li>• analyser l'évolution des expositions et des corrections de valeur par catégories homogènes de risques sur l'exercice 2023 ;</li> <li>• examiner les informations données au titre de la couverture du risque de crédit dans l'annexe aux comptes consolidés.</li> </ul>

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nous attestons que la déclaration consolidée de performance extra-financière prévue par l'article L.225-102-1 du code de commerce figure dans le rapport de gestion, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L.823-10 de ce code, les informations contenues dans cette déclaration n'ont pas fait l'objet de notre part de vérifications de sincérité ou de concordance avec les comptes consolidés et doivent faire l'objet d'un rapport par un organisme tiers indépendant.

**Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires*****Désignation des commissaires aux comptes***

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est par votre assemblée générale du 5 avril 2018 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 17 mars 2006 pour le cabinet KPMG SA.

Au 31 décembre 2023, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la 6<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet KPMG SA dans la 18<sup>ème</sup> année.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Caisse régionale à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Caisse régionale ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

**Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés*****Objectif et démarche d'audit***

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice

professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Caisse régionale.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Caisse régionale à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

### ***Rapport au comité d'audit***

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014



confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 7 mars 2024

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit  
Bara NAIJA

KPMG SA  
Arnaud BOURDEILLE